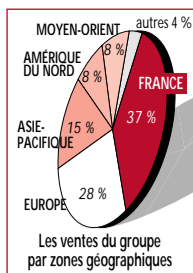


■ L'Etat
ou le marché :
un faux débat ?
(pages 17 à 21)



Cannes, un palmarès de cinéphiles

EN ATTRIBUANT une double Palme d'or, à l'Iranien Abbas Kiarostami et au Japonais Shohei Imamura, tout comme en couronnant l'Égyptien Youssef Chahine pour l'ensemble de son œuvre, le jury du cinquantième Festival de Cannes a choisi l'audace et l'amour du cinéma contre la prudence – et les rumeurs suggérant de ménager le cinéma américain. Parmi les autres cinéastes récompensés, le Canadien Atom Egoyan et le Français Manuel Poirier construisent chacun une œuvre très personnelle, à laquelle Cannes apporte un judicieux coup de pouce.

Lire pages 25 à 27 et l'analyse de Jean-Michel Frodon page 13

Le discours de Shanghai

Jacques Chirac a exposé, dans un discours prononcé dimanche à Shanghai, les nouveaux principes de la politique chinoise de Paris. p. 4

L'appel américain contre le sida

Bill Clinton a fixé pour but à l'Amérique la mise au point dans les dix ans d'un vaccin anti-sida, avec l'aide financière des autres pays riches. p. 30

Pastorale des migrants

A l'occasion de la Pentecôte, un millier de jeunes chrétiens et musulmans se sont rassemblés à Lourdes pour débattre de l'intégration. p. 10

Eric Cantona en retraite

Le président et l'entraîneur de Manchester United ont annoncé la retraite du joueur français qui reste en contrat avec eux pour un an. p. 23

Grève des transports

Le trafic redevenait à peu près normal à la SNCF, alors que des perturbations étaient prévues à Air France. p. 16

L'héritière de l'esprit 4L

Voiture de tourisme et véhicule utilitaire, la Kangoo, lancée par Renault, sera commercialisée en octobre. p. 24

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.



L'Europe revient dans la campagne

- M. Séguin appelle à confirmer le « message clair » de 1995
- M. Jospin envisage une cohabitation non conflictuelle
- Croissance et impôts : les réponses de MM. Balladur et Fabius

À MOINS d'une semaine du premier tour des élections législatives, dimanche 25 mai, Philippe Séguin se place en position de remplacer, dans l'hypothèse d'une courte victoire de la droite, Alain Juppé au poste de premier ministre. Dans un entretien à *Marianne*, le président de l'Assemblée nationale dissoute appelle les électeurs à adresser au chef de l'Etat « un message clair » sur l'Europe, semblable à celui de 1995. Sur TF 1, dimanche 18 mai, il a souhaité que les législatives ne débouchent pas sur une assemblée de « clones ». Lionel Jospin a estimé qu'il n'y aurait pas de « véritable difficulté », sur le terrain européen, entre lui et le président de la République en cas de cohabitation. Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement se sont dits « en cohérence » avec le PS sur l'euro. A l'occasion du dernier volet de notre série sur « les sept sujets capitaux ». Edouard Balladur et Laurent Fabius répondent à nos questions sur la croissance et les impôts.

Lire pages 5 à 9



La République du Congo succède au Zaïre

Kinshasa est tombée sans combattre

LE MARÉCHAL MOBUTU, qui avait quitté, samedi 17 mai, son fief de Gbadolite, cherchait toujours, lundi en fin de matinée, un lieu où se réfugier. Des informations, fournies de sources militaires et diplomatiques à Rabat, selon lesquelles le maréchal Mobutu et sa famille étaient arrivés dimanche matin au Maroc, ont été démenties par des sources proches des ministères de l'intérieur et des affaires étrangères marocains. Les autorités marocaines, indiquent-elles de mêmes sources, sont cependant toujours prêtes à accueillir provisoirement sur leur territoire l'ancien chef de l'Etat zaïrois « si cela s'avérait nécessaire ».

Pendant ce temps, un nouveau régime se mettait en place au Zaïre, devenu République démocratique du Congo. Après que ses forces se sont emparées de Kinshasa sans pratiquement aucune difficulté, Laurent-Désiré Kabila s'est proclamé chef de l'Etat. Il a annoncé la constitution d'un gouvernement de salut public et la mise sur pied par l'Alliance, « dans

les 60 jours », d'une assemblée constituante chargée de rédiger une Constitution provisoire. Le gouvernement de transition, a précisé le nouveau chef de l'Etat, respectera les accords internationaux « qui servent les intérêts de la nation ».

L'Afrique du Sud a été le premier pays à reconnaître le nouveau régime et le vice-président, Thabo Mbeki, est rentré lundi matin « satisfait » de sa rencontre, dimanche soir, avec Laurent-Désiré Kabila. De nombreux autres pays ont reconnu le nouveau régime, auquel les capitales occidentales ont demandé de respecter un processus démocratique. Le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, a exhorté M. Kabila à respecter « le choix et la voix du peuple zaïrois », tandis que l'Organisation de l'unité africaine déclarait : « Le peuple du Congo-Zaïre nourrit de grands espoirs. L'Afrique aussi. »

Lire pages 2 et 3, le portrait du « maréchal-prédateur » page 11 et notre éditorial page 13

L'encyclopédie du « Meilleur des mondes » de l'après-Dolly

C'EST UN TEXTE drôle autant que terrible que publiera, sous la signature du professeur Jean-Claude Kaplan, le prochain numéro du mensuel franco-québécois *Médecine-Sciences*. Ce professeur à la faculté de médecine Cochin (Paris) et spécialiste reconnu de génétique moléculaire s'est amusé à écrire une « petite encyclopédie de la reproduction biologiquement correcte ». A la manière d'Aldous Huxley et de son *Meilleur des mondes*, il y décrit ce que risque d'être le quotidien des générations à venir, ces générations d'humains qui n'auront jamais connu l'ère « BD ». Autrement dit, en anglais : *Before Dolly*, c'est-à-dire avant 1997, début de l'ère post-darwinienne et année du clonage d'une brebis adulte et écosaisse.

On se souvient que le Britannique Aldous Huxley avait inventé un monde horriblement parfait où la société avait totalement dissocié, à des fins eugénistes et productivistes, la sexualité de la procréation. Or n'est-ce pas précisément ce qu'autoriserait la mise en œuvre de la technique du clonage dans l'espèce humaine ? Pour le professeur Kaplan, après Dolly, il faudra, pour être « biologiquement correct », ne plus parler d'« accouche-

ment ». Un terme daté, écrit-il, qui correspondait jadis chez *Homo sapiens sapiens* à « l'enfantement à la mode animale au terme d'une gestation intra-utérine de neuf mois, acte dangereux pour la mère et pour l'enfant et non remboursé par la Sécurité sociale sauf cas particuliers ».

L'« accouchement » aura, alors, été supplanté par la PTM (Procréation totalement maîtrisée), terme biologiquement correct désignant « l'ensemble des procédures contrôlées de procréation conduisant à l'obtention d'un individu conforme aux nouvelles normes Bio Iso 9001, comportant notamment une reproduction asexuée suivie de gestation ex-vivo, seule technique remboursée par la Sécurité sociale si elle fait partie d'un protocole de PTM et si elle est pratiquée par l'une des entreprises privées agréées » ! Dolly, clonage et modernité aidant, il sera alors désuet de voir dans les comités nationaux d'éthique des « assemblées de sages chargés de préciser la frontière entre l'acceptable et l'inacceptable en matière de biologie ». Désormais, la mission de ces assemblées ne sera plus que « de préciser quand et comment l'on peut céder à la pression sociale ». Mieux

encore, compte tenu de l'évolution rapide des mentalités et des progrès de la science, « les comités seront consultés de plus en plus souvent et siégeront en permanence (24 heures sur 24) et statueront directement sur le Web. »

Après Dolly, la Déclaration universelle des droits de l'homme aura été remplacée par la Convention universelle des copyrights de l'homme. On aura alors compris l'essentiel, qu'Adam était le « premier donneur de noyau diploïde pour clonage », qu'Eve avait été « le premier individu créé par clonage », l'opération conduisant chez elle à la perte du chromosome Y, et que Dionysos n'était, quant à lui, que le fruit d'une reproduction sexuée avec gestation extra-utérine (au sein de la cuisse) chez le père (Jupiter).

Dans la petite encyclopédie douce-amère du professeur Kaplan, plus de Darwin, plus de coup de foudre ; mais la libération de la femme grâce à la maîtrise absolue de la procréation. Dans ce futur immédiat, le terme « inacceptable » aura une nouvelle définition : « demain acceptable ».

Jean-Yves Nau

La déconfiture du Crédit martiniquais

LES AUTORITÉS de tutelle bancaire mettent la dernière main au plan de sauvetage du Crédit martiniquais, en faillite virtuelle. Objectif : trouver une solution avant le premier tour des législatives. La petite banque privée, qui draine 14 % de l'épargne de l'île et finance 20 % de son économie, est détenue à 76 % par des blancs créoles (les békés). Les Mutuelles du Mans (11,5 %), la Chase Manhattan Bank (12 %), les grandes banques métropolitaines et l'Etat devront participer au plan. Le Crédit martiniquais paie l'accumulation de mauvais crédits liés aux effets pervers de la loi Pons et à la dégradation de l'économie antillaise. La facture pourrait atteindre 1,5 milliard de francs pour 2,5 milliards d'encours.

Lire page 16

Le nouveau consensus français sur l'Union

EN ANNONÇANT la dissolution de l'Assemblée nationale, Jacques Chirac a invoqué la nécessité pour la France d'être dans une position de force pour les grandes négociations européennes qui se profilent à l'horizon. Or, après ses entretiens, mardi 20 mai, avec le chancelier allemand Helmut Kohl, le président français va retrouver, vendredi 23 mai, les autres chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pour un conseil européen extraordinaire aux Pays-Bas sans Assemblée nationale et avec des ministres en sursis. Encore les Néerlandais ont-ils accepté de transférer à Noordwijk le sommet prévu à l'origine à Maastricht, ce qui, à deux jours du premier tour des élections législatives françaises, aurait fait plutôt mauvais effet.

Ce n'est pas le seul paradoxe de la présence – à éclipses – du thème européen dans cette campagne. Le plus important est sans doute qu'entre les grandes formations politiques l'accord est plus profond que les polémiques électorales pourraient le laisser croire. Certes, droite et gauche paraissent divisées sur ce sujet. Les socialistes ont ouvert le dossier en posant des conditions à la monnaie unique, permettant ainsi à Alain Juppé de se draper dans l'orthodoxie maastrichtienne

adoptée officiellement par Jacques Chirac, le 26 octobre 1995, au retour d'une visite à Bonn.

Mais les apparences sont trompeuses. Au-delà de la nécessité pour Lionel Jospin de ménager ses alliés à sa gauche et le Parti communiste, les conditions avancées par les socialistes ne vont pas beaucoup plus loin que... les déclarations du candidat Chirac pendant la campagne présidentielle. Dans son seul discours de politique étrangère, le futur président de la République avait promis de relancer l'Europe comme « un espace d'emploi et de croissance » dans lequel « le taux de chômage [devrait être] un critère essentiel de la performance économique ».

On objectera qu'il s'agissait là de propos de campagne électorale sacrifiés sur l'autel de la coopération franco-allemande. Mais ce qui vaut pour les uns vaut pour les autres. Lionel Jospin a, depuis quelque temps déjà, fait discrètement savoir aux dirigeants de Bonn qu'il y avait plus que des nuances entre le programme politique d'un gouvernement et le programme d'un parti.

Daniel Vernet

Lire la suite page 13

Sur la route de Jules Verne



OLIVIER DE KERSAUSON

PARTI le 8 mars du cap Lizard à la barre du trimaran *Sport-Elec* avec six équipiers, Olivier de Kersauson y est revenu lundi 19 mai après une circumnavigation de 71 jours 14 heures 18 minutes 8 secondes qui lui permet de conquérir le Trophée Jules-Verne. Le marin breton, âgé de 52 ans, améliore ainsi de 3 jours 7 heures 59 minutes et 14 secondes le record établi en 1994 avec *Enza* par le Néo-Zélandais Peter Blake.

Lire page 22

International	2	Entreprises	16
France	5	Aujourd'hui	22
Carnet	9	Jeux	23
Sociétés	10	Météorologie	24
Horizons	11	Culture	25
Abonnements	16	Radio-Télévision	29

Comment Matignon et l'Elysée ont bridé la croissance en augmentant les prélèvements obligatoires

Alain Juppé a attendu la mi-septembre 1996 pour annoncer la baisse de l'impôt sur le revenu

Fallait-il relancer les dépenses ou réduire les déficits ? Pour n'avoir pas su résoudre ce problème, le pouvoir s'est vu acculé à

augmenter les impôts et à enrayer une éventuelle reprise de l'économie. Dans des entretiens au *Monde*, Edouard Balladur,

ancien premier ministre, souhaite que la France « aille le plus loin possible » dans le non-renouvellement des postes de la fon-

ction publique, tandis que Laurent Fabius, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, pense que la maîtrise de la

dynamique des dépenses publiques est indispensable et réclame « une programmation budgétaire sur cinq ans ».

SILENCE dans les rangs ! Puisque le chef de l'Etat a pris le risque de la dissolution, l'heure n'est plus, dans la majorité, à s'attarder sur le passé. S'il ne se trouve personne, à droite, pour évoquer les déficits « calamiteux » laissés en héritage par les balladuriers, nul ne songe non plus à redire, haut et fort, aujourd'hui, ce

LES SEPT SUJETS CAPITAUX

Le récit des occasions manquées

FIN



FONT LEUR COMPTES



que l'on a entendu, *mezzo voce*, hier : au cours des deux années qu'il vient de passer à Matignon, Alain Juppé a joué contre la croissance économique. S'il ne l'a pas cassée, il l'a, en tout cas, fortement bridée...

Les souvenirs sont trop récents pour que l'on n'ait pas, ici où là, la tentation, au moins sur le registre de la confiance, de reconstituer la chronique économique des deux années écoulées, jalonnées de « loupés » en cascade, de faux pas, d'occasions ratées. La chronique, en quelque sorte, de la croissance étouffée.

Quand il est nommé premier ministre, le 17 mai 1995, M. Juppé a quelques bonnes raisons de ne pas très bien savoir quel cap suivre. Pour assurer la croissance, faut-il en priorité relancer les dépenses, pour réduire la fameuse fracture sociale, ou bien les comprimer pour réduire les déficits ? Faut-il relever les impôts, pour financer les promesses présidentielles, ou bien faut-il les baisser ?

Sur un petit nuage, M. Chirac semble se convertir et pronostique une « croissance durable »

Lors de sa campagne, Jacques Chirac, puisant son inspiration dans les thèses libérales d'Alain Madelin, et dans celles, républicaines, de Philippe Séguin, a promis une chose et son contraire. C'est donc mission impossible pour le nouveau premier ministre.

Officiellement, certes, rien ne transpire des tiraillements qui se manifestent aussitôt à l'intérieur du gouvernement. Annonçant ses premières mesures pour l'emploi et son « collectif » budgétaire, les 22 et 29 juin, M. Juppé semble

même être parvenu à résoudre la quadrature du cercle. Pour financer les allègements de charges en faveur des entreprises, la création du contrat initiative emploi (CIE) ou encore le plan logement, promis lors de la campagne, certains impôts, comme la TVA, l'impôt sur les sociétés (IS), ou l'impôt sur la fortune (ISF), vont être relevés. Mais ce ne sera qu'à « titre provisoire », c'est promis et c'est écrit noir sur blanc dans le projet de loi.

Pour que nul ne puisse douter que ces ponctions inattendues ne vont pas peser sur le pouvoir d'achat des plus modestes, au risque de casser la reprise, le SMIC est revalorisé spectaculairement de 4 % dès le 1^{er} juillet. Au total, la copie du premier ministre apparaît donc équilibrée. D'autant que le déficit budgétaire pour 1995, lui, est stabilisé. Tout juste est-il révisé de 275 milliards de francs à 322 milliards, pour tenir compte des recettes de privatisations que le gouvernement précédent avait affecté, de manière peu orthodoxe, aux dépenses courantes du budget.

Pourtant, dans les coulisses, les

choses se passent de manière beaucoup moins consensuelle. « Ai-je été d'accord avec Alain Juppé ? Oui... Pendant au moins vingt-quatre heures ! », confiera plus tard à l'un de ses proches Alain Madelin, l'éphémère ministre des finances. Apprenant que le salaire minimum va être fortement revalorisé, le CNPF, en effet, ne décolère pas. Inquiet de cette fronde, M. Juppé ne trouve pas d'autre solution pour se faire pardonner par

les milieux patronaux que de proposer une hausse plus substantielle que prévu des allègements de charges.

Mais, pour parvenir à ce résultat, il faut trouver un financement. Faut-il laisser filer les déficits, au moment même où les balladuriers sont pointés du doigt pour leur gestion « calamiteuse », ou bien majorer encore plus que prévu les impôts ? M. Juppé hésite, consulte, tergiverse...

Finalement, dans le plus grand secret, c'est la première solution qui est retenue : le premier ministre adresse à l'Elysée une première mouture de son collectif budgétaire qui prévoit de laisser filer le déficit jusqu'à 345 milliards de francs, au risque de semer la panique sur les marchés financiers.

M. Madelin, lui, ne veut pas en entendre parler. Le chef de l'Etat non plus. Après quelque temps de

réflexion, il demande à Matignon de retravailler son projet. Le premier ministre n'a donc plus qu'une seule solution : relever encore plus les prélèvements. C'est finalement ce qui est annoncé : le taux normal de la TVA, qui devait initialement être porté de 18,6 % à 20 %, est augmenté en dernière minute jusqu'à 20,6 %.

Dès son entrée en fonctions, le premier ministre n'a donc pas à l'esprit une stratégie de ●●●

Edouard Balladur (RPR), ancien premier ministre

« Il y aura de moins en moins de secteurs abrités, prenons-en conscience »

« La priorité de la majorité sortante est la baisse de la dépense publique. Selon vous, quelle doit être l'ampleur des économies que l'Etat doit engager, à quel rythme et dans quels secteurs principaux ? Faut-il, selon vous, supprimer davantage que 5 000 postes dans la fonction publique par an, mesure préconisée par le premier ministre ?

— La diminution des dépenses publiques est la condition de la baisse des impôts nécessaire pour que notre pays retrouve une croissance durable et crée davantage d'emplois. On peut tabler, pour les cinq ans qui viennent, sur une croissance en valeur de l'ordre de 4 %, ce qui est raisonnable, car cela correspond à une augmentation du volume produit de 2 % et des prix de 2 % également. Si l'on souhaite, contrairement à ce qui s'est passé depuis vingt ans, que ce surcroît de croissance bénéficie aux Français et pas à l'Etat, il faut alléger le poids que l'Etat fait peser sur les citoyens.

» L'objectif est de ramener le taux des prélèvements obligatoires, actuellement supérieur à 45 % du PIB, à la moyenne européenne (42,5 %) et de réduire le déficit de quelque 20 milliards de francs par an afin de stabiliser le poids de la dette. C'est un effort considérable, ne nous le dissimulons pas. Il doit porter sur toutes les dépenses de fonctionnement. Il doit se traduire par une diminution des dépenses d'intervention et par la plus forte réduction pos-

sible des effectifs de la fonction publique. Avec 10 000 postes par an non renouvelés, le gain cumulé serait de l'ordre de 10 milliards. Je souhaite que l'on aille le plus loin possible dans cette voie, au-delà si on le peut. Et je souligne que si l'effort de décentralisation avait pour objectif la simplification de nos structures administratives, il en résulterait des économies considérables.

— Le RPR milite depuis longtemps pour les privatisations et, depuis peu, souhaite aller plus loin. Etes-vous partisan d'une redéfinition du périmètre de l'Etat et quelles en seraient les conséquences ?

— Achevons d'abord de privatiser toutes les entreprises concurrentielles mentionnées dans la loi de 1993. Pour le reste, il faut d'urgence adapter toutes nos entreprises à la concurrence qui va se déployer dans tous les secteurs, même les secteurs à monopole : gaz, transports, télécommunications, aéroports. Les entreprises publiques doivent être les plus performantes possibles.

» Je suis convaincu que la réforme de l'Etat est la condition de la réduction de nos dépenses collectives et non l'inverse. Notre pays n'a pas tiré toutes les conséquences de la décentralisation, du développement du secteur contractuel, ce qui doit alléger les missions et les instruments de l'Etat. Il n'a pas tiré non plus toutes les conséquences de la mondialisation et de la compétition internationale. Il y aura de

moins en moins de secteurs abrités, prenons-en conscience.

— Préconisez-vous des mesures supplémentaires d'économie pour résorber le déficit de la Sécurité sociale ?

— En matière de protection sociale, conserver en l'état sans rien changer ne veut pas toujours dire préserver l'essentiel. Le *statu quo*, cela voudrait dire, compte tenu des projections économiques et démographiques, des dépenses d'assurance-maladie qui doubleraient tous les dix ans, des dépenses de retraite qui seraient multipliées par deux d'ici à 2040.

» Qui est prêt à augmenter les cotisations dans de telles proportions ? Qui peut se résigner à ce que la Sécurité sociale absorbe, d'ici deux générations, les deux tiers de la richesse nationale ? Quel serait alors le niveau de chômage ? L'augmentation des dépenses sociales n'est pas nécessairement synonyme d'une réduction des inégalités. C'est souvent l'inverse qui est vrai : nous avons depuis vingt ans alourdi toutes nos charges et tous nos transferts sociaux, et le chômage a été multiplié par cinq, tandis qu'apparaissait la nouvelle pauvreté.

» La vérité est que l'absence de réformes conduirait à un accroissement des inégalités et non à leur réduction. Ne rien faire, c'est voir notre protection sociale s'affaiblir avec le temps. C'est pourquoi je souhaite que, dans le domaine de l'assurance-maladie, une conférence nationale de la santé permette — dans le cadre des ordon-

nances de 1996 — de définir, par la voie de la négociation et du contrat, des mécanismes de régulation concertée. Ainsi, les médecins comme les patients participeraient à une évolution des dépenses compatible, à la fois, avec celle de la richesse nationale et avec le maintien d'un taux de remboursement décent, dont ils seraient conjointement responsables.

— Le programme de baisse d'impôt de la plate-forme RPR-UDF reprend l'objectif voté par le Parlement de 75 milliards de francs en cinq ans, dont 12,5 milliards pour les quatre prochaines années. Ces masses et ce calendrier vous conviennent-ils ?

— Je n'ai jamais caché qu'il me paraissait souhaitable d'aller plus vite. C'est possible, moyennant la suppression des niches fiscales. N'oublions pas une autre priorité : la baisse des charges sur le travail des moins qualifiés. Je souhaite également que les droits de mutation, plus élevés en France que partout ailleurs, soient réduits : 5 % pour les immeubles d'habitation me paraîtrait un taux raisonnable. Enfin, il n'est que temps de mettre un terme à l'alourdissement continu de la taxe professionnelle et de la rendre plus neutre pour les entreprises. Cette réforme serait coûteuse dans un premier temps. Mais il en résulterait plus d'investissement et plus d'emploi. »

Propos recueillis par Olivier Biffaud

Les programmes comparés des partis politiques

Quatre pages spéciales à lire dans *Le Monde* du mercredi 21 daté jeudi 22 mai



PASCAL MATRE/COSMOS

NI sa toque de léopard ni sa canne sculptée à double tête d'oiseau n'auront soustrait Mobutu à son destin. Le cliché pris le 5 mai à bord du navire sud-africain *Outeniqua*, ancré au large de Pointe-Noire (Congo), ne montrait pas seulement un homme malade et résigné, au côté d'un Laurent-Désiré Kabila rayonnant, l'un et l'autre séparés par un Nelson Mandela plus crispé que jamais, contraint de concilier la peste et le choléra.

Mobutu était tout à la fois là et déjà absent, comme étranger à sa propre fin, maréchal dans son labyrinthe. Sans doute ressassait-il cet incroyable épilogue : trente-deux ans de pouvoir absolu, de cruauté, de corruption et de séduction pour modeler un Zaïre docile à la dimension de ses caprices. Et soudain, le coup fatal porté par celui qu'il n'attendait pas : un chef rebelle dénué d'envergure, enrichi dans le trafic du diamant, poussé par les dirigeants de l'Ouganda et du Rwanda – le « couple » Museveni-Kagamé – afin de jeter à bas le mobutisme et sa haine des Tutsis.

Le dictateur zaïrois ne pouvait considérer Kabila comme un danger. « *Sinon, il l'aurait éliminé depuis longtemps*, assure Jean-Baptiste Placca, fondateur du nouvel hebdomadaire *L'Autre Afrique*. *Mobutu s'est débarrassé d'opposants autrement plus dangereux, même à des milliers de kilomètres du Zaïre.* »

Au temps de sa splendeur, lorsque rien ne lui arrivait qu'il n'eût d'abord choisi, l'homme à la toque de léopard s'exprimait ainsi : « *On ne dira jamais de moi : voici l'ex-président du Zaïre mais : cigit le président du Zaïre.* » Comme, avant lui, le shah d'Iran, il aura perdu jusqu'à la perception de son pays et de son peuple, chaque jour plus retranché, confiné dans le luxe aveugle de ses palais, de ses résidences à l'étranger, de son bateau fantôme, le *Kamanyola*, qui arpente le fleuve pour échapper aux hommes et aux cris des femmes en colère. Le dernier carré des fidèles lui aura susurré les mots qui apaisent et qui trompent : miroir, mon beau miroir...

Au milieu des siens, Mobutu demeure le plus grand, le Guide incontesté, le Timonier, celui qui, au début de chaque bulletin des informations télévisées, apparaissait au milieu des nuages comme une figure céleste. A-t-il su que la population avait rebaptisé « Dernier soupir présidentiel » la fameuse division spéciale présidentielle (DSP), naguère redoutée pour ses exactions, avec ses 15 000 hommes de l'ethnie ngbandi – l'ethnie de Mobutu ? A force d'entendre son nom acclamé, a-t-il oublié que le moindre vivat était payé en espèces sonnantes et rébuchantes aux « animateurs » de foules chargés, par ses proches, de lui complaire ? Atteint par la maladie, Mobutu s'est glissé dans les limbes de l'isolement. Le mensonge et la douleur – ses armes favorites, avec l'argent, à l'époque de sa gloire – auront eu raison de sa lucidité.

Contrairement à sa fière prédiction, le maréchal offre aujourd'hui le visage d'un président déchu. Rien de commun entre le passager malgré lui de l'*Outeniqua* et les photos du jeune sergent assoiffé de pouvoir du début des années 60, avec ses lunettes cerclées de métal et sa raie nettement marquée sur le côté pour singer le roi des Belges, Baudouin I^{er}.

Sa chute est à la mesure de son cynisme brutal. A la veille de l'indépendance du Congo belge, Mobutu suit des cours de journalisme à l'Institut de presse de Bruxelles. Il a déjà signé des articles dans

l'Avenir, le journal le plus colonialiste de Léopoldville. Cela ne l'empêchera pas d'entrer dans l'intimité de Patrice Lumumba et de son Mouvement national congolais (MNC) implanté en Belgique.

Le futur chantre de l'« authenticité » africaine n'en pratique pas moins le double jeu : il travaille comme indicateur pour les services de la Sûreté belge, la renseignant « *sur les actions et les propos des jeunes Congolais qui commencent à affluer dans les universités* », écrit Jules Chomé dans son fameux livre *l'Ascension de Mobutu*, paru en 1974 dans la « Petite Collection Maspero ». Mouchard et homme de confiance de Lumumba, Mobutu rompt avec l'image de l'obscur secrétaire-comptable-dactylo diplômé de l'Ecole centrale de Luluabourg (l'actuelle Kananga).

Au lendemain de l'indépendance, il est au service de Patrice Lumumba, devenu premier ministre du président Kasavubu. Mais les Américains redoutent les liens de Lumumba avec le communisme international. Qu'à cela ne tienne : soutenu par la CIA, Mobutu renverse le gouvernement. Il ordonne la capture de Lumumba en fuite pour Stanleyville (aujourd'hui Kisangani). C'est même grâce à l'hélicoptère personnel de

La fin

du maréchal-prédateur

En trente-deux ans de pouvoir absolu, soutenu par les Occidentaux, Mobutu Sese Seko avait utilisé sa cruauté, de corruption et parfois de séduction pour modeler son pays à la dimension de ses caprices. De plus en plus coupé du peuple, le « maréchal-président » du Zaïre a dû fuir avant l'arrivée à Kinshasa des rebelles de Laurent-Désiré Kabila

l'ambassadeur des Etats-Unis à Léopoldville (Kinshasa) que le père de la révolution congolaise sera retrouvé et arrêté.

MOBUTU, lui, devient l'allié de l'Occident au cœur de cette Afrique convoitée par les « rouges ». En 1963, l'état-major américain lui décerne, sur ordre de Kennedy, la plaque de commandeur de la Légion du mérite. La citation est élogieuse : « *En nettoyant son pays des éléments étrangers communistes, il a prouvé qu'il était le gardien de la liberté et un ami des nations libres du monde.* »

Dans son ouvrage *CIA, inside story*, le spécialiste américain de la Maison Blanche pour les années 1948-1961, Andrew Tully, précise : « *On peut écrire, sans peur de se tromper, que Mobutu fut "découvert" par la CIA* ». Son rôle dans l'élimination de Patrice Lumumba ne l'empêcha pas, en 1966, de le proclamer héros national, tout en consacrant la villa d'Elisabethville (aujourd'hui Lubumbashi), où il

fut torturé, lieu de pèlerinage national.

Double jeu, mensonge et violence, habileté : la dictature pouvait s'établir sur des bases solides. Après Lumumba, ce fut au tour du

le régime. Il se débarrassera aussi de Pierre Mulele, un ancien compagnon de Lumumba réfugié à Brazzaville, en lui faisant miroiter une réconciliation. Une réception officielle fut donnée en son

« *Sur la douzaine de compagnons de la révolution qui soutinrent Mobutu lors de sa prise de pouvoir en 1965 (...), les survivants se comptent sur les doigts d'une seule main.* » Le poison et les accidents d'hélicoptère n'y sont pas étrangers...

chef de la sécession katangaise, Moïse Tschombé, de disparaître dans une prison algérienne, au terme d'un enlèvement organisé par la CIA. Officiellement, Mobutu n'y est pour rien. A la Pentecôte 1966, il n'hésitera pas à faire pendre quatre anciens ministres soupçonnés de comploter contre

honneur : le soir même, il était torturé par les militaires. Un officier proche de Mobutu, Justin-Marie Bomboko, racontera cet épisode insoutenable : « *Vivant, on lui a arraché les oreilles, coupé le nez, tiré les yeux des orbites pour les jeter à terre. On lui a arraché les organes génitaux. Toujours vivant, on lui a*

amputé les bras, puis les jambes. Les restes humains ont été noués dans un sac et immergés dans le fleuve. »

Combien de personnes, en trente-deux ans de dictature, ont subi ce déchaînement de violence poussé parfois jusqu'au rituel raffiné de l'empoisonnement ? « *Mobutu n'hésite pas à battre sa ou ses femmes, à gifler ses collaborateurs, à ordonner la disparition de ses adversaires*, écrit la journaliste du *Soir* Colette Braeckman, dans son ouvrage *Le Dinosaurien* (Fayard). *Lorsqu'il est en colère, il martèle le sol de sa canne de chef, il cogne, il crie. Parfois, des ministres quittent la présidence le visage tuméfié* ». Et de rapporter cette scène étrange d'un déjeuner officiel à Kinshasa réunissant, en 1988, le premier ministre belge, M. Martens, et son homologue zaïrois d'alors, M. Bagui, accompagné du ministre des affaires étrangères, Nguz'a Karl I Bond, « *considéré comme l'ami des Belges* ».

Colette Braeckman raconte : « *En ces temps de crise entre Bruxelles et Kinshasa, une telle ré-*

putation était plutôt un fardeau. Alors que le premier ministre belge ne cessait de répéter sa joie de se retrouver en pays ami, ses voisins de table faisaient plutôt grise mine. Ils picoraient, non dans les plats abondants, mais dans des boîtes en plastique qu'ils avaient apportées avec eux. « Je pratique un régime sévère », déclarait l'un, tandis que l'autre invoquait son foie défaillant. En réalité, les deux hommes craignaient bel et bien d'être empoisonnés ! »

Les assiettes enduites de cyanure ou de venin de serpent sont un classique du mobutisme. Parmi les victimes supposées, le général Mulamba, dont la popularité gênait le maréchal, ou encore M^{re} Malula, qui lui tenait tête avec trop d'aplomb et de conscience. « *Les observateurs font remarquer que, sur la douzaine de Compagnons de la révolution qui soutinrent Mobutu lors de sa prise de pouvoir en 1965 (...), les survivants se comptent sur les doigts d'une seule main* », écrit encore Colette Braeckman. Le poison et les accidents d'hélicoptère n'y sont pas étrangers.

A la mort violente de ses adversaires, le dictateur zaïrois a parfois préféré les longues peines de prison, la relégation, la terreur par la torture, les chocs électriques, les simulacres d'exécution. L'intimidation.

Mais l'autre versant de son emprise sur le peuple reste sans conteste sa capacité de corrompre. A commencer par les chefs de l'opposition qu'une villa, une Mercedes, une situation de rente – ou tout cela à la fois – pouvaient rallier à la cause du chef suprême. Aux témoins des massacres d'étudiants à Lubumbashi en 1990, le maréchal a offert de l'argent. Aux fonctionnaires mécontents, aux militaires du « premier cercle » (la sécurité rapprochée), aux journalistes conciliants, il n'a cessé de fournir des malles remplies de billets de banque imprimés à tire-larigot.

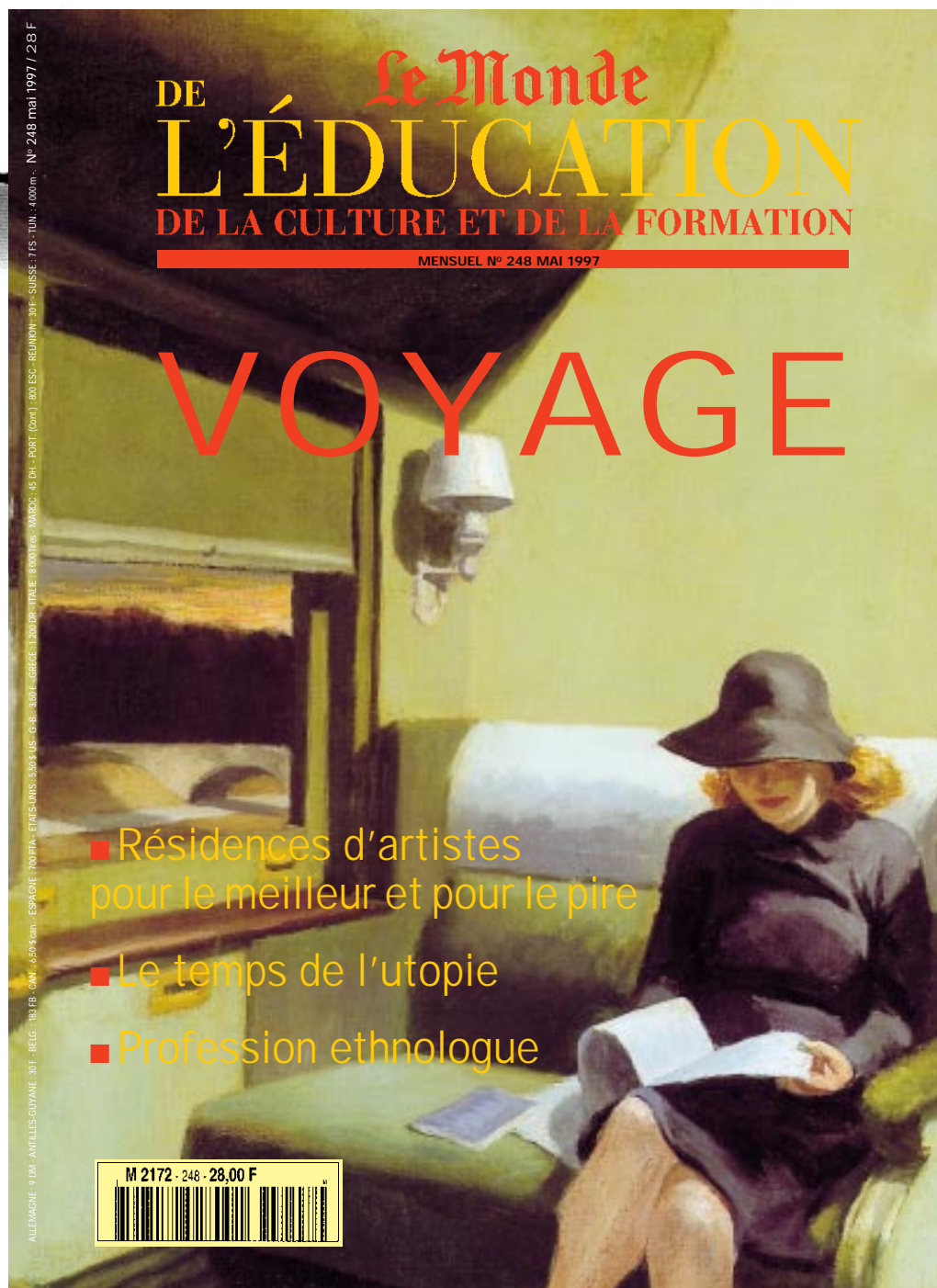
Piètre gestionnaire de son pays, Mobutu n'a pas mieux géré sa fortune. Au point d'être aujourd'hui bien moins riche que dans les années 80, lorsque son magot, fruit direct de la prédation des richesses minières et de l'aide internationale, culminait à quelque 4 milliards de dollars (environ 24 milliards de francs). Mais cette pyramide de la corruption, aux bases très larges, a permis la longévité de son règne. Le maréchal a initié à grande échelle ce que le directeur du CERI (Centre d'étude des relations internationales), Jean-François Bayart, appelle « *la politique du ventre* » : chacun, là où il se trouve dans l'échelle sociale, profite de sa situation pour « *manager* ».

Ainsi, les militaires, voyant leur solde confisquée par les officiers, se payent « sur le terrain », en multipliant les barrages routiers pour rançonner les automobilistes. D'après Colette Braeckman, « *il n'est pas exagéré de dire que plusieurs millions de Zaïrois, cinq au minimum, ont, à un moment ou à un autre, bénéficié de la redistribution. C'est aussi la raison pour laquelle le mobutisme sera difficile à extirper* ».

Mais la poule aux œufs d'or a fini par étouffer. Américains et Sud-Africains lorgnent sur les richesses du Shaba (Katanga) et du Kasai, un trésor de cuivre, d'or et de diamants. En déstabilisant l'immense Zaïre, l'Ouganda et le Rwanda espèrent prendre leur part de ce butin. Et voici comment Laurent-Désiré Kabila, riche trafiquant, s'est trouvé investi VRP d'un avenir sans Mobutu. Kabila, le seul auquel le dictateur, enfermé dans son labyrinthe, n'avait pas pensé. Le seul qu'il n'avait pas songé à acheter...

Eric Fottorino

VOUS N'EN REVIENDREZ PAS.



UNE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR



Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, science, écriture, multimédia, voyage, parole, jeunes, civisme, télévision, etc.

Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès

aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. **Chaque mois, Le Monde de l'éducation a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.**



Rencontre-débat Le Monde de l'éducation - la Fnac le jeudi 22 mai à 17 h 30 à la Fnac Etoile sur le thème : « De l'utilité du voyage »

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT !

Bulletin à retourner à : Le Monde de l'éducation. Service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex
Offre valable jusqu'au 31 décembre 1997 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures

**1 AN, 11 NUMÉROS
249 F**
au lieu de 308 F
(prix au numéro)
**SOIT 19 %
DE RÉDUCTION**

OUI, je souhaite bénéficier de votre offre exceptionnelle d'abonnement au Monde de l'éducation pour 1 an (11 numéros) au prix de 249 F au lieu de 308 F*, soit une économie de 59 F * (prix au numéro).

701 ME009

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : [][][][][] Ville :

.....

je joins mon règlement de 249 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde de l'éducation.
 je préfère régler par carte bancaire :

N° : [][][][] [][][][] [][][][][] [][][][][]

Date d'expiration : [][][][] [][][][]

Date et signature obligatoires :

Conformément à la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant.

Pour un régime présidentiel à la française

par **Nicolas Tenzer**

DES constitutionnalistes et des politistes éminents ont récemment appelé à une réforme majeure des institutions (*Le Monde* du 7 mai). L'ensemble de leurs propositions constitue le socle indispensable d'une démocratisation de notre vie publique, et je ne puis que les approuver sans réserves. Il est sans doute nécessaire d'aller plus loin et de créer les conditions d'un équilibre plus stable entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Cette nouvelle donne a un nom : un régime présidentiel à la française.

Chacun a pu relever que la dissolution de l'Assemblée nationale, prérogative du président, était un test de légitimité plus fondamental que n'importe quel référendum. Il est cependant des prérogatives qui traduisent la faiblesse et peuvent amener l'impuissance. Que les législatives soient favorables à la majorité, et le président se sentira certes conforté. Mais pour combien de temps, si trop d'attentes sont déçues ? Qu'il les perde,

et la cohabitation risquera de faire de la présidence la source d'un brouillage supplémentaire, dans l'opinion, de la responsabilité politique effective. Que la victoire soit courte ou ambiguë, et l'atonie présente, résultat d'une faible croyance du peuple en la légitimité des institutions, continuera. On aura eu une dissolution pour rien.

A moins d'une réforme constitutionnelle d'envergure. Il a été dit que la coïncidence entre les échéances de la prochaine présidentielle et les législatives serait l'occasion d'établir le quinquennat et de constitutionnaliser la simultanéité des deux consultations. Mais celle-ci supposerait, sauf à imaginer des solutions biscornues, une suppression du droit de dissolution. Autrement dit, l'instauration d'un régime présidentiel. Sous la forme générique, il s'agit d'un régime où le président gouverne lui-même directement sans pour autant risquer d'être renversé comme un vulgaire gouvernement, et où le Parlement légifère sans pouvoir être dissous. Chacun sait qu'une

telle configuration peut être, comme on le voit aux Etats-Unis, à l'origine de nombreux blocages et de compromis médiocres.

En France, ils risqueraient de discrediter encore plus le fonctionnement des institutions. Il faut donc envisager une voie de sortie : le maintien du droit de dissolution présidentiel en cas de désaccord insurmontable entre le président et l'Assemblée. Mais l'exercice de ce droit devrait s'accompagner d'une remise en cause de son propre mandat, autrement dit d'une démission du président. Cette procédure ne serait clairement utilisée par le président que dans des circonstances qu'il estimerait particulièrement graves.

Cette voie se justifie d'autant plus qu'elle est la seule susceptible de répondre à nos maux politiques. Certains ont été maintes fois soulignés. D'autres travers sont moins mentionnés : propension du président, lorsque la situation politique, économique et sociale paraît compliquée, à se réfugier dans l'usage du symbole plutôt qu'à affronter l'action, éloignement sans un nécessaire profit par rapport aux contraintes du gouvernement et tentation de se laisser aller à des incantations vaines qui inquiètent plus qu'elles ne rassurent.

Le président donne le *la* du discours public. Peut-il s'en satisfaire lorsqu'il paraît incapable de régler directement, par lui-même, les problèmes de la France ? Qu'il dé-

tienne des pouvoirs propres dans le « *domaine réservé* » de la défense et de la politique étrangère ne suffit pas à en faire l'homme d'action qu'attendent les Français : un responsable effectif, pour le meilleur et pour le pire.

Il faut rompre avec le mythe d'un président qui incarnerait la France. Mélange de symbole et d'action, il intervient trop pour conserver intacte sa valeur symbolique, et, ne

dans une démocratie que s'il y en a plusieurs. En France, la faiblesse du contre-pouvoir parlementaire ne nous prémunit pas contre celle de l'exécutif. Un contre-pouvoir fort peut et doit aller de pair avec un exécutif unique et de plein exercice.

Un régime parlementaire classique, où le président ne serait qu'un symbole, aurait la vertu d'une certaine clarté. Il s'est révélé

La V^e République nous en a offert la meilleure synthèse lorsqu'elle fut adoptée. Il faut désormais la perfectionner.

Notre peuple souhaite accorder un poids important au souverain, mais cela ne rend que plus nécessaire un contre-pouvoir parlementaire, qui doit être suffisamment puissant pour contrebalancer ce que le poids de l'exécutif peut avoir d'insupportable. Il doit être aussi suffisamment responsable pour ne pas laisser prise aux jeux partisans médiocres. Dans un régime présidentiel, nos passions politiques parviendraient à s'incarner dans des institutions actives.

L'irresponsabilité et l'affaiblissement d'institutions qui jouent incomplètement leur rôle créent un énervement de l'esprit public, une inefficacité de l'action quotidienne et une démoralisation de l'administration. En créant des institutions contrôlées et équilibrées, on leur redonnerait légitimité, et donc puissance. Il s'agit de créer de nouvelles relations entre un exécutif de plein exercice et une Assemblée nationale ayant les attributs complets d'un Parlement. Chacun serait chez lui, responsable devant le peuple et contraint à l'action. La confusion serait levée.

Nicolas Tenzer est président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (Cerap), directeur de la revue « *Le Banquet* ».

La gauche au pied du mur

par **Guy Hermier**

GAUCHE et droite sont au coude à coude, disent les sondages. Tant mieux. Il est donc possible de repousser la perspective de cinq années de politique ultralibérale. Il est possible de faire refluer le lepénisme explicite ou rampant. Voilà donc la gauche – toute la gauche – désormais placée au pied du mur : il lui faut rassembler pour gagner les élections ; puis il lui faut réussir une nouvelle expérience au pouvoir. Elle doit, pour cela, construire une dynamique neuve.

Communistes et socialistes ont signé une déclaration commune. C'est un acte de bon sens. Sans doute eût-il été préférable d'engager plus tôt le processus de discussion et de ne pas en rester à de simples accords bilatéraux. Un engagement plus net sur les objectifs et les méthodes – et pourquoi pas sur un authentique contrat de gouvernement – aurait évité le flou du projet, les polémiques de dernière heure, et donné plus de tonus à la mobilisation des forces de gauche et écologistes. On ne fera pas, pourtant, la fine bouche.

Quelques jours sont disponibles pour convaincre, lancer et stimuler l'intervention de tous. Il faut, bien sûr, éclairer les Français sur les rudes perspectives d'une droite confortée et l'absolue nécessité de retourner contre elle le mauvais coup qu'elle tente. Il faut, du même pas, mettre en garde contre la menace du Front national et appeler à ce que la récente contre-offensive de Strasbourg trouve partout la plus forte expression électorale.

Il faut surtout donner du souffle au désir de renouveau. Mais, à l'image de la campagne électorale, la politique est malade ; elle est victime des désillusions et des déceptions, des angoisses et des espoirs trahis. La gauche doit donc se tourner résolument vers la société et affirmer sans ambiguïté qu'elle entend répondre à ses attentes, gouverner autrement et bâtir de nouveaux rapports avec le mouvement social.

Beaucoup reste à faire pour convaincre que les orientations suivies en cas de victoire de la gauche tireront bien les leçons des années 80, trancheront franchement avec les politiques menées depuis quinze ans. Le moteur d'une politique de gauche ne peut pas être l'alignement sur les normes du marché, de la finance ou du « franc fort ».

D'autres choix s'imposent en matière d'emploi, de solidarités nouvelles, de développement durable, de maîtrise sociale et démocratique de la construction européenne. L'efficacité moderne suppose aussi, et peut-être surtout, de conjuguer le mieux-vivre et la responsabilité accrue, l'autonomie de chaque individu. Notre pays pourrait avoir à cœur de proposer ainsi, en France comme en Europe, un nouveau modèle de développement, soucieux des personnes, de leur dignité et de leur liberté.

S'engager dans cette voie bouscule des cultures politiques anciennes, celle du réalisme mal compris comme celle des ruptures conduites par les sommets de l'Etat. Raison de plus pour que toute la gauche – je dis bien toute la gauche – et les écologistes prennent dès maintenant la décision de se rencontrer dans les meilleurs délais pour discuter, travailler au grand jour, avec l'objectif – en bannissant les tendances à l'hégémonie ou à la surenchère – d'être prêts à gouverner ensemble demain. Une telle décision serait un important facteur de succès.

La gauche ne pourra produire d'autres choix que si elle invente de nouvelles façons de gouverner. Changer les orientations de la politique gouvernementale est indispensable, bien sûr. Mais nous savons désormais qu'aucun changement substantiel n'est possible si l'Etat agit à l'ancienne. Changer les dirigeants sans changer les manières de décider, de réaliser et de contrôler conduit à l'impasse.

Une politique de gauche n'est envisageable que si elle se nourrit en permanence de l'invention et de l'implication directe de la « société civile ». Va-t-on se contenter de demander aux citoyens de soutenir les partis et les responsables politiques ? Ce n'est pas ainsi qu'on fera du neuf. Il est essentiel que la gauche dise nettement qu'elle veut rompre avec ces pratiques et traduire sans attendre en actes ses déclarations d'intention sur l'intervention citoyenne. Redonner sens à la politique est une condition première pour mobiliser les énergies populaires.

Cette exigence est dans l'air du temps. Voilà des mois que le mouvement social conteste, agit, propose, essaie d'inventer un nouvel avenir. La diversité des thèmes et des acteurs mobilisés, leur convergence sont l'indice d'une attente de plus en plus forte de transformation profonde. Ces mouvements ont montré un autre profil de société possible. Ils ont donné un visage neuf à la gauche. Les formations politiques de cette gauche sauront-elles se saisir de cette chance ? Sauront-elles éviter une coupure entre mouvement social et gauche politique qui anémie la gauche et parcelle le mouvement ? Les conditions seront-elles créées pour porter l'exigence de dignité et de radicalité du mouvement social – le « *tous ensemble* » – jusqu'au gouvernement ? Pour y parvenir à terme, la gauche doit nourrir son action des idées, des propositions, des valeurs portées par le mouvement social, s'ouvrir à l'ensemble de ses acteurs. Elle pourrait prendre, dès aujourd'hui, l'engagement solennel d'en rechercher les voies inédites.

Le pays attend de la gauche ces signes forts.

Guy Hermier est député (PCF) des Bouches-du-Rhône, porte-parole de Futurs - Refondateurs communistes.

Le naturel et l'étranger, un exemple de dérive

par Fethi Benslama

QUELLES sont les conditions de possibilité d'une culture du fascisme ? Poser cette question nous amène à dépasser les formules polémiques, qui peuvent faire oublier qu'il n'est pas donné à un chef et à son mouvement de créer le fascisme et d'avoir prise sur les esprits, si une culture imprégnée par les idées fascistes ne favorise pas l'émergence d'un tel mouvement et l'installation de son chef dans les consciences.

Je souhaite soulever un cas dont l'exemplarité réside dans le fait qu'il provient d'une institution importante du savoir en langue française, qui a l'ambition d'offrir un état des lieux de l'ensemble des connaissances. Elle est disponible dans des milliers de foyers, consultable dans les bibliothèques.

Il s'agit de l'*Encyclopaedia universalis*, édition 1995, dans son article « Migrants ». L'auteur, Alain Girard, professeur émérite de l'université René-Descartes (Paris-V) et conseiller scientifique de l'Institut national d'études démographiques (INED), développe une longue analyse historique et économique de l'immigration en Europe depuis deux siècles. L'étude est instructive, documentée, appuyée sur des faits.

Jusqu'à la dernière partie intitulée « Les problèmes en cause », l'article relève du discours universitaire d'expertise, où aucune

marque d'hostilité vis-à-vis des migrants ne transparait. Commence alors, par petites touches, un propos qui, tout en affectant la neutralité, va placer « nationaux » et « migrants » dans un rapport d'adversité, voire d'affrontement, dont la responsabilité est implicitement attribuée à ces derniers. Et l'auteur de s'étonner que les incidents ne soient pas plus nombreux entre les uns et les autres, pour en venir à ceci : « C'est un abus de langage, sinon une forme de perversion, de parler à chaque instant de « racisme » ou de « xénophobie », comme le font certains groupements ; c'est provoquer des sentiments hostiles, et il est à craindre que cela ne serve pas la cause des immigrés. Par sa manière d'être et de se sentir la plus profonde, un étranger est différent. Cet « autre » frappe d'abord par son altérité, sinon son étrangeté, et il est naturel de manifester de la réserve à son endroit. » Il poursuit : « Ce qu'on appelle "xénophobie" ou "racisme" est une manifestation pathologique d'un sentiment normal. Il est naturel, il est normal, il faut le répéter, c'est un réflexe de santé, qu'un groupe ou qu'un peuple, comme un individu, ne se laisse pas pénétrer par l'extérieur sans contrôle. Il y va de son identité, de son sentiment d'appartenance à un destin et d'attachement à des valeurs intériorisées et communes à tous. Plus marquées sont les différences objectives et plus accusées

sont les réticences. Que ce soit un bien ou un mal est une fausse question. C'est un fait, et probablement la condition d'une entente harmonieuse, et le gage d'un enrichissement pour l'avenir. »

Voilà donc un propos savant, humaniste, tempéré, qui court comme une belle route dans un paysage éclairé, puis vers la fin du parcours, subitement, dans un tournant, le précipice ; tout d'un coup, nous tombons dans le gouffre qui plonge vers le tourbillon du fascisme, vers son vertige de crainte et de rejet. Brusquement, le discours sur le migrant fait resurgir le déni de la fonction culturelle de la nation ou du peuple, pour lui substituer l'idée d'un corps social calqué sur le corps propre d'un individu qui serait menacé dans son unité, dans sa propriété, dans son intériorité par l'étranger. Cette substitution d'un corps commun organique à l'idée d'une vérité historique partagée ensemble permet de justifier le racisme et la xénophobie comme *défense naturelle* de ce corps, puisque le pathologique n'est que la réaction normale d'un corps infesté par l'extérieur.

Pénétration : on reconnaît là l'un des vocables premiers du fascisme, par lequel il convoque l'angoisse d'intrusion dans ses connotations vitales et sexuelles violentes. Il met en scène ainsi le corps *comme-un* du groupe qui serait livré, ou risquerait de l'être, à

l'abus de l'étranger harcelant et pervers. *Le propre* (entendu au double sens de l'immaculé et de l'exclusif) qui constitue le noyau intime du « nous » serait menacé par la jouissance de l'autre, jouissance illimitée qui l'infeste, jusqu'à la dépropriation de son identité, le vol de sa propriété. Les exemples abondent dans le discours nazi sur la sexualité des juifs, sur leur incrustation dans le corps allemand ;

Un propos savant, humaniste, tempéré,
qui court comme une belle route
dans un paysage éclairé, puis vers la fin
du parcours, subitement, le précipice ;
nous tombons dans le gouffre qui plonge
vers le tourbillon du fascisme,
vers son vertige de crainte et de rejet

ils sont au centre même de son idéologie purificatrice. Plus récemment, les ultra-nationalistes serbes ont développé la même thématique.

Les propos du professeur émérite sont d'autant plus redoutables qu'ils ne font pas système. Ce n'est pas le discours fasciste ou raciste dans son entièreté, dans sa brutalité massive et cinglée – on peut même y trouver ici et là quelques

bons sentiments exprimés –, mais un fragment de son code, une séquence discrète et enrobée.

Dans le langage du fascisme, les mots ne cessent de se prendre au corps de jouissance de l'autre, et donc de s'en prendre à son propre corps. Nous devons être attentifs à ce moment où cette expérience archaïque du corps bascule de l'imaginaire dans le réel, et du réel dans l'imaginaire au cœur de l'espace

« naturalisé », c'est-à-dire qui n'est pas couvert par la naissance étatique, la *natio* du national, et que l'on veut garder dans la nudité de son statut d'*instrument vivant* (l'esclave, selon Aristote), jetable après usage.

Vingt ans séparent l'article du professeur Alain Girard, que nous avons cité, et une première version parue dans l'*Encyclopaedia universalis*, édition de 1976. Nous constatons d'abord que le passage en question n'existait pas dans l'ancienne version du même article. Nous découvrons aussi qu'il y avait un souci humaniste quant au sort des migrants et à leurs souffrances, qui va disparaître par la suite. Même si une certaine inquiétude sur la vie ensemble des nationaux et des migrants perce à l'époque, la confiance que « les expériences interpersonnelles » surmonteraient l'hostilité était clairement exprimée.

Toutes les préoccupations qui témoignaient d'une identification aux migrants seront supprimées de l'édition de 1995 ; comme si, entre-temps, ce que l'auteur a appelé le « nous global » collectif avait envahi la conscience individuelle et accru les incitations à la désidentification entre migrants et nationaux, au point de laisser émerger cette voix justifiant les réactions de défense naturelles du corps commun.

Une fois la haine installée, on peut se donner ensuite le beau rôle d'en appeler à la conciliation et à la tolérance. Les propos tenus récemment par le ministre de l'intérieur sont un exemple de ce mécanisme pervers : « Est-ce que vous acceptez que des étrangers viennent chez vous, s'installent chez vous et ouvrent votre Frigidaire, se servent ? Non, bien naturellement ! », et *Le Monde* (30 avril) de noter que le ministre compare « la France que nous aimons » à « notre maison ».

On peut concevoir qu'un pays veuille limiter le séjour des étrangers, mais ce discours dit autre chose : le mépris, l'indignité de l'étranger, et illustre tout ce que nous décrivions plus haut de la diffusion des représentations corporelles archaïques de l'autre, menaçant chacun dans l'intimité de sa propre demeure. Le fait qu'il soit tenu par un haut responsable de l'Etat lui donne une portée et une gravité particulières. Sa violence vulgaire abat d'un coup plusieurs cibles : l'étranger criminalisé, la fonction politique dégradée et, à l'extérieur, l'image d'une France appelée à défendre ses réfrigérateurs. Aucun rappel à l'ordre n'est venu des instances gouvernementales. Il semble plus commode de condamner le FN ou l'homme de la rue que des autorités qui se permettent la xénophobie, et l'autorisent du même coup.

Fethi Benslama est psychanalyste, directeur de la revue « *Intersignes* ».

AU COURRIER DU « MONDE »

ECOUTES TÉLÉPHONIQUES

J'ai beaucoup apprécié vos éditoriaux « Cabinet noir » et « Les misérables » (*Le Monde* du 4 avril et daté 27-28 avril) sur les écoutes téléphoniques de l'Elysée. C'est vrai qu'on espérait toujours, presque contre l'évidence, que le président, que par deux fois on avait contribué à élire, ne serait pas allé jusque-là. Il aurait été agréable de croire que des collaborateurs trop zélés, tel l'ours de la fable, avaient « anticipé » les désirs du maître. Nous qui nous félicitons qu'accède à la magistrature suprême un homme politique qui, dès 1958, avait dénoncé le caractère quasi monarchique de la nouvelle Constitution, nous nous sentons floués, trahis.

Certes, nous nous réveillons bien tard ! Les années de la grande vague rose sont passées très vite, la Constitution n'a pas été amendée quand c'était possible, cela était quelque peu inquiétant...

Je ne me reproche pas d'avoir voté pour Mitterrand au deuxième tour du scrutin de 1988 : son adversaire espérait emporter l'adhésion populaire par le massacre d'Ouvéa et le rapatriement de je ne sais plus lequel des faux époux Turenge. Mais qu'un homme utilise son pouvoir quasi absolu pour des manœuvres abjectes, en tenant les discours les plus nobles

sur les libertés et l'humanisme, je trouve cela exécration, et je me félicite de trouver, en particulier dans ces deux éditoriaux, une condamnation aussi claire, aussi vigoureuse, aussi solennelle.

René Bourchanin,
Eybens (Isère)

LES VERTUS DU CHANGEMENT

La campagne électorale suit son cours monotone avec, pour leitmotiv, les vertus salvatrices du « changement ». L'extrême gauche, la gauche et la droite nous promettent des lendemains qui chantent à condition que nous leur donnions carte blanche pour réformer, changer, bouleverser nos institutions, nos certitudes, nos attachements, notre entendement... et j'en passe ! Une des formations politiques propose même de changer notre avenir, ce qui ne manque pas d'audace : il n'est pas facile de changer ce qui n'existe pas encore (...). L'ennui, c'est qu'on vous propose le changement sans jamais préciser en quoi il va consister. (...) Et personne ne songe que le « changement » présenté comme le vecteur du progrès et la promesse de lendemains qui chantent est une idée bien commode pour laver des incompétences passées.

Pierre Nautré,
Cenon (Vienne)



L'Etat ou le marché : un faux débat ?

Une droite libérale, une gauche keynésienne. Pour les besoins de la campagne, les deux grandes coalitions en compétition aiment à dramatiser leurs différences, voire à les exacerber. La gauche accuse d'ailleurs volontiers la droite d'« ultra-libéralisme », la droite dénonçant, elle, le « dirigisme » de la gauche. L'examen des programmes – ou de ce qui en tient lieu – montre pourtant que, sur le plan économique en tout cas, la distinction entre les deux coalitions est plus floue. En France, comme partout dans le monde industrialisé, l'opposition entre conservateurs et progressistes, entre libéraux et sociaux-démocrates, entre partisans du « tout-marché » et militants du « tout-Etat », devient en réalité de plus en plus difficile à saisir.

Si l'on s'en tient à l'apparence, tout est simple. « Moins d'Etat, moins d'impôts, libérer l'initiative » : les mots-clés du programme de la droite renvoient avec force à une philosophie libérale, celle des économistes classiques que furent Adam Smith (la « main invisible ») et bienfaitante du marché), David Ricardo (le libre-échange) et autre Milton Friedman (le monétarisme). La relance de la croissance passe, pour la coalition UDF-RPR, par une offre redynamisée par le désengagement de l'Etat. Dans tous les domaines, le marché doit être, a priori, préféré à l'Etat. C'est le cas notamment pour le marché du travail : la baisse du coût du travail doit y être accompagnée d'un allègement des rigidités.

En face, la gauche préconise une stimulation de la croissance grâce à « une relance de la demande », impulsée par la puissance publique. C'est l'élément central de la stratégie économique affichée par

▼ **Confusion**
Une gauche qui n'est plus vraiment keynésienne
une droite qui n'est pas vraiment libérale : le constat n'est pas propre à la France

la coalition PC-PS, qui s'exprime dans le projet de création de 350 000 emplois publics et parapublics. Plus généralement, la gauche plaide pour un rôle actif de l'Etat, des entreprises nationalisées et des services publics. Ils doivent intervenir pour corriger les échecs du marché. « Lorsque le capitalisme ne permet pas le développement, il faut que l'Etat s'y substitue », dit Dominique Strauss-Kahn, l'un des principaux responsables économiques du PS, évoquant la politique industrielle. La filiation keynésienne est indéniable.

Destinés à être appliqués ou non – c'est là une autre question –, les programmes révèlent une réalité plus complexe. Celui de la droite n'est pas réellement libéral, celui de la gauche n'est pas vraiment keynésien. La droite d'abord. Il y a certes, en France, des économistes, des groupes de pression et des responsables politiques qui militent ouvertement en faveur d'une op-

tion libérale. Ce sont, par exemple, les universitaires Pascal Salin, Jacques Gareilo ou Henri Lepage. C'est le patronat, avec l'animateur de sa commission économique, Denis Kessler, vice-président du CNPF. Ce sont, dans la classe politique, les Alain Madelin, Raymond Barre et, plus récemment, Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy.

Si l'influence de ces libéraux tend à croître au sein de la droite, elle n'a cependant que faiblement pesé sur le programme affiché. C'est qu'en matière économique il n'y a pas, en France, de véritable tradition libérale. Depuis Louis XIV, l'économie française s'est toujours appuyée sur l'Etat pour se développer. C'est ce qu'a démontré, par exemple, Elie Cohen, directeur de recherches au CNRS, dans ses travaux sur le « colbertisme industriel ».

Ni le général de Gaulle, ni Valéry Giscard d'Estaing, ni jusqu'à présent Jacques Chirac n'ont en définitive mené de véritables politiques libérales. A l'instar sans doute de leurs électeurs, ils ont toujours exprimé une certaine méfiance à l'égard du marché, une préférence pour la loi contre le contrat. Le général fut le promoteur d'une politique industrielle particulièrement active. Ses successeurs ont contribué à un alourdissement considérable du rôle de l'Etat dans l'économie, ce dont témoigne notamment la progression spectaculaire du poids des prélèvements obligatoires entre 1974 et 1981, puis entre 1992 et 1997.

Erik Izraelewicz
Lire la suite page 18

- Entretien avec Hoang-Ngoc Liem, économiste à Paris-1 p. 18
- Les jusqu'aux-boutistes néo-zélandais p. 19
- Le libéralisme pratique et postmoderniste de Tony Blair p. 19
- Questions-réponses p. 19

CHRONIQUE par Eric Le Boucher Thomson dans le désordre

La privatisation de Thomson soulève à nouveau des inquiétudes. Lors de la première tentative, on avait reproché au gouvernement de choisir dans l'opacité (la méthode d'une vente de gré à gré), de changer d'objectif (il avait accepté de séparer Thomson-CSF et Thomson Multimédia, alors que le cahier des charges stipulait une cession en bloc) et de laisser ouvertes des interrogations industrielles et technologiques fortes (l'avenir des composants de SGS-Thomson et des téléviseurs de Thomson Multimédia entre les mains du coréen Daewoo). La commission de privatisation a rejeté la procédure en décembre.

Le déroulement de la deuxième tentative, limitée cette fois à la filiale d'électronique de défense Thomson-CSF, n'est guère plus satisfaisant. Les deux candidats, le groupe Lagardère et Alcatel Alsthom, ont reçu l'ordre de ne pas rendre publique leur offre. Comme il leur faut quand même s'expliquer, ne serait-ce que parce qu'ils doivent des comptes à leurs actionnaires, ils transgressent en partie l'interdiction et la presse n'obtient, *bis repetita*, que des informations tronquées. Les contribuables, propriétaires de 58 % des actions de Thomson-CSF via l'Etat, et les investisseurs privés, propriétaires du reste via la Bourse, méritent plus de transparence.

Quel est au juste l'objectif du gouvernement ? Outre qu'il n'a toujours pas bien expliqué pourquoi il entend privatiser l'industrie de défense, alors qu'il veut conserver la majorité du capital de France Télécom, secteur pourtant plus concurrentiel, on peut déplorer un nouveau changement du cahier des charges. Le président de la République a dit qu'il fallait regrouper les forces françaises avant d'engager une restructuration européenne. Alcatel s'en tient à cette déclaration, sans doute naïvement, puisque le groupe Lagardère n'a pas reçu de veto à la signature immédiate d'une alliance dans les missiles et les satellites avec l'allemand Dasa. Que vaut donc la parole de M. Chirac ?

En vérité, Jean-Luc Lagardère a raison une deuxième fois. Lors de la première procédure, le gouvernement faisait une bêtise de privatiser les armes et les téléviseurs en bloc. Choississant Matra comme repreneur, il s'était rendu à cette évidence. Dans cette deuxième tentative, il est évident qu'on ne peut songer à une restructuration française sans l'inscrire im-

médiatement dans une perspective européenne. Il est évident aussi que l'industrie civile, notamment aéronautique, est impliquée et que le dossier de la restructuration d'Airbus (dont l'importance économique est supérieure à celle des industries de défense) ne peut être traité à part.

D'abord parce ce n'est qu'à cette échelle continentale que s'obtiendra la taille critique face aux Américains. Même si faire l'Europe des armes nécessite des compromis et des abandons vis-à-vis de partenaires européens qui sont aussi des concurrents.

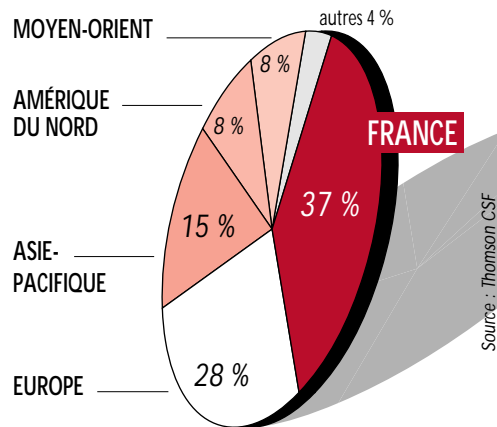
La vraie difficulté n'est pas, par exemple, de « céder les satellites aux Allemands », (comme le reproche Alcatel à Matra), mais de savoir qui doit le décider : les firmes ou l'Etat ? Si le gouvernement Juppé répond « les firmes », il devait privatiser Thomson-CSF par vente en Bourse (OPV). Mais le choix réitéré d'une privatisation de gré à gré pour CSF signifie que l'Etat entend garder une maîtrise de la restructuration européenne. Dans cette lo-

gique, il aurait dû mettre un feu orange sinon rouge devant l'alliance Matra-Dasa. Il est temps de cesser de balancer entre libéralisme et dirigisme.

En matière de défense, le choix n'est pas simple, à la décharge du gouvernement. La restructuration des industries militaires européennes doit être parallèle à l'européanisation de la défense elle-même. Le processus est à peine entamé, il est lent, et, entre-temps, les industriels dépendent encore des choix de normes ou de matériel de leur client national principal. Les clients étrangers en Asie ou au Moyen-Orient exigent, en outre, des protocoles d'assistance signés avec les Etats et non pas avec les firmes. Enfin, l'européanisation passe par l'OTAN, une organisation dominée par les Américains.

La privatisation de Thomson-CSF devait être l'occasion de débattre de ce nécessaire, mais fort risqué, abandon de l'horizon national. Il y a là de quoi dépasser les discours vagues dont les hommes politiques se délectent sur l'opposition entre l'Etat et le marché...

Les industriels français font face à des concurrents-partenaires britanniques et allemands dont les idées sont moins confuses. En simplifiant, les Anglais acceptent de se concentrer sur le militaire, les Allemands sur le civil. Sur les deux tableaux, les Français sont en désordre.



Les ventes du groupe par zones géographiques

Source : Thomson-CSF

En raison des fêtes de la Pentecôte
les offres d'emploi
seront regroupées dans
le supplément

LE MONDE INITIATIVES

Mardi 20 mai (daté mercredi 21 mai)
Pour tous renseignements
Tél. : 01-42-17-39-36



SI VOUS N'AVEZ PAS
L'ESPRIT D'ENTREPRISE
NE VENEZ PAS À L'ESC PAU !

100% des étudiants de l'ESC PAU
avaient créé leur entreprise avant l'an 2000.

Le ESC PAU est un établissement d'enseignement supérieur privé, agréé par le Ministère de l'Éducation Nationale, qui propose une formation d'excellence en matière de gestion d'entreprise. L'ESC PAU est membre de l'Association Française des Écoles de Commerce (AFEC) et de l'Association des Écoles de Commerce de France (AECF). L'ESC PAU est également membre de l'Association des Écoles de Commerce de France (AECF) et de l'Association des Écoles de Commerce de France (AECF).



l'entreprise qui fait école

Hoang-Ngoc Liêm, signataire de l'« Appel pour sortir de la pensée unique »

« Les politiques économiques libérales étranglent la croissance »

Plus de 300 économistes ont signé ce jour l'« Appel des économistes pour sortir de la pensée unique », un manifeste dirigé contre la politique du franc fort, d'austérité salariale et de rigueur budgétaire. Maître de conférences à l'université Paris-I, Hoang-Ngoc Liêm est l'un des principaux artisans de l'« autre politique » préconisée par l'Appel.

— Vous faites partie d'une nouvelle génération d'économistes. Est-ce cela qui vous donne la liberté de redécouvrir des solutions qui semblaient devenues inopérantes ?

— Dans les années 80 s'est installé parmi les économistes le discours selon lequel il n'y avait qu'une science économique possible — la théorie néoclassique — et qu'une politique macroéconomique possible : réduire les déficits, c'est-à-dire le poids de l'Etat dans l'économie, et abolir les rigidités du marché du travail, réputées responsables de la montée du chômage. Le débat a été si longtemps fermé que notre génération a une véritable soif de politique au sens large.

— Le constat ne date pas de 1995. Il existait déjà dès le tournant de 1983. Est-ce que votre réflexion remonte jusque-là ?

— Certains peuvent justifier le tournant de 1983 par le contexte : il y avait des problèmes d'offre et des contraintes extérieures qui rendaient difficiles des politiques de relance en solitaire. Au milieu de la décennie 90, nous ne sommes plus dans la même crise. En France et en Europe, on a affaire à un problème de demande et de répartition des revenus.

— En quoi la France est-elle plus malade que les autres ?

— L'ensemble des pays européens souffrent d'une coordination des politiques économiques d'inspiration libérale qui étrangle la croissance. Les taux d'intérêt ont baissé, mais insuffisamment, et le fait que le frein soit maintenu sur les salaires et les dépenses publiques crée un problème de croissance qui réduit les rentrées

fiscales et creuse des déficits. La coordination de cette rigueur à l'échelle européenne amplifie l'effet décélérateur.

— Au regard de cette situation, quel jugement portez-vous sur ce qui est avancé dans cette campagne, à gauche et à droite ?

— Le programme de la droite est cohérent d'un point de vue libéral. Je ne le qualifierais pas d'ultralibéral mais de libéral social, parce qu'il tient compte de la préférence de l'opinion pour un certain niveau de dépenses sociales et des principes tels que le salaire minimum. Mais cette politique ne me paraît pas appropriée pour lutter contre le chômage et l'exclusion. Le problème provient de l'insuffisance de demande. Quant au PS, j'ai l'impression qu'il s'est enfin rendu compte qu'on avait changé de crise.

— Que pensez-vous du projet de créer 700 000 emplois pour les jeunes ?

— Sur les 350 000 emplois du privé, j'ai une petite réserve parce que le mécanisme qui va inciter les entreprises à embaucher des jeunes, c'est une prime à l'embauche ou une exonération des charges sociales de type contrat initiative-emploi (CIE). C'est un mécanisme extrêmement coûteux qui a un effet faible sur l'emploi. Quant aux 350 000 emplois prévus dans le public, le problème est que ce sont des contrats courts sur cinq ans. Que se passera-t-il à la fin de cette période ?

— Quelles sont les autres mesures qu'il faudrait prendre ?

— La première concerne le temps de travail. Refuser de l'abaisser revient à renoncer à un modèle de plein emploi. Pourquoi ? Parce qu'avec le progrès technique, il faut toujours moins d'individus pour produire autant de marchandises. Donc, si on maintient la norme à 39 heures, on va vers une réduction implicite du temps de travail sous forme de temps partiel et d'exclusion de certains vis-à-vis de l'emploi.

La proposition de 35 heures sans perte de salaire est bonne. Beaucoup d'économistes s'accordent à dire qu'une mesure de réduction du temps de travail est efficace si elle est d'une amplitude importante. Le partage des revenus, que l'on sait être actuellement très favorable au profit, permet une telle mesure sur le plan macroéconomique. Pour les entreprises à qui cela poserait des problèmes, on peut envisager des

aides sur le court terme. Cela coûterait moins cher que les mesures intégrales centrées sur la réduction du coût du travail menées sans succès depuis le début des années 90.

— Que préconisez-vous pour relancer la demande ?

— L'augmentation des salaires, si l'on veut relancer une consommation en panne, est plus efficace qu'une réforme fiscale. Favoriser les hauts et les moyens revenus n'aboutit qu'à renforcer leur

épargne. Alors qu'une relance salariale a un effet immédiat sur la consommation, sachant que les bas salaires ont une propension à épargner faible. En réduisant le temps de travail sans perte de salaire, on augmente automatiquement le salaire horaire. Je suis aussi partisan d'un coup de pouce au SMIC et du rétablissement des mécanismes d'indexation sur les prix. On pourrait commencer par le secteur public. Le deuxième axe d'une relance de la demande

repose sur l'effet traditionnel d'entraînement que constitue un programme de grands travaux, qui permettrait notamment de faire face aux besoins de réurbanisation des banlieues, de reconstitution du tissu social.

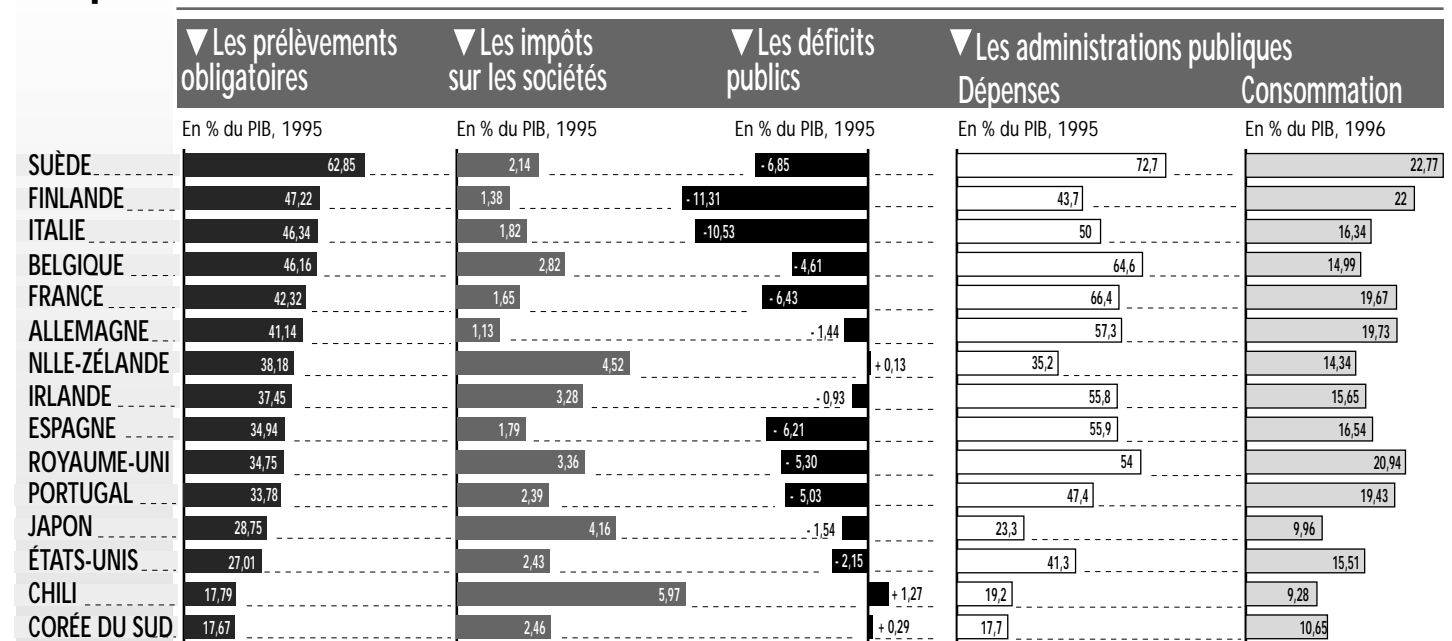
— En pleine période de convergence en vue de la monnaie unique, comment envisager un tel programme ?

— Cette politique nous paraît, c'est vrai, incompatible avec le respect des critères du pacte de

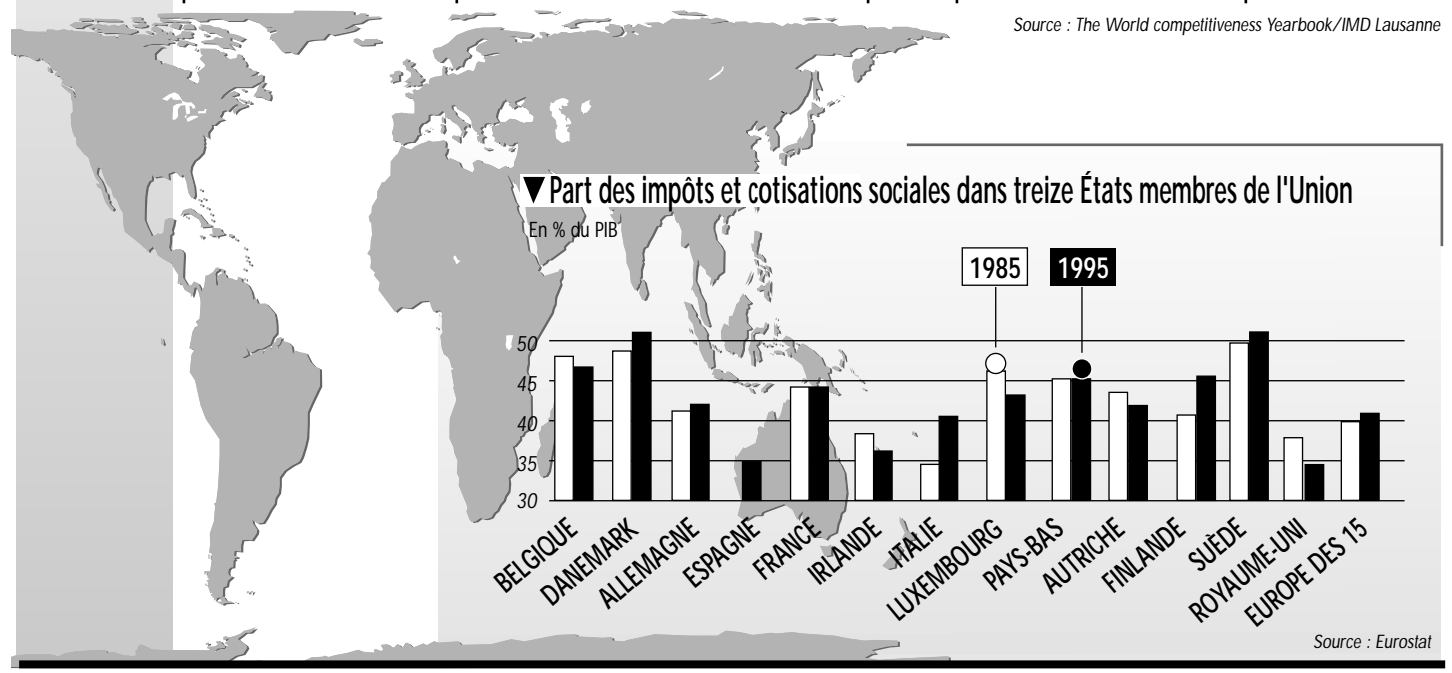
stabilité. Mais la monnaie unique n'est pas une fin en soi. Le problème est : est-ce qu'on tire les leçons de la construction européenne qui s'est faite ces dix dernières années ? Si elle doit nous mener à l'impasse parce qu'elle entraîne la poursuite de l'exclusion et du chômage, est-ce qu'il ne faut pas la repenser ?

Propos recueillis par
Sophie Gherardi
et Serge Marti

Du plus au moins d'Etat



Source : The World competitiveness Yearbook/IMD Lausanne



Source : Eurostat

Bibliographie

- La Pensée économique depuis Keynes, de Michel Beaud et Gilles Dostaler (Seuil, 1996, 448 p., 58 F).
- Ce monde qui nous attend. Les peurs françaises et l'économie, d'Erik Izraelewicz (Grasset, 1997, 240 p., 125 F).

L'Etat ou le marché : un faux débat ?

Suite de la page 17

La plate-forme UDF-RPR s'inscrit, à cet égard, dans la continuité. Il y est certes question d'une réduction des impôts, des charges et des dépenses publiques. L'objectif y est, en particulier, de « stabiliser la dépense publique afin qu'elle n'augmente pas plus vite que les prix ». La poursuite des privatisations y est confirmée. Le poids de l'Etat devrait s'en trouver réduit. Mais le rythme de ce désengagement y est en définitive assez lent. A l'issue d'une législature, la France resterait, si ce programme était appliqué, le pays du G7 où les prélèvements obligatoires resteraient les plus lourds.

Toutes les propositions d'une rupture plus radicale en direction du libéralisme ont été rejetées par ceux qui dirigent vraiment et le pays, et la coalition en campagne. Pas question de remettre en cause le SMIC (le salaire minimum), ce que demandent pourtant René Monory et ses amis. Pas question d'accélérer sensiblement le rythme des diminutions d'impôts ni celui des réductions d'effectifs dans la fonction publique, malgré la pression des balladuriers. Sur les 60 000 fonctionnaires partant chaque année à la retraite, 5 000 ne seront pas remplacés — Nicolas Sarkozy proposait 10 000 à 15 000, Raymond Barre parlant de 20 000. Pas question d'envisager un taux unique pour l'impôt sur le revenu. Pas question non plus de privatiser, même partiellement, la Sécurité sociale, comme le souhaiterait l'assureur Claude Bébéar, voire au moins de la décentraliser, comme le suggère Alain Madelin.

Qualifier la plate-forme UDF-RPR d'« ultra-libérale » est donc pour le moins excessif. Au cours des deux premières années du septennat, Jacques Chirac et Alain Juppé ont d'ailleurs commis de sérieuses entorses à la doctrine libérale : par exemple, en procédant à l'été 1995 à un relèvement des impôts d'une ampleur historique (80 milliards de francs en année pleine rien que sur les ménages). Ou en lançant la guerre contre le chômage... par une mobilisation générale des préfets. On voit mal ce qui pourrait modifier leur comportement à cet égard.

En retenant comme priorité de campagne le double objectif « initiative et solidarité », le président de la République indiquait clairement les limites de son « libéralisme ». Comme l'expliquait, sur France 2 le 12 mai, Philippe Séguin, la droite plaide, dans son programme, en faveur d'un « libéralisme tempéré par l'existence d'une protection sociale de qualité, et qui soit corrigé le cas échéant par des interventions de l'Etat ». Certains, à gauche, pourraient aisément prendre à leur compte cette ambition.

La gauche, justement. Son programme n'est pas non plus réellement keynésien, ni profondément étatique. Il y a certes, en son sein, des experts qui plaident fermement en faveur d'une véritable relance à l'ancienne et d'une extension de l'Etat, comme par exemple Hoang-Ngoc Liêm, animateur de l'« Appel des économistes pour sortir de la pensée unique ». Mais l'interventionnisme sans complexe de ce jeune professeur ne reflète pas le programme de la coalition PC-PS tel qu'il a été présenté. La relance envisagée par la gauche ne passe pas par « plus d'Etat », mais par « un autre Etat », par « un Etat plus juste et plus efficace », selon

l'expression des dirigeants socialistes. Lionel Jospin a encore réaffirmé, mercredi 14 mai, que son projet ne prévoyait aucune augmentation des dépenses publiques, aucune aggravation du déficit, ni même aucun alourdissement des prélèvements obligatoires. « Nous proposons, sans augmenter les dépenses publiques, de créer 700 000 emplois pour les jeunes », écrivent les deux partis de gauche.

Qu'elle soit capable ou non de tenir cet engagement est un autre problème : il est significatif que la gauche envisage pour financer ces emplois — directement dans le public et indirectement, par des incitations, dans le secteur privé — de procéder, pour l'essentiel, à un redéploiement des aides à l'emploi. Il en va de même sur le front fiscal. Autrefois, la gauche n'hésitait pas à avouer qu'un relèvement général de la charge fiscale et sociale pourrait être nécessaire pour financer ses ambitions.

RAPPROCHEMENT DES POSITIONS

Aujourd'hui, le PS s'engage à réformer la fiscalité — avec un alourdissement de l'impôt sur la fortune et des taxes sur l'épargne, et un allègement de celles sur la consommation — mais promet de « stabiliser, avant de les baisser » les prélèvements obligatoires. La gauche va même jusqu'à reconnaître les bienfaits d'une politique de baisse du coût du travail comme instrument de lutte contre le chômage : elle annonce qu'elle ne reviendra pas sur les exonérations de charges sur les bas salaires à laquelle la droite procède depuis plusieurs années. Et si son discours sur les privatisations est ambigu, nul ne doute qu'une fois au pouvoir elle ouvrira rapidement le capital de France Télécom d'abord, celui d'Air France et de Thomson un peu plus tard.

Une droite qui n'est pas vraiment libérale, une gauche qui n'est plus vraiment keynésienne. Le constat n'est ni nouveau ni propre à la France. Au cours des vingt dernières années, le politicien le plus keynésien dans le monde a sans doute été... l'« ultra-libéral » Ronald Reagan. Tout en dérégulant à tout-va, l'ex-président américain a procédé au début des années 80 et avec succès à une relance dans le plus pur style keynésien : il a baissé les impôts mais n'a pas touché, dans une première phase, aux dépenses publiques. Le gonflement du déficit a contribué au vif rebond de l'activité. A l'inverse, le plus grand « libéral » a peut-être été... le socialiste François Mitterrand. Après deux ans (1981-1983) d'hésitation, celui-ci a engagé une profonde libéralisation de l'économie française, avec la libération des marchés financiers, des changes et des prix.

En fait, comme le soulignait l'historien et sociologue mexicain Pablo Gonzalez Casanova lors d'un colloque, les 24 et 25 avril à Paris, consacré à « un monde à construire », on assisterait, aujourd'hui un peu partout sur la planète, à « un rapprochement des positions » : les conservateurs se font les défenseurs de l'Etat-providence, les socialistes deviennent les porteurs de politiques « néolibérales ». La vague ultra-libérale des années 80 reflue. Lorsqu'ils sont au pouvoir, comme en Allemagne ou en Espagne, les partis conservateurs sont à la recherche d'un autre Etat, plutôt que d'un moins d'Etat.

La gauche, quant à elle, partout ou presque « vire à droite », selon l'expression de *The Economist*. Dans son numéro daté du 10 mai, le magazine britannique montre comment, dans tous les pays européens, à l'Est comme à l'Ouest, les

partis de gauche en viennent à reconnaître les vertus de l'économie de marché. Les ex-communistes en Pologne, un syndicaliste ouvrier en Pays-Bas ou les socialistes portugais : tous convergent. « Le fait qu'en Italie des anciens communistes souhaitent plus de privatisations et une stricte rigueur budgétaire est très significatif », explique le journal anglais, éternel militant de la cause « libérale ». Ce rapprochement a trouvé dans Tony Blair et dans l'évolution du travaillisme britannique son expression la plus forte. Ne parle-t-on pas d'un « travaillisme libéral », voire d'un « centrisme radical » ?

NOUVELLES RÉALITÉS

Cette confusion générale, ressentie aujourd'hui d'une manière quasi exemplaire par les électeurs français, peut être lue — c'est l'interprétation du Mexicain Gonzalez Casanova — comme « la conséquence de l'échec de tous les projets de transformation économique et social de ce siècle : le libéralisme, la social-démocratie, le communisme et le nationalisme révolutionnaire ». Elle est peut-être aussi le reflet d'une difficulté des mouvements politiques traditionnels à appréhender les transformations en cours dans l'économie et dans la société.

Plus de marché ou plus d'Etat ? Tel était, depuis le début du siècle, la question autour de laquelle s'était organisée la division du monde politique un peu partout. Les réalités nouvelles, comme les nouvelles théories de la croissance, amènent à se demander si la question est toujours pertinente. Du côté des réalités, le progrès technologique et l'accélération du rythme du changement, l'ouverture des frontières et l'exacerbation des concurrences comme le vieillissement des populations

conduisent à un monde plus incertain et surtout plus instable.

La croissance nécessite dans ces conditions à la fois davantage de mobilité et davantage de sécurité, c'est-à-dire simultanément plus de liberté et plus de protection, bref, plus de marché et plus d'Etat. C'est aussi la piste vers laquelle conduisent les nouvelles théories de la croissance. Dans un livre publié par l'Institut de l'entreprise (*Concurrence internationale, croissance et emploi*, L'Harmattan), Gilles Saint-Paul, directeur de recherche au Delta, en résume les conclusions de la manière suivante : « Ces théories, par la place qu'elles accordent aux déficiences des marchés, offrent parfois des fondements de principe à l'intervention publique, les effets potentiels d'une telle intervention sont quantitativement importants. » Le rôle de l'Etat y est « de fournir un niveau adéquat d'infrastructures publiques et d'éducation, et garantir la stabilité politique et les droits de propriété. C'est en somme, ajoute-t-il, ce que prescrivait Adam Smith il y a deux cents ans dans le livre V de sa Richesse des nations ».

Smith contre Keynes, le marché contre l'Etat ? La grande confusion du débat économique dans la campagne électorale est sans doute liée à ce qu'il continue à s'organiser autour de cette interrogation, alors que la réalité comme la théorie devraient conduire à une autre question : comment concilier davantage de marché et davantage d'Etat ? Cette problématique nouvelle, déjà prise en compte, d'une certaine manière, par des dirigeants politiques comme Bill Clinton (« réinventer l'Etat ») aux Etats-Unis et par Tony Blair au Royaume-Uni, tarde à se faire jour en France.

Erik Izraelewicz

Les jusqu'aux-boutistes néo-zélandais

AUCKLAND

de notre correspondante

La Nouvelle-Zélande, petit pays de 3 millions et demi d'habitants et de 47 millions de moutons, est devenu un laboratoire du capitalisme depuis la révolution économique, douloureuse mais efficace, entreprise par la droite du Parti travailliste (Labour Party) à partir de 1984. « Ce qui fascine dans notre expérience, c'est que nous avons osé aller jusqu'au bout de notre logique, sans faire des compromis qui auraient limité l'impact de nos réformes », résume Roger Douglas, ministre des finances de 1984 à 1988 et père des réformes surnommées les « Rogernomics ».

La conversion économique a été spectaculaire : « J'ai connu pendant toute ma jeunesse le lait à 4 cents la pinte, le prix était fixé par le gouvernement », raconte un Aucklandais, né dans les prospères années d'après-guerre. Il se souvient des mille et une réglementations, parfois aberrantes, qui existaient. Les magasins étaient strictement fermés le samedi et le dimanche. Toute démarche sortant un peu de l'ordinaire, comme s'abonner à une revue étrangère ou vouloir acheter du vrai café, devait être justifiée par des amas de papiers, autorisations officielles et licences diverses. Les restaurants étaient rares.

Les Néo-Zélandais vivaient sous la protection constante d'un Etat-providence qui les suivait « du berceau au tombeau ». L'éducation comme la plupart des soins étaient gratuits ou largement subventionnés. Un trait qui a totalement disparu de la société néo-zélandaise de 1997, ouverte et archi-compétitive où triomphe désormais l'individualisme.

Illustration de cette nouvelle mentalité : selon un sondage, seuls 11 % des moins de 35 ans estiment normal que les chômeurs bénéficient d'une allocation. A entendre les lois fondamentales du libéralisme, répétées et appliquées depuis quinze ans maintenant (par deux gouvernements travaillistes suivis de trois gouvernements conservateurs), la leçon a été bien retenue par la génération des an-

▼ En treize ans, la Nouvelle-Zélande est passée du tout-Etat au tout-marché. Une réussite

nées 80, laquelle, après avoir subi le coût des réformes, auquel se sont ajoutés le krach boursier de 1987 et la crise du début des années 90, souhaite aujourd'hui goûter les fruits de cette révolution.

Il suffit de se promener dans les quelques rues bordées de cafés de style londonien ou milanais, dans certains quartiers d'Auckland ou de Wellington, pour sentir que le pays a surmonté sa petite taille démographique et son isolement. Les magasins ont le droit d'ouvrir vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, sauf pour trois jours particuliers du calendrier. Et encore, on peut obtenir des dérogations. La Nouvelle-Zélande, qui fut longtemps « la ferme de l'Angleterre », semble être devenue le « supermarché du Pacifique sud ». Le secteur agricole auquel les subventions (qui procuraient aux agriculteurs un tiers de leurs revenus) furent coupées du jour au lendemain n'occupe plus que 8 % de l'économie après en avoir été le moteur. Depuis 1990, le tourisme est devenu le plus important secteur, l'ensemble des services fournissant 68 % du PIB.

Comment, sans atout particulier, hormis son agriculture, la Nouvelle-Zélande est-elle passée d'un extrême, le tout-Etat, à l'autre, le tout-marché ?

Avec un Etat au bord de la faillite, la Nouvelle-Zélande n'avait, dit-on aujourd'hui, guère d'autre choix que les réformes : abolir un grand nombre de subventions ; libérer l'économie au gré de quelques lois essentielles (tel l'Employment Contract Act qui élimine de fait les syndicats de toute négociation salariale) tout en maintenant une

stricte ligne monétariste (le Reserve Bank Act impose à la banque centrale de maintenir l'inflation à un certain taux, aujourd'hui entre 0 et 3 %) ; imposer la transparence aux comptes nationaux (Fiscal Responsibility Act) gérés comme les comptes d'une entreprise ; enfin s'ouvrir au monde, pour recevoir des capitaux étrangers et profiter de la course au développement des pays asiatiques. « Leur droit du travail tient en quelques pages, contre 10 000 dans la législation française. Leur fiscalité aussi est d'une simplicité déconcertante. 3 % de charges patronales contre plus de 50 % en France », s'émerveilleait Claude Bébéar, PDG d'Axa-UAP au terme d'une visite du CNPF en Nouvelle-Zélande, fin février.

PRIVATISATIONS

La valse des privatisations fut rapidement lancée, amenant avec elle son lot de restructurations douloureuses. Toutes les privatisations n'ont pas convaincu. Telecom New Zealand, par exemple, alimente régulièrement la polémique : Malgré des profits record (2,8 milliards de francs en 1996), redistribués aux actionnaires majoritairement américains, le coût des communications téléphoniques reste beaucoup plus élevé que dans tout autre pays développé. Mais les lignes sont de bien meilleure qualité qu'autrefois. Il ne reste plus qu'à privatiser les postes, déjà largement restructurés, le secteur de l'énergie, les aéroports, ainsi qu'éventuellement l'eau ou les transports publics, au niveau des communes. La première « privatisation » des services d'eaux vient d'ailleurs d'avoir lieu dans la banlieue d'Auckland et le contrat de cinquante ans a été gagné par la Générale des eaux.

Dans les secteurs plus délicats à privatiser, tels que l'éducation et la santé, le gouvernement a cherché des moyens pour rendre plus responsables les diverses institutions, désormais considérées comme des « fournisseurs » de services pour la collectivité. Un hôpital reçoit ainsi un budget pour traiter un certain nombre de malades et doit s'y tenir. Les écoles sont incitées financière-

ment à payer leurs professeurs directement à la place du ministère de l'éducation, tandis que se développent l'éducation et la santé « privées ».

Néanmoins, dans le domaine social au sens large, les réformistes pensent avoir encore beaucoup à faire. Il reste des poches de pauvreté, en particulier chez les groupes défavorisés qui dépendent des allocations, de génération en génération. Car pour le reste, comme le constatent régulièrement avec une chaude admiration la plupart des institutions internationales, la situation économique de la Nouvelle-Zélande est extrêmement saine. Le chômage qui touche 6,4 % de la population active est orienté à la baisse.

Et même si le « miracle » fut souvent exagéré puisque les périodes de croissance « exceptionnelle », de 6,2 % en 1994 par exemple, ont à peine permis de récupérer le retard des années de récession qui précèdent, force est de constater que le budget de l'Etat est excédentaire depuis trois ans. La dette publique devrait être inférieure à 30 % du PIB cette année et tomber en dessous de 20 % d'ici deux ans. Le niveau de vie (20 000 dollars américains par habitant) a considérablement augmenté. Les écarts de revenus se sont certes creusés, mais restent faibles par rapport aux écarts américains.

Les Néo-Zélandais trouvent finalement normal de devoir payer pour tout ce qui autrefois était gratuit parce que public. Personne n'a l'air de souhaiter un retour de l'Etat dans le monde des affaires. Quant à la protection de l'individu, les Néo-Zélandais vont voter par référendum en septembre prochain pour ou contre la cotisation obligatoire aux caisses de retraites... privées. Paradoxalement, en pleine euphorie libérale, le Parti travailliste, dans l'opposition depuis 1990, serait redevenu, dans la foulée de la victoire britannique, le parti favori des Néo-Zélandais. Mais que veut dire « travaillisme » en Nouvelle-Zélande ?

Florence de Changy

PENSÉE ÉCONOMIQUE

Questions-réponses

1 Qu'est-ce que le libéralisme ?

Au départ, c'est une doctrine politique fondée sur la défense des libertés fondamentales qui s'est développée au cours du XIX^e siècle. Libéral a longtemps voulu dire « de gauche » en France, et c'est toujours le sens principal que revêt ce terme aujourd'hui aux Etats-Unis.

Mais dès l'origine, à côté des libertés individuelles, le libéralisme a défendu les libertés économiques. Ainsi la Loi Le Chapelier de 1791 bannissait à la fois les corporations de l'Ancien Régime et les regroupements de travailleurs, c'est-à-dire les syndicats. Au cours du premier siècle de la révolution industrielle, le libéralisme tend à justifier la boutade affirmant qu'il défend surtout « des renards libres dans des poulaillers libres ».

Peu à peu se sont développées, à la gauche du libéralisme, les doctrines socialiste et communiste, insistant sur la défense des droits sociaux, puis la pratique gouvernementale social-démocrate, donnant une large place à la puissance publique, mais dans le contexte d'une économie de marché. En France, la tradition libérale s'est fondue avec une conception historique de l'Etat central fort et interventionniste. Mais depuis les années 80, qui ont amené dans le monde entier une délégitimation du rôle de l'Etat dans l'économie, le terme de « libéralisme » tend à devenir synonyme de déréglementation, de privatisation et de baisse des impôts. Pour le plus grand bien de l'économie, selon la droite, au détriment du service public et de la cohésion sociale, selon la gauche.

2 Qu'est-ce que le keynésianisme ?

Le mot est formé sur le patronyme de l'économiste anglais John Maynard Keynes

(1883-1946). Ce haut fonctionnaire et professeur d'économie à Cambridge a radicalement transformé la pensée économique avec son ouvrage de 1936 la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.

Le monde est alors plongé dans la grande crise déflationniste des années 30, avec ses millions de chômeurs abandonnés à leur sort. On constate à l'époque que plus les salaires s'ajustent à la baisse, plus le chômage augmente. Partant du problème du chômage, Keynes souligne qu'il peut exister un équilibre de sous-emploi (jugé impossible par les économistes classiques). Il décrit d'une insuffisance de la demande relative des dépenses de consommation, d'une baisse de rentabilité du capital et de taux d'intérêt trop élevés entraînant la baisse des investissements.

Considéré comme l'un des pères de la macro-économie et voyant dans l'atonie de l'activité et le sous-emploi le résultat d'une insuffisance de la demande globale, Keynes préconise une intervention des pouvoirs publics pour soutenir celle-ci. A la fin de la deuxième guerre mondiale, Keynes représente la Grande-Bretagne à la conférence de Bretton Woods, d'où sortiront les institutions monétaires de l'après-guerre (FMI, Banque mondiale), mais aussi un système monétaire différent de celui qu'il préconisait.

Sans grand souci d'exactitude, on a pris l'habitude de qualifier de keynésiennes les politiques menées pendant les « trente glorieuses », avec le développement de l'Etat-providence en matière sociale et de l'interventionnisme public dans l'économie. Plus schématiquement encore, le terme de « keynésianisme » a fini par être assimilé au dirigisme ou même à la gauche en général. L'aristocrate John Maynard Keynes aurait été surpris.

Le libéralisme pratique et postmoderniste de Tony Blair

Si il fallait résumer d'une formule la doctrine du New Labour, arrivé au pouvoir en Grande-Bretagne le 1^{er} mai, on pourrait opter pour celle d'« économie politique postmoderniste ». L'équipe de Tony Blair, le nouveau premier ministre, s'intéresse peu aux approches technologiques ou professorales, et exclut les interprétations dogmatiques. Gouverner l'économie est un art politique pratique. Par exemple, Tony Blair et Gordon Brown, son chancelier de l'Echiquier, sont convaincus que les gouvernants doivent apprendre à travailler avec les marchés financiers en évitant les conflits frontaux.

Il ne faut pas s'étonner, dès lors, des premières actions du gouvernement Blair (hausse des taux d'intérêt, réforme du statut de la Banque d'Angleterre). Gordon Brown, connaissant l'aversion des opérateurs pour les incertitudes, a agi vite, par surprise et avec précision. Par un engagement irréversible sur le statut de la banque centrale et par un signal crédible de sa volonté de contenir l'inflation, il a répondu par avance aux éventuelles craintes des marchés, qui n'ont pas oublié la gestion antérieure des travaillistes.

Cette approche reflète une donnée essentielle du « blairisme » : afficher sans honte la nature foncièrement pragmatique de l'action. Tony Blair et ses proches ont regardé de près différentes expériences gouvernementales pour en tirer des leçons. La présidence Clinton a été examinée en détail ; le Labour a également été sensible aux réformes de l'Etat-Providence menées à bien par les gouvernements travaillistes australiens et néo-zélandais ; de plus, les travaillistes modernisateurs ne font pas mystère de leur intérêt pour la « révolution thatchérienne ».

La façon dont M^{me} Thatcher a imposé pas à pas – et non annoncé à l'avance – des réformes qui, en s'ajoutant, ont fait une révolution, plaît aux stratèges du New Labour. A l'avenir, leur

▼ Le New Labour se préoccupe moins de remettre en cause des politiques thatchériennes que d'en corriger les échecs et les insuffisances

« centrisme radical » pourra surprendre par des politiques novatrices, singulièrement dans le domaine de l'aide sociale. Quant au style de décision, on sait déjà que la politique sera conduite avec énergie par le premier ministre et par son cercle de fidèles.

Pour Tony Blair et ses amis, le keynésianisme est défunt. D'ailleurs, c'était un premier ministre travailliste, James Callaghan, qui avait établi l'acte de décès public devant le Congrès du Labour, en 1976. En 1984, lors d'une conférence mémorable, le chancelier conservateur Nigel Lawson codifiait le nouveau cadre de l'action économique. Une décennie plus tard, lors d'une autre conférence, Tony Blair reconnaissait dans ce même paradigme le socle de l'économie politique du New Labour. De fait, le vocabulaire de socialisme n'apparaît dans aucun des programmes électoraux.

Grosso modo, le consensus britannique s'articule autour de trois représentations de l'économie. En premier lieu, la macro-économie doit se satisfaire d'un petit nombre de domaines : la maîtrise de la monnaie et des prix, la conduite des politiques fiscales et budgétaires. Et les gouvernements doivent confier la responsabilité du pilotage de la monnaie à des autorités indépendantes, moins susceptibles de manipuler les taux d'intérêt et d'inflation au gré des courbes de popularité et des échéances électorales. La seconde image forte du credo est

celle de jeux stratégiques. Là où la macro-économie orthodoxe décrit des relations plus ou moins linéaires et mécaniques entre différents agrégats, le nouveau paradigme voit des agents. Ces derniers sont des acteurs mobiles, malins, calculant, anticipant, réagissant et, souvent, chahutant les décisions gouvernementales macro-économiques. Les jeux stratégiques se stabilisent lorsque les Etats, au moyen d'engagements transparents, solides et durables, produisent – par exemple en matière d'inflation – des sentiments de certitude et de stabilité. Ces conditions génératrices de confiance et de crédibilité sont aussi requises par la mondialisation des marchés, qui exclut le contrôle efficace des gouvernements nationaux.

La dernière représentation du credo britannique corrige une défaillance étonnante de la théorie keynésienne. John Maynard Keynes avait oublié de penser l'art pratique de l'intervention publique. Sachant le poids réel des lobbies, des bureaucraties et des clientèles électorales, le consensus britannique – et singulièrement les intimes du 11, Downing Street – préfèrent à la fiction de l'Etat impartial le tableau réaliste de la foire d'empoigne où tout un chacun semble en quête d'avantages et de rentes.

MORALISME

Mais surtout, les nouveaux travaillistes sont ouverts aux ressources de l'analyse micro-économique contemporaine (théorie des contrats, économie de l'information, néo-institutionnalisme, etc.). Il s'agit de mettre à jour les conditions favorables au développement du risque entrepreneurial et au bon fonctionnement des marchés. L'action publique ne s'évapore pas, mais l'Etat n'apparaît plus comme un substitut naturel du marché. Il joue le rôle d'arbitre et de partenaire des acteurs privés pour produire en commun de l'action collective.

Deux mots-clés de la doctrine du New Labour sont l'apprentis-

sage et la régulation. Le « blairisme » se préoccupe moins de remettre en cause des politiques thatchériennes que d'en corriger les échecs et les insuffisances. C'est notamment vrai en ce qui concerne la régulation des services publics privatisés : les Tories, lors des cessions d'actifs, avaient créé dans l'urgence des autorités indépendantes de régulation, mal surveillées et dont les activités de surveillance ont souvent laissé à désirer. En réaction, le gouvernement Blair envisage d'introduire des modes de régulation à l'américaine, favorisant et veillant à la concurrence, mais qui tiendraient compte de critères nouveaux, comme par exemple le bien-être écologique des générations futures.

Quelques pincées de moralisme sont l'une des réponses idéologiques du New Labour au postmodernisme inauguré par l'ère Thatcher. En effet les Britanniques, mises à part quelques minorités à droite et à gauche, considèrent comme tout à fait légitimes les ressorts de l'individualisme, la recherche du profit et la dynamique des marchés. Pour eux, la globalisation des technologies et des économies s'impose comme une réalité. Le New Labour apporte à ces représentations quelques correctifs. Les citoyens possèdent des droits mais aussi, répète Tony Blair, des obligations, comme celle de la solidarité.

Ce diagnostic engage le New Labour dans une bataille des idées aux facettes multiples. Les problèmes collectifs subissent une transformation en accord avec l'esprit du temps individualiste, même si les convictions personnelles de Tony Blair sont empreintes de communautarisme chrétien. L'éducation est la priorité du programme travailliste, mais le faire-valoir électoral souligne que l'objectif de la formation est de développer les atouts concurrentiels des individus sur les marchés du travail. Une autre stratégie reprend ou amplifie des valeurs populaires et communes

aux Tories et aux travaillistes : la sécurité, l'effort, la discipline, etc.

En contrepoint à cet « autoritarisme social », les nouveaux travaillistes entendent battre les thatchériens sur le terrain des libertés. Mais le libéralisme de Tony Blair est un libéralisme politique fondamentaliste, rejeté paradoxalement par les conservateurs mais proche des idéaux des Pères fondateurs de la démocratie en Amérique ! Transparence des activités gouvernementales et administratives (*Freedom of Information Bill*) ; extension des recours judiciaires vis-à-vis des pouvoirs, reconnaissance formelle des libertés civiles (*Bill of*

Rights) ; démocratisation des pouvoirs locaux et régionaux (avec la promesse d'Assemblées élues en Ecosse et au pays de Galles).

Des circonstances propices, comme l'usure du pouvoir conservateur, ont permis la victoire électorale des travaillistes. Mais l'intelligence du New Labour, et en première ligne de Tony Blair et de son équipe, ne serait-elle pas d'avoir pris au sérieux la belle expression « économie politique » et de ne pas en disjoindre les termes ? Le postmodernisme raisonnable n'ignore pas l'esprit des Lumières.

Jean-Gustave Padioleau

ESSEC

PROGRAMME DOCTORAL

Pour devenir professeur, chercheur, conseiller en gestion et économie d'entreprise

■ Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AIX-ESSEC ou autre université
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Économie

■ Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC
■ Durée des travaux : environ 3 ans
■ Possibilités de bourses de recherches significatives

Pré-recrutement possible en

■ DEA « Sciences de Gestion » IAE d'AIX-ESSEC ou Paris X-ESSEC-HEC
Diplôme requis : 2^{ème} cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion

Date limite des candidatures : 15 juin 1997

* Établissement de la CCIV Val d'Oise-Yvelines. Programme bénéficiant du soutien de la FNEGE (Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises). Groupe ESSEC, Établissements d'Enseignement Supérieur Privés. Association loi 1901. Affilié à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles Val d'Oise-Yvelines.

ESSEC Programme Doctoral*

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC
B.P. 105
95021 Cergy-Pontoise cedex

tél. 01 34 43 30 85
fax. 01 34 43 30 01

E-mail : dormeval@edu.essec.fr

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)							
Dernier mois connu	+0,9	-1,6	0	+3,7	-1,7	-0,1	+1,5
Cumul sur 12 mois	+6,6	+8,1	+4,7	+4,7	-2,6	+1,4	+3,5
Taux de chômage (en %)							
Dernier mois connu	4,9	3,2	11,2	12,8	12,4	6,1	9,6
Un an avant	5,5	3,2	10,2	12,3	12,2	7,8	9,5
Indice des prix (en %)							
Dernier mois connu	+0,1	+0,1	0	0	+0,1	+0,3	+0,2
Sur 12 mois	+2,7	+0,5	+1,4	+0,9	+1,7	+2,7	+2
Solde commercial (en milliards)							
Dernier mois connu (monnaies nationales)	-16,9	+448,2	+10	+11,4	+5 200,5	-0,8	+2,2
Cumul sur 12 mois (monnaies nationales)	-175,1	+6 478,7	+99,9	+104,1	+68 207,1	-10,9	+34,1
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-175,1	+57,7	+65,2	+20	+44,1	-17,1	+25
Croissance du PIB (en %)							
4 ^e trimestre 1996 (rythme annuel)	+5,6	+3,9	+0,3	+0,7	-0,9	+4,7	+2,9
Sur 12 mois	+4,0	+3,1	+2,2	+2	+0,1	+2,6	+2,3
Solde des paiements courants en % du PIB							
1996 (estimations OCDE)	-2,1	+1,4	-0,7	+1,3	+3,5	-0,1	0
Déficit public en % du PIB							
1997 (prévisions OCDE)	-1,8	-2,6	-3,4	-3,2	-3,7	-3,7	-1,5
1996 (estimations OCDE)	-1,6	-4,1	-4,1	-4,1	-6,7	-4,8	-2,7
Dettes publiques en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	55,1	124,4	56,1	100,5

UNE REPRISE MODESTE, MAIS AUX FONDEMENTS SOLIDES

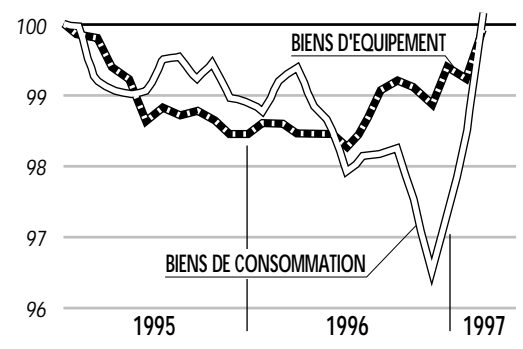
A partir du printemps 1996, les industriels français sont redevenus plus optimistes sur leurs perspectives personnelles de production, puis sur les perspectives générales. Mais la progression effective de la production industrielle s'est révélée décevante.

L'année 1997 apparaît plus prometteuse, comme l'a suggéré le rebond sensible (+3,7 %) de l'activité manufacturière en février. Mais l'optimisme à moyen terme repose aussi, et surtout, sur l'évolution sectorielle de l'activité en fin de période. La production a été soutenue par le redressement de la demande finale (biens de consommation et biens d'équipement), ce qui laisse augurer d'une augmentation de la demande de biens intermédiaires au cours des prochains mois, puisque le comportement de stockage est resté extrêmement prudent jusqu'à présent. La reprise a d'abord été modeste. De ce fait, elle a déçu. Mais en contrepartie, ses fondements sont solides, contrairement à ceux de certaines reprises techniques du passé.

En collaboration avec le groupe Crédit national-BFCE.

Production industrielle

base 100= janvier 1995 (moyenne mobile sur 3 mois)



Source : Datastream

À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs courants)	SMIC horaire (en francs)	Population active	Nombre de chômeurs
7 675	37,91	25 590 000	3 087 500

Mauvaise configuration économique pour un scrutin anticipé

L'incidence de la conjoncture économique sur les résultats des élections nationales a souvent été évoquée, particulièrement aux Etats-Unis. En 1992, l'économie a joué contre George Bush : l'amélioration qui se dessinait à la fin de son mandat a été ressentie un peu trop tard pour qu'il puisse en profiter. En 1996, la santé éclatante de l'économie américaine n'a pas peu contribué à la réélection du président Clinton.

Bien sûr, de nombreuses autres données interviennent : facteurs personnels, situation sociale, jugement sur la politique menée dans d'autres domaines, usure du pouvoir, contenu des programmes. Le chancelier Kohl a été réélu à plusieurs reprises dans des conjonctures différentes, et la baisse du chômage n'a pas empêché la déroute récente des conservateurs britanniques.

L'influence des conditions économiques sur l'orientation des votes, si elle n'est pas toujours décisive, n'en est pas moins réelle et a été mise en évidence par toutes les études réalisées, tant en France qu'à l'étranger, depuis vingt ans. Les électeurs ont tendance à voter contre le gouvernement sortant lorsque l'évolution est mauvaise ; ils sont enclins à reconduire la majorité (ou le président) dans le cas contraire. Ce comportement est même plus net dans un pays comme la France où l'on surestime généralement la capacité des gouvernants à résoudre rapidement les problèmes économiques et où on les tient pour largement responsables de la situation.

Les mêmes études ont également fait ressortir l'importance des variables. Sans surprise, les électeurs sont surtout sensibles à la situation de l'emploi, à l'évolution de leur niveau de vie, au ryth-

▼ France
Les électeurs sont sensibles à la situation de l'emploi et à l'évolution de leur niveau de vie

me de l'inflation (du moins jusqu'au milieu des années 80). Mais d'autres variables jouent un rôle, comme le solde des administrations publiques ou les prélèvements obligatoires.

La compilation de ces données révèle que l'électeur est en fait peu apte à apprécier la « performance » d'un gouvernement ; il distingue mal, voire pas du tout, ce qui est directement imputable à l'équipe en place de l'effet des politiques passées ou de la conjoncture internationale. Il a tendance à juger la situation économique dans l'absolu. Il y a donc, dans la formation de l'opinion, des éléments indépendants de l'action des gouvernants, qui peuvent influencer en positif ou en négatif.

Un autre enseignement est que l'électeur a la mémoire relativement longue : son jugement ne se fonde pas seulement sur l'évolution des derniers mois, mais aussi sur ce qui s'est passé il y a un ou deux ans, voire davantage. A la veille des élections législatives françaises, il nous a paru intéressant de revenir sur les scrutins passés pour examiner quelles étaient alors les conditions économiques et dans quel sens elles ont influencé le vote des électeurs.

Le tableau ci-contre rappelle les évolutions de trois variables objectives : le taux de chômage, le pouvoir d'achat du revenu disponible

(après impôts) et le taux des prélèvements obligatoires. N'a été retenue que la dernière donnée connue au moment de l'élection (donnée mensuelle pour le chômage, annuelle pour les deux autres indicateurs), accompagnée des variations sur un an et sur deux ans.

Précisons, en outre, que ces trois variables ne sont pas indépendantes – le revenu dépend par exemple de l'emploi et des prélèvements – et qu'elles ont été complétées par une variable « subjective », l'indice de confiance des consommateurs, qui synthétise les opinions des ménages sur leur situation financière, leur niveau de vie, la situation de l'emploi. Cet indicateur est traditionnellement bien corrélé avec la cote de popularité du premier ministre.

L'élection présidentielle de 1981 est intervenue dans un contexte difficile : sur le plan international, une récession consécutive au deuxième choc pétrolier avait touché la France dès le printemps 1980, entraînant une forte augmentation du chômage. Sur le plan intérieur, le pouvoir d'achat était stagnant, en raison de l'accélération de l'inflation et surtout de la hausse des prélèvements obligatoires.

Les législatives de 1986 inaugurent un début d'amélioration après une période très difficile, marquée d'abord par le « plan de rigueur » de mars 1983, puis par les restructurations industrielles de 1984. En cette veille d'élection, le pouvoir d'achat a diminué deux années de suite, en 1983 et en 1984, et le chômage a beaucoup augmenté. Mais à partir du printemps 1985, la situation commence à s'améliorer : stabilisation du chômage, très net ralentissement de l'inflation, reprise du pouvoir d'achat. Un redressement qui se

Date des élections	Mai 1981	Mars 1986	Mai 1988	Mars 1993	Mai 1995	Mai 1997
Taux de chômage						
Niveau du dernier mois connu avant l'élection	7,2	10,2	10,1	11,0	11,7	12,8
Variation sur les douze derniers mois (1)	+0,9	-0,1	-0,6	+1,0	-0,8	+0,5
Variation sur les vingt-quatre derniers mois	+1,4	+1,0	-0,2	+2,1	+0,5	+1,2
Variation du chômage en milliers sur douze mois		-25	-155	+250	-192	+145
Pouvoir d'achat du revenu disponible						
Variation l'année précédant l'élection	-0,1	1,6	0,3	1,9	0,8	0,1
Variation sur les deux dernières années	1,0	1,0	2,7	4,0	1,4	2,9
Taux des prélèvements obligatoires						
Niveau l'année précédant les élections	41,7	44,5	44,5	43,7	44,1	45,7
Variation sur un an	0,2	-0,1	+0,5	-0,2	+0,2	+1,2
Variation sur deux ans	1,7	+0,9	0	0	+0,4	+1,6
Indice de confiance des consommateurs	n.d.	-15	-17	-32	-21	-32

(1) Un point de chômage représente environ 250 000 chômeurs.

Sources : taux de chômage au sens du BIT, source Insee ; pouvoir d'achat et prélèvements obligatoires, comptes de la nation (1996) ; indice de confiance, Insee.

révèle trop tardif (ou les élections trop précoces) pour le gouvernement Fabius. La majorité sortante est battue, après avoir toutefois remonté une partie de son handicap au cours des derniers mois.

L'élection présidentielle de 1988 intervient après deux années de cohabitation. La croissance est repartie, mais on n'en prendra conscience qu'avec retard. Le chômage a diminué, mais le pouvoir d'achat est demeuré médiocre et les prélèvements ont augmenté. Dans cette situation contrastée, le président Mitterrand est facilement réélu. Quelle aura été l'influence des conditions économiques sur le scrutin ? Il semble que les facteurs personnels ont

joué le rôle le plus important dans cette élection.

Le contexte des législatives de 1993 est le pire qu'on puisse imaginer pour un gouvernement : après déjà deux années de croissance lente, la France, comme toute l'Europe continentale, vient d'entrer dans une profonde récession à la rentrée 1992. La production a chuté brutalement dans les six mois précédant les élections, et 170 000 chômeurs de plus pointent à l'ANPE. Bien sûr, l'usure du pouvoir socialiste a joué son rôle, mais il ne fait pas de doute que les conditions économiques ont contribué à aggraver la défaite des sortants. En 1995, comme en 1988, l'élection présidentielle vient au terme d'une

période de cohabitation. Les résultats économiques récents – reprise de la croissance (2,6 % en 1994) et baisse sensible du chômage – sont perçus favorablement par les ménages et portés au crédit du gouvernement (et plus généralement de la majorité RPR-UDF).

Comment la situation se présente-t-elle en 1997 ? A priori pas très bien. La configuration actuelle présente des caractéristiques qui ont pénalisé les sortants dans le passé : stagnation du pouvoir d'achat, augmentation du chômage (+0,5 point en un an, soit +145 000, +1,2 point sur deux ans, soit +318 000) et surtout augmentation considérable des prélèvements obligatoires (+1,2 point en 1996, +1,6 point en deux ans). En cohérence avec ces évolutions, l'indicateur résumé des opinions des ménages (« indice de confiance »), malgré un léger redressement depuis six mois, reste très bas : il se situe au même niveau qu'à la veille des élections de 1993. En somme, les variables qui comptent pour une élection ne sont pas bien orientées.

Sur la base des seules données économiques, la décision d'anticiper les élections apparaît paradoxale. Elle place vraisemblablement le gouvernement en position plus défavorable qu'il ne l'aurait été dans un an. En effet, la plupart des prévisionnistes sont plus optimistes pour la seconde moitié de 1997, tant pour la croissance que pour l'emploi. De deux choses l'une : ou bien le président ne croit pas à cette amélioration prochaine, ou, plus probablement, les raisons politiques ont dominé toute considération économique dans la décision de dissoudre l'Assemblée.

François Monier
Economiste

UN CHIFFRE

3 à 10

milliards de livres

LE COÛT DU PROGRAMME BRITANNIQUE D'AIDE À L'EMPLOI DES JEUNES

Le programme britannique d'aide à l'emploi des jeunes est l'un des principaux projets du gouvernement travailliste de Tony Blair qui doit permettre l'embauche de 250 000 jeunes chômeurs. Il doit être financé par une taxe sur les bénéfices exceptionnels des services publics privatisés. Cette taxe, vigoureusement contestée, jeudi 15 mai, par British Telecom et BAA, la société gestionnaire des aéroports britanniques, doit s'appliquer en principe aux anciens services publics ayant bénéficié de conditions jugées trop favorables depuis leur privatisation (monopole par exemple) ou qui ont été cédées à un prix trop faible.

Le gouvernement n'a pas encore précisé quelles entreprises devront payer cette taxe ni le mode de calcul qui sera utilisé. Les milieux financiers estiment que le produit de la taxe peut varier de 3 à 10 milliards de livres (entre 28 et 94 milliards de francs).

Le développement anarchique de l'automobile en Côte-d'Ivoire

ABIDJAN

de notre correspondant

Un break Peugeot bondé de voyageurs, de valises et de ballots de marchandises, qui se traîne sur une mauvaise piste. Cet archétype du voyage automobile en Afrique subsaharienne reste vrai dans bien des pays, particulièrement dans le Sahel. Mais on voit aussi des cars à air conditionné sillonner les routes de Côte d'Ivoire, des 4x4 flambant neufs sur les avenues de Dakar, des semi-remorques turbo transporter des équipements industriels des ports du golfe de Guinée aux capitales de l'intérieur des terres.

La reprise du marché du neuf, l'explosion de celui de l'occasion, la croissance des échanges régionaux forcent l'Afrique à faire l'apprentissage accéléré de la civilisation automobile. Mais le coût de cette transition est lourd : la faiblesse de l'Etat de droit permet tous les manquements aux règles de sécurité, de respect de l'environnement. Et, dans bien des pays, le développement des infrastructures ne suit pas celui du parc.

En 1996, les importations d'automobiles en Côte d'Ivoire ont augmenté de 180 %. Cette explosion, dans un pays dont la monnaie – le franc CFA – a été dévaluée de 50 % en janvier 1994, peut paraître suprenante. Le marché du neuf n'a crû que de 2,1 %, selon l'hebdomadaire *Marchés tropicaux*. Les marques françaises, au

▼ Afrique de l'Ouest

Le parc s'enrichit surtout de véhicules d'occasion. Les marques françaises sont en recul

premier rang desquelles Peugeot, voient leur part de marché reculer face à l'offensive japonaise et sud-coréenne. Hyundai, Isuzu ou Daewoo s'implantent sur tous les segments, du minibus au 4x4.

Il faudra encore quelques années de croissance forte pour que la voiture neuve redevenue une perspective réaliste pour un cadre supérieur ivoirien ou sénégalais. Pour l'instant, la croissance du parc (qui a atteint 205 000 véhicules en avril 1997) peut être attribuée presque exclusivement au développement du marché de l'occasion.

Après d'autres pays du golfe de Guinée, le Bénin ou le Togo, la Côte d'Ivoire a assoupli sa réglementation en matière d'importation de véhicules d'occasion. Auparavant soumise à une autorisation préalable et frappée de droits de douane d'environ 100 %, l'entrée de véhicules usagés est désormais conditionnée à un simple contrôle technique à l'arrivée et les droits ont été ramenés à

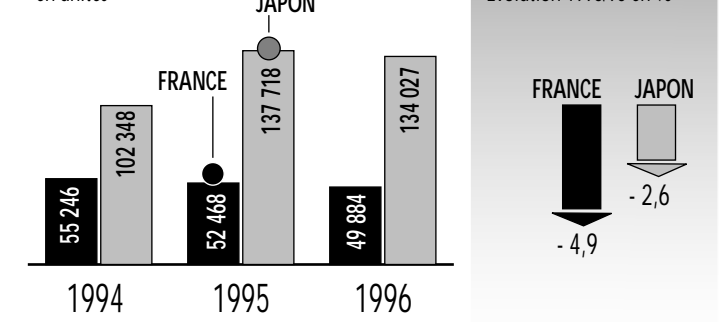
41,2 %. Comme l'explique un responsable du ministère des transports, cette libéralisation était une réponse à la dévaluation. « Le plus petit modèle neuf, une Renault 4, coûte 9 millions de francs CFA [90 000 francs], c'est inabordable pour l'immense majorité des Ivoiriens. Alors qu'avec les occasions on peut trouver une voiture pour 1,5 million. »

Appliquées dès 1996 aux voitures particulières, ces mesures viennent d'être étendues aux utilitaires. En théorie, le contrôle technique est rigoureux. Mais de l'aveu même du ministère des transports, il existe déjà des filières de faux certificats de contrôle technique. D'autres combines ont cours, comme la location de pneumatiques neufs le temps du contrôle.

On peut sourire de ce folklore, mais il a un coût. Les véhicules d'occasion – qui viennent souvent du Benelux ou d'Allemagne – auraient été retirés de la circulation si ils étaient restés en Europe. Ce sont les usagers qui font les frais de ce trafic lucratif pour les exportateurs. Comme l'explique l'un des principaux importateurs de pièces détachées en Côte d'Ivoire : « Même si ces véhicules, et particulièrement ceux de transport en commun, sont vieux, ils ont des moteurs très puissants, capables d'aller très vite, trop vite pour les routes africaines. En plus, le moteur a une espérance de vie supérieure à celle des freins ou des pneumatiques, que les transporteurs rechignent à rem-

▼ Exportations automobiles en Afrique

en unités



Source : CCFA et JAMA

placer par des pièces d'origine, en raison du coût. » Chaque semaine, on apprend qu'un minibus ou un car a quitté la route à plus de 100 km/h, tuant quantités de passagers.

Et pourtant, les transporteurs viennent de se mettre en grève pour protester contre le projet d'imposer des limiteurs de vitesse sur les cars interurbains. « Ils se livrent à une guerre des tarifs qui les ruine », explique un fonctionnaire. Pour aller d'Abidjan à Korogho, 800 kilomètres, il n'en coûte que 4000 francs CFA. Pour la rentabilité, la seule variable est la vitesse qui permet d'augmenter le nombre des rotations. »

Dans le domaine du transport des marchandises, c'est la surcharge qui est le plus souvent en cause. Le poids à l'essieu dépasse

les limites réglementaires, ce qui provoque une dégradation accélérée des 5 000 kilomètres de routes bitumées dont s'enorgueillit la Côte d'Ivoire. Enfin, dans les grands centres urbains, la pollution automobile – accentuée par les conditions climatiques – atteint des niveaux inquiétants pour la santé des populations.

Dans le domaine de l'automobile comme dans d'autres, la capacité des pays africains à absorber le choc de la modernité dépendra en grande partie des Etats. Si ceux-ci prennent enfin les moyens de faire appliquer les réglementations en matière de sécurité ou d'environnement, l'économie africaine profitera de ce moyen privilégié de désenclavement.

Thomas Sotinel

LIVRES

Les bons outils de la redistribution

par Martine Laronche

L'ÉCONOMIE DES INÉGALITÉS

de Thomas Piketty

La Découverte, « Repères », 128 p., 49 F.

Comment corriger les inégalités ? La question n'en finit pas d'alimenter le débat politique. Elle est au cœur de la campagne électorale. Son corollaire, la redistribution, a défini traditionnellement une ligne de fracture entre la droite et la gauche. Le Parti socialiste prône une redistribution du pouvoir d'achat en faveur des salariés au travers d'une nouvelle « cotisation sociale généralisée » sur tous les revenus. La droite promet une cure d'amaigrissement de l'Etat et moins d'impôts. L'une comme l'autre prétendent lutter contre la fracture sociale. Le livre de Thomas Piketty, économiste, directeur de recherches au CNRS et chercheur au Cepremap (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification), arrive à point pour éclairer le débat.

Depuis la révolution industrielle, la question de l'inégalité sociale et de la redistribution est d'abord posée en termes d'opposition entre capital et travail. Surprise : depuis 1920, la répartition de la valeur ajoutée n'a guère variée dans la plupart des pays industrialisés, avec un tiers pour le capital et deux tiers pour le travail. L'auteur en déduit que les cotisations patronales n'ont pas été vraiment payées par les patrons, mais répercutées sur les prix ou sur les salaires. Les systèmes modernes de protection sociale, qui ont été fondés sur l'idée d'un partage des dépenses sociales entre capitalistes et travailleurs, n'auraient donc effectué « aucune redistribution du capital vers le travail ».

Dans la période récente, la part du capital dans la valeur ajoutée a augmenté substantiellement en France où elle est passée d'environ 28 % en 1981 à 39,7 % en 1995. En revanche, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la part des profits est restée stable depuis une quinzaine d'années. Comment interpréter ces évolutions ? Dans le débat actuel, la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée, en France, est souvent perçue comme une des causes des problèmes économiques. Thomas Piketty y voit pour sa part un symptôme. Les Etats-Unis ont créé plus de 25 % d'emplois entre 1983 et 1996, ce qui a contribué à augmenter leur masse salariale alors que celle-ci stagnait dans les pays où l'emploi stagnait aussi...

Comment obtenir une répartition plus juste de la richesse ? L'économiste du Cepremap estime que seule la taxation des revenus du capital permet une véritable redistribution. Une solution qui présente des limites dans la mesure où elle risque de pousser l'épargne et l'investissement vers des Etats plus accommodants. Le manque de coordination fiscale entre les différents pays membres de l'Union explique en grande partie pourquoi l'imposition des revenus du capital y a été sensiblement allégée pendant les années 80 et 90. « Seul le fédéralisme fiscal, c'est-à-dire la taxation du capital au niveau géographique et politique le plus large possible, permettrait de mettre en place la redistribution capital/travail optimale du point de vue de la justice sociale », estime l'auteur.

Mais le vrai enjeu des inégalités aujourd'hui ne serait plus tant entre les profits et les salaires qu'au sein même des revenus du travail. Les écarts de revenus se sont aggravés depuis les années 70, principalement dans les pays anglo-saxons. « (...) Il ne s'agit plus de savoir s'il faut abolir la propriété privée du capital, taxer les profits ou redistribuer le patrimoine. Les outils adaptés à l'inégalité des revenus du travail ont d'autres noms : taxations des hauts salaires et transferts fiscaux pour les bas salaires, politique d'éducation et de formation, salaire minimal, lutte contre la discrimination de la part des employeurs, grilles de salaires, rôle des syndicats, etc. »

Quels sont les outils les plus efficaces pour redistribuer les salaires ? Thomas Piketty considère la fiscalité – taxation des salaires élevés au profit des bas salaires – comme nettement supérieure à la redistribution directe – salaire minimal élevé et salaire maximal faible. Cette formule a l'avantage de séparer le prix payé par les entreprises du prix payé par les salariés. Car les chefs d'entreprise utilisent moins de travail faiblement qualifié (relativement au travail qualifié) quand son coût augmente. Quelle est l'ampleur de la redistribution entre les salaires les plus faibles et les plus élevés dans les pays occidentaux ? Nulle, estime l'auteur à partir d'une analyse des taux moyens et des taux marginaux effectifs d'imposition ; « Les pays où les inégalités de revenus sont faibles sont les pays où l'inégalité des salaires est faible, et inversement (...) » L'argent prélevé sert à financer les dépenses traditionnelles (équipement, justice, défense...) et surtout les transferts en direction des chômeurs, les dépenses d'éducation, les retraites et les dépenses de santé.

A travers l'histoire, les grandes redistributions fiscales sont rares et prennent généralement la forme de dépenses sociales. En France, si l'assurance-maladie apparaît comme un outil efficace de réduction des inégalités, il n'en va pas de même pour les retraites. On pourrait penser que le système est neutre : chacun cotise proportionnellement à son revenu et touche ensuite une retraite, elle-même proportionnelle. « En réalité l'inégalité fondamentale face à la retraite est l'inégalité des espérances de vie », rappelle Thomas Piketty. Les ouvriers dont l'espérance de vie est plus faible financent, en quelque sorte, la retraite des cadres supérieurs...

PARUTIONS

● **LA PENSÉE ÉCONOMIQUE MODERNE**, de Brian Snowdon, Howard Vane et Peter Wyncarczyk. Principalement destiné aux étudiants, l'ouvrage présente les grands courants de pensée qui ont jalonné l'histoire économique, de Keynes à nos jours. Chaque chapitre est illustré par d'intéressants entretiens avec des économistes de renom (Robert Barro, James Tobin, Robert Lucas, Edmond Malinvaud, Milton Friedman, etc.). Les différentes écoles de pensée économique sont jugées à l'aune de leur capacité à expliquer la situation et à en déduire des recommandations. Dominant jusqu'aux années 70, le système keynésien a buté sur le phénomène de la stagflation et a cédé la place à une multitude d'écoles concurrentes. Des nouveaux classiques aux nouveaux keynésiens, les économistes ont aujourd'hui plus de sujets de désaccord que de points de convergence. Cette richesse du débat est un bon signe : « Nous vivons des temps intellectuellement prospères pour la macro-économie », se félicitent les auteurs (Ediscience international, 497 p., 125 F).

● **MONDIOSCOPIE, BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU MONDE 1973-1996**, d'Alain Gélédan. Au moment où l'Europe s'interroge sur les bienfaits de la mondialisation, ce livre revisite, année après année, le dernier quart de siècle. S'appuyant sur la documentation du journal *Le Monde*, Alain Gélédan, professeur de sciences économiques, propose une lecture de l'économie mondiale par grandes périodes : chocs et crises (1973-1980), nouvelle donne (1981-1985), euphorie financière (1986-1989), ruptures politiques (1990-1993), reprises et déceptions (1994-1996). Une somme utile (*Le Monde* Editions-Marabout, 440 p., 98 F).

Le Hamster et le Prisonnier, paraboles pour une économie mondiale

par Isabelle Grunberg

Les habitués des salles de sport connaissent bien cet instrument qui permet de courir sur une surface roulante, tout en faisant du sur-place. Aux Etats-Unis, il a inspiré une analogie parlante : la *treadmill economy*, soit l'envers du décor de la croissance américaine (5,6 % en 1997 avec un chômage à 4,9 %). Le *treadmill* est une économie où l'on doit constamment travailler plus pour maintenir son niveau de vie. Cette détérioration qualitative du travail aux Etats-Unis, ou en Grande-Bretagne, a pour équivalent un nombre élevé de chômeurs dans les pays où le marché du travail est plus encadré. Pour sortir du chômage, les Européens doivent-ils instaurer ce que l'on pourrait appeler une « économie du hamster » ? Et si le dilemme entre le chômage européen et la dégradation des conditions de travail à l'américaine n'était pas une fatalité ? La question mérite d'autant plus d'être posée que cette double dégradation – quantitative en Europe, qualitative aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne – a une cause commune : la baisse de la demande mondiale de travailleurs à prix constants. D'où provient cette baisse ? De l'automatisation des processus de production, qui diminuerait le besoin de main-d'œuvre, ou de l'entrée sur le marché de la main-d'œuvre à bas prix des pays en développement. En réalité, aucune des ces explications ne semble satisfaisante. L'automatisation des processus de production devrait augmenter la productivité, donc les revenus, donc la demande effective et stimuler le développement de nouvelles activités, lesquelles créeraient de nouveaux emplois, productifs et bien rémunérés.

Idem pour la mondialisation : l'augmentation des revenus des travailleurs des nouveaux pays industriels devrait stimuler la demande de biens et de services, provoquant une demande renouvelée de travailleurs, au Nord comme au Sud, pour fournir ces biens et ces services. Les produits bon marché du Sud devraient augmenter le pouvoir d'achat réel des travailleurs du Nord, et aboutir aux mêmes effets. Pourquoi ce mécanisme a-t-il déraillé ?

Si l'on examine plus en détail le scénario positif qu'offre la théorie, on s'aperçoit qu'il repose presque entièrement sur des variables macroéconomiques. Les effets « destructeurs » de la concurrence, étrangère ou technologique, doivent en principe être compensés par des effets dynamiques d'augmentation de la demande et de croissance des revenus. Les secteurs en déclin doivent être relayés par l'émergence de nouvelles activités, de nouveaux marchés.

Une augmentation nette du chômage pourrait indiquer que ces effets dynamiques tardent à se faire sentir. Et, de fait, les marchés européens sont anémiques après des années d'austérité. Aux Etats-Unis, la confiance des consommateurs est sapée par l'insécurité de l'emploi. Les pays du Sud-Est asiatique, considérés comme les « sauveurs » de la croissance mondiale, produisent plus de biens qu'ils n'en peuvent absorber. Face à des marchés exté-

rieurs en contraction, ils connaissent l'un après l'autre une chute de leur balance commerciale, à laquelle ils répondent par une cure d'austérité, réduisant encore la demande effective adressée aux autres parties du monde. L'austérité est donc un boomerang qui, dans les économies ouvertes des années 1990, rebondit aux quatre coins du monde. Et pourtant, c'est l'instrument rêvé, à court terme, pour redresser sa balance commerciale et gagner des parts de marché, car qui dit faible demande interne, dit prix modérés, donc compétitifs sur le marché mondial. Pourquoi cette politique ne semble-t-elle pas avoir porté ses fruits ?

Les ennuis commencent lorsque cette bonne recette est adoptée par tous les pays du monde, de l'Europe de l'Ouest aux pays anciennement communistes, en passant par les pays en développement soumis depuis les années 80 aux politiques d'ajustement structurel. Les autorités restreignent délibérément leur demande interne et tablent sur la demande externe pour maintenir leur croissance ou sortir de la crise comme en Allemagne et en France. Mais si tous compriment leur demande interne tout en comptant sur les marchés des autres, qui va absorber le surplus d'exportations ? Cette saturation progressive du marché mondial se manifeste actuellement par une chute des prix des principaux produits industriels.

Si tous les pays compriment leur demande interne, qui va absorber le surplus d'exportations ?

Face à une demande nationale et mondiale en perte de vitesse, les bénéfices des entreprises réalisés sur la compression des coûts du travail ne seront pas investis dans la production de biens et de services supplémentaires. Pire, l'investissement sera « défensif » ; il consistera à racheter des rivaux, à consolider ses opérations, à réduire ses coûts de production, par exemple par les licenciements ou le recours à la sous-traitance.

L'attitude des Etats face aux contraintes de la compétitivité externe rappelle le dilemme bien connu du prisonnier. Deux complices d'un cambriolage sont incarcérés séparément, avant d'avoir pu bâtir leur système de défense. Interrogé, chacun d'eux pourrât nier, et ils auraient alors des chances d'être relâchés, faute de preuves. Mais nier alors que l'autre a avoué peut coûter très cher, car on n'aura pas coopéré à l'enquête. Le manque de communication aboutira donc à des accusations mutuelles, cette stratégie étant seule en mesure de minimiser les risques de chacun dans un contexte d'incertitude sur le comportement de l'autre.

Dans le cas des Etats, le manque de coopération aboutit à un résultat minimal pour les parties en présence. Pour sortir du chômage ou de

la dégradation des conditions de travail, les Etats devraient reconnaître leur interdépendance et se garantir mutuellement un taux de croissance minimal de leur demande interne. Ils le font déjà au plan de l'ouverture commerciale. Le « dilemme du protectionnisme » est en tous points comparable au « dilemme de l'austérité » : c'est une stratégie gagnante, sauf si tous les autres deviennent protectionnistes. La reconnaissance de cette nécessaire coordination des politiques commerciales a donné lieu à un considérable appareil institutionnel, et à d'énormes dépenses d'énergie politique depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pour ce qui est de la coordination des politiques macroéconomiques, au contraire, il faut habituellement se contenter d'une allusion au détour d'un communiqué du G7.

Que conclure de cette analyse ? Que l'économie du *treadmill* et le chômage en Europe posent le problème de la disjonction entre une économie mondiale et des gouvernements qui agissent isolément. Le « dilemme de l'austérité » surgit de cette distorsion entre un secteur privé mondial et un secteur public fractionné entre Etats et sans cohérence. Si l'on souhaite conserver les bénéfices de l'ouverture économique, il faut donc intensifier la coordination des politiques économiques, et plus particulièrement des politiques de croissance.

Le principal argument que l'on oppose à la coordination des politiques macroéconomiques est sa difficulté de mise en place, le manque de volonté politique. Mais les négociations et traités en vue de la libéralisation des échanges commerciaux devraient inciter à l'optimisme. D'autre part, la politique sociale, le plein-emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, ne doivent plus être envisagés comme relevant exclusivement de l'action nationale. Pour être efficace, cette politique doit s'exercer en priorité sur la scène externe. La politique extérieure entrerait alors dans sa « troisième » phase : après l'écroulement de la menace stratégique à l'Est, l'action externe des Etats s'est tournée vers la « guerre commerciale », la quête de parts du marché mondial. La sécurité, envisagée dans une dimension militaire, a pris une dimension économique.

Mais, à cette guerre économique, il pourrait bien y avoir plus de perdants que de gagnants, si la taille du marché mondial ne s'agrandit pas. Et surtout, les menaces viennent de plus en plus de l'intérieur même de la société, du sécessionnisme, du fondamentalisme, de l'extrémisme. Gagner des parts de marché ne suffit pas à répondre aux besoins sociaux qui s'expriment dans ces turbulences. Pour les sociétés menacées de dislocation par le chômage ou l'accroissement des inégalités, il faut une diplomatie qui s'adapte intelligemment à la mondialisation de l'économie, une diplomatie qui place l'être humain et l'équilibre des sociétés au centre de l'action internationale.

Isabelle Grunberg est économiste principale au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Davantage d'Europe dans nos législations

par Nicolas Cuzacq

Il faut que l'action politique monte en puissance pendant les cinq années qui viennent », a affirmé le président de la République, le 21 avril dernier, lors de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale. Pourtant, certains Français, amers devant l'incapacité des partis traditionnels à éradiquer le chômage et les inégalités, cèdent au découragement, voire à l'extrémisme. Pourquoi voter pour des hommes politiques qui semblent assujettis à la dictature de l'économie ? A terme, l'esprit civique, le lien social et l'ordre public semblent menacés. Comment éviter ce scénario catastrophe ?

Commençons par en analyser les causes. Dans les années 80, la grande majorité des Etats a accepté le principe de la libre circulation des capitaux. La concurrence entre les offreurs de capitaux devait engendrer une baisse des taux d'intérêt ; finalement, la concurrence entre les demandeurs de capitaux a non seulement augmenté les taux d'intérêt, mais également limité la souveraineté des Etats. En France notamment, les détenteurs d'un capital substantiel, en menaçant de transférer leur épargne à l'étranger, ont obtenu des avantages fiscaux exorbitants. Les recettes fiscales provenant de l'imposition des capitaux mobiliers sont passées de 3,2 % des recettes totales en 1984 à 1,4 % en 1993 ! Plus généralement, le rapport La Martinière rappelle que « les revenus de la propriété ont été caractérisés par une croissance forte, passant de moins de 10 % du revenu brut des ménages en 1980 à 13 % en 1993. Or les mesures prises en faveur de l'épargne ont ramené la taxation effective totale du patrimoine financier de 19,6 % en 1986 à 11,6 % en 1993 ».

Il suffit de rappeler que 10 % des ménages détiennent 50 % du patrimoine pour comprendre que cette évolution a profité à une oligarchie financière. Le poids de la solidarité a surtout pesé sur la classe moyenne. Certains, au nom de la lourde imposition, dénigrent les dépenses publiques. C'est oublier que le taux de prélève-

ments obligatoires de la France n'est pas excessif au regard des revenus de transfert et des services publics proposés ; le vrai problème est la répartition inéquitable des charges publiques, engendrée par la libre circulation des capitaux. Celle-ci permet aussi aux entreprises de rogner les acquis sociaux en menaçant de délocaliser leur production. Enfin, elle engendre à terme une paupérisation relative des Etats, privés de certaines recettes fiscales.

Le dumping fiscal et social pour attirer les capitaux doit être éradiqué

Le rapport Ruding l'a démontré en matière d'impôt sur les sociétés : de 1985 à 1991, le taux moyen de cet impôt a baissé de sept points, passant de 46,9 % à 40,1 % en Europe. Il apparaît donc très clairement que la concurrence entre les systèmes sociaux et fiscaux aboutit à une harmonisation par le bas. Avoir accepté la libre circulation des capitaux sans une harmonisation, au moins minimum, des législations fiscales et sociales, notamment en Europe, constitue un contresens historique et la cause de nombreux maux de notre société. On peut même se demander si cette évolution n'a pas été orchestrée par l'oligarchie financière qui, à travers les siècles, a toujours cherché à s'exonérer de son devoir de solidarité à l'égard des plus démunis. Ce jeu non coopératif entre Etats aboutit à une véritable aberration : une paupérisation relative de l'administration publique et de nombreux citoyens, dans une société globalement plus riche. Comment y remédier ? A l'échelle européenne, les solutions existent, mais elles nécessitent du temps, une coopération entre Etats membres et un protectionnisme relatif et intelligent à l'égard du reste du

monde, notamment des Etats-Unis. En harmonisant, au moins partiellement, les législations fiscales et sociales européennes, on obtiendrait de nouvelles marges de manœuvre.

On pourrait, par exemple, augmenter l'imposition des revenus de l'épargne ou des bénéfices des sociétés, mais également instaurer une taxe sur les flux de capitaux comme l'a préconisé le prix Nobel d'économie Tobin. La réponse est donc principalement politique. Bien sûr, cela nécessite que les décisions fiscales et sociales soient prises à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité au conseil des ministres européens. C'est la seule solution pour éviter le comportement parasitaire de certains Etats, comme la Grande-Bretagne, qui profite des opportunités de l'Union européenne sans participer à l'effort d'harmonisation.

Malheureusement certains Etats, comme le démontrent les débats sur la conférence intergouvernementale (CIG), voient dans ce passage à la majorité une atteinte supplémentaire à leur souveraineté. C'est au contraire le seul moyen de la recouvrer. Est-il logique qu'un Etat comme le Luxembourg bloque de nombreuses décisions fiscales ? Avant de s'élargir, l'Union européenne doit impérativement régler ce problème de l'abus de minorité. La maison Europe est aujourd'hui bancal car elle est privée de pilier fiscal, social, voire politique. Il faut européeniser nos législations à l'heure où les économies sont depuis longtemps internationalisées. Créer l'euro est nécessaire, mais insuffisant. En plus du dumping monétaire (dévaluations compétitives), il faut également éradiquer le dumping fiscal et social (réduction des impôts et de la protection sociale pour attirer les capitaux). L'Europe pourrait ainsi présenter un modèle fondé sur une cohésion sociale retrouvée, des infrastructures de qualité, une main-d'œuvre qualifiée.

Nicolas Cuzacq est professeur agrégé à l'IUT de Paris-XII.

SPORTS Olivier de Kersauson a amélioré, lundi 19 mai, le record du tour du monde à la voile sans escale en équipage en rejoignant le cap Lizard, au large d'Ouessant, après

71 jours 14 heures 18 min et 8 s de navigation pour s'approprier le Trophée Jules-Verne à sa quatrième tentative. ● LE RECORD précédent appartenait au Néo-Zélandais Peter

Blake (74 jours 22 heures 17 min 22 s), qu'il avait établi en 1994. ● POUR FAIRE MIEUX, le marin breton a pris tous les risques : traversée tardive de l'Atlantique sud au milieu

des icebergs, remontée à risques de l'Atlantique nord en frôlant l'anticyclone des Açores. Cette performance est due aussi au routeur américain Bob Rice. ● PERSONNALITÉ souvent

contestée, l'« Amiral » Olivier de Kersauson poursuit également une carrière d'amuseur public qui lui a valu de sérieux déboires à l'époque de l'émission de télévision *Osons*.

Olivier de Kersauson établit un nouveau record du Tour du monde à la voile

Après quatre tentatives avortées, le marin breton, âgé de 52 ans, s'empare du Trophée Jules-Verne. Il est allé relativement moins vite que Peter Blake, mais il a pris une route plus courte dans les mers du Sud

BREST

de notre envoyé spécial

Rien n'aurait pu l'arrêter. Pas plus les glaces d'une banquise qui commençait à se refermer dans les mers du Sud au début de l'hiver austral que l'énorme anticyclone des Açores s'établissant au milieu de l'Atlantique pour prendre

VOILE

ses quartiers d'été. Les éléments n'y pouvaient rien. Olivier de Kersauson voulait tant cet insaisissable Trophée Jules-Verne portant record du Tour du monde à la voile en équipage sans escale qu'il a fini par se l'approprier. Et ils étaient plusieurs milliers à avoir fait le déplacement de Brest, lundi 19 mai – jour férié oblige –, pour accueillir l'« Amiral », enfin à quai.

Pourtant, il y a une semaine à peine, pendant trois jours, le maître de *Sport-Elec* semblait ne plus y croire. Plus un message vers la France n'était lancé des antennes radio du trimaran géant. En fait, le seul lien entre la mer et la terre était réservé aux informations venues de l'Etat du Maine. Aux Etats-Unis, Bob Rice, un des meilleurs météorologues du monde, celui qui avait conduit Peter Blake vers le record en 1994, cherchait une issue pour le bateau englué dans les calmes. Tout semblait perdu le 13 mai, lorsqu'une carte montrait *Sport-Elec* planté dans l'œil de l'anticyclone des Açores, à l'endroit exact où les vents faibles s'annulent entre eux.

Dans la nuit du 14, presque par miracle, *Sport-Elec* retrouvait de la vitesse et filait vers le nord-est, sur une route directe vers Brest. Le record restait possible. Avec ses nouvelles voiles de petit temps, le grand bateau s'était appuyé sur une faible brise, suffisante pour recréer son propre vent apparent, capable

de le faire filer à plus de 15 nœuds jusqu'à Ouessant. Une fois de plus, Olivier de Kersauson méritait ses galons de grand marin, gagnés aux côtés d'Eric Tabarly. Pour la troisième fois en deux mois, il avait réussi à se jouer des pièges de la mer. Pas plus les orages tropicaux le long des côtes du Brésil que la « kalmasse » du pot-au-noir n'avaient sérieusement entamé le capital conquis de haute lutte dans le Sud.

C'est dans ces mers glacées, qui avaient vu les naufrages de trois solitaires du dernier Vendée Globe, qu'Olivier de Kersauson et ses six équipiers ont construit leur succès. Et pourtant, eux aussi ont parlé de l'enfer. C'était le 7 avril : « Nous ve-

« Avons enfin dépassé Enza ! » Mais la course virtuelle avec le catamaran néo-zélandais ne peut pas faire oublier le danger. C'est un véritable slalom au milieu des icebergs : « Un homme à la barre, un autre sur le flotteur au vent avec le système de vision nocturne, un autre au radar. »

PRENDRE TOUS LES RISQUES

Au 47^e jour de mer, dont la moitié dans les mers du Sud, Olivier de Kersauson passe pour la cinquième fois de sa vie le cap Horn. *Sport-Elec* possède une journée et neuf heures d'avance sur *Enza*, deux jours au passage des îles Falkland. Reste à remonter l'Atlantique, là où Peter Blake avait bâti son record, avec une moyenne ré-

tenu pour la première fois en 1993 par Bruno Peyron. Parti en même temps du large d'Ouessant, avec seulement quatre équipiers, et arrivé moins de trois jours après *Enza*, Olivier de Kersauson n'avait jamais oublié ces 77 jours à la poursuite du catamaran néo-zélandais mené par huit marins.

Le record établi lundi 19 mai (71 jours 14 heures 18 minutes et 08 secondes) était sans doute au bout de la tentative de la dernière chance pour l'« Amiral ». Trop longtemps resté à terre, le Breton n'aurait pas pu continuer à entretenir son trimaran, un des trois grands multicoques des années 80 toujours armés. Et puis, le vieux marin de cinquante-deux ans avait déjà perdu beaucoup de sa crédibilité dans quatre tentatives avortées et une partie de son aura après son échec derrière *Enza*. En 1993, c'est un bloc de glace qui l'avait obligé à faire demi-tour au large du Cap. En 1994, c'était la défaite au goût amer derrière le grand Peter Blake. En janvier 1995, la tentative n'avait duré que 32 heures. Faux départ un mois plus tard, à cause d'une rencontre inopinée avec un tronçonneau d'arbre, et demi-tour après l'équateur quelques semaines plus tard.

Le 31 décembre 1996, *Sport-Elec* avait fêté la nuit de la Saint-Sylvestre au large de Brest. Mais le trimaran avait fait à nouveau demi-tour au large de l'Afrique du Sud après 17 jours de mer et déjà 1 200 milles de retard sur le tableau de marche d'*Enza*. On croyait l'« Amiral » condamné aux bouffonneries médiatiques. Et quand il était reparti le 8 mars, tout le monde a subodoré l'ultime coup de pub : « *Trop tard, trop risqué !* ». Jusqu'à cette folle traversée de l'Indien et du Pacifique. Plus personne ne sourit aujourd'hui. Olivier de Kersauson a retrouvé sa place parmi les grands marins.

Christophe de Chenay

Une « moyenne » moins élevée

Vainqueur du Trophée Jules-Verne, Olivier de Kersauson n'a pas été plus rapide que Peter Blake. *Sport-Elec* a en effet réalisé une moyenne inférieure de deux dixièmes de nœud environ à celle du Néo-Zélandais qui, en 1994, avait bouclé le tour du monde sur *Enza* à la cadence de 14,68 nœuds. En revanche, grâce au travail effectué par son routeur américain Bob Rice – celui-là même qui avait routé *Enza* –, et aux conditions météo rencontrées sur son chemin, *Sport-Elec* a parcouru environ 1 400 milles de moins que son prédécesseur au palmarès du Trophée.

nons d'y mettre les pieds sans se plaindre ou crier au secours. C'est la misère. » Malgré le froid et les tempêtes, *Sport-Elec* continue sur sa lancée, celle qui vient de lui permettre de battre le record entre l'équateur et Le Cap, et de refaire ainsi une partie des quatre jours de retard sur *Enza* accumulés entre le départ et le passage de l'équateur dans la descente de l'Atlantique.

Dans « l'océan fort, brutal et grandiose », *Sport-Elec* plonge vers le Sud, là où personne ne peut venir à son secours. Le trimaran descend de plus en plus bas dans les 60^e parallèles, où la route est plus courte. Et, le 12 avril, Olivier de Kersauson lâche un communiqué de victoire :

gulière de plus de 300 milles par jour. Pour l'équipage de *Sport-Elec*, il n'y a d'autres solutions en cette saison que de prendre tous les risques, c'est-à-dire toujours les routes les plus courtes, sous peine de perdre son avance dans les conditions anticycloniques qui s'installent sur l'Océan.

Olivier de Kersauson n'a donc eu d'yeux pendant plus de 70 jours que sur le tableau de marche d'*Enza*. En 1994, le catamaran consulté par le Néo-Zélandais Peter Blake associé à Britannique Robin Knox-Johnston avait privé le Français du Trophée Jules-Verne, créé pour célébrer le record des tours du monde en moins de 80 jours, et dé-

Amiral pour le pire comme pour le meilleur

ON AVAIT donc cru bien à tort qu'Olivier de Kersauson hésitait entre une lucrative carrière d'amuseur et son destin de marin. Ces quatre longues années, d'attente, de départ avortés en quête d'un Graal de plus en plus inaccessible, semblaient avoir laissé l'aristocrate en rade, à cinquante-deux ans. Echoué dans des studios de radio, sur des plateaux de télévision, il ne semblait certes pas dupe de ce rôle ambigu de « macho-facho-rigolo ».

Provocateur professionnel pour la galerie, le vrai-faux Celte, né dans la Sarthe le 20 juillet 1944, restait pourtant lui-même. On n'a pas été huit ans, de 1967 à 1975, second d'Eric Tabarly pour s'asseoir sur d'aussi glorieux souvenirs de navigation : cette victoire au Fastnet à la barre des Anglais et ces régates de légende aux côtés d'« ET » dans Sydney-Hobart et San-Francisco-Honolulu. Et puis ce record en solitaire en 1989 : plus de 125 jours sur un trimaran de 23 mètres pour un tour du monde de légende.

Alors Olivier de Kersauson joue le jeu d'un rôle qui lui permet d'entretenir son bateau et toute une équipe à terre. Il prend cependant parfois le temps de se justifier : « Etre amuseur sert aussi à quelque chose dans un monde où tant de gens triment en s'ennuyant. » Depuis presque vingt ans que Jacques Martin lui a permis de monnayer sa « libre-parole », il est devenu un fidèle des *Grosses têtes*. « C'est un phénomène, dit de lui Philippe Bouvard. Il retranscrit dans le délire du discours l'écriture automatique des surréalistes. »

Philippe Bouvard est fier de ce surmon de « l'Amiral » qu'il a si bien collé à la peau du Brestois : « Olivier de Kersauson n'est pas le même homme quand il parle de la mer. Il est dans un état second quand il évoque ses traversées. Il parle de la peur qui va jusqu'à

la prière. Il ne se sent pas bien sur la terre ferme, dans notre époque en général. Il aimerait pouvoir refuser toutes les règles de la société moderne. Il est resté aristocrate et ne fait certaines choses que contraint et forcé. Il estime que la société doit le faire vivre indépendamment de ce qu'il peut lui apporter. »

SOUTIEN LOGISTIQUE

Mais un jour la « grossièreté de bon aloi » que revendique l'amuseur a trouvé ses limites. Pour l'émission *Osons* de Patrick Sébastien, il est allé demander à Jean-Marie Le Pen de réagir sur un pastiche à tonalité raciste d'une chanson de Patrick Bruel. Sa complaisance devant le chef du Front national a fait tache dans un milieu qui n'aime guère les manières indépendantes et la grande gueule du Brestois. C'est du port d'attache d'Olivier de Kersauson que vient une manière de pardon. La ville apporte depuis plusieurs années un soutien logistique à ses tentatives de record et le grand trimaran a trouvé refuge dans le port du Moulin-Blanc.

Pierre Maille, maire de Brest, reconnaît que le plus célèbre marin de sa ville « n'est sans doute pas à compter parmi les partisans du PS ». Mais l'édile socialiste ajoute : « Je n'approuve pas tout ce qu'il dit et ce qu'il fait, mais il a toujours parlé de Brest de façon très positive. Ses activités médiatiques peuvent l'amener à forcer le trait. » Olivier de Kersauson peut regagner son port d'attache tranquille. Le record de *Sport-Elec* le fait entrer dans la légende. On ne parlera plus de « l'Amiral » comme d'un marin d'eau douce. C'est promis.

C. de C.

Trois hommes pour un trophée

L'idée du Trophée Jules-Verne a été lancée à la fin des années 80 par Titouan Lamazou, Jean-François Coste et Florence Arthaud. Pour eux, faire le tour du monde en quatre-vingts jours, sur le modèle de Philéas Fogg, le héros de Jules Verne, ne s'annonce pas comme une partie de plaisir. Et pourtant, en 1993, Bruno Peyron boucla la chose en à peine plus de 79 jours avant que le Néo-Zélandais Peter Blake et Olivier de Kersauson ne

fassent encore mieux.

● **20 avril 1993** : Bruno Peyron et quatre équipiers effacent le record imaginé par Jules Verne pour Phileas Fogg, en 79 j 6 h 15 min 56 s sur le catamaran *Commodore-Explorer*.

● **1^{er} avril 1994** : Le Néo-Zélandais Peter Blake et le Britannique Robin Knox-Johnston et cinq équipiers portent le record à 74 j 22 h 17 min 22 s sur le catamaran *Enza-New-Zealand*.

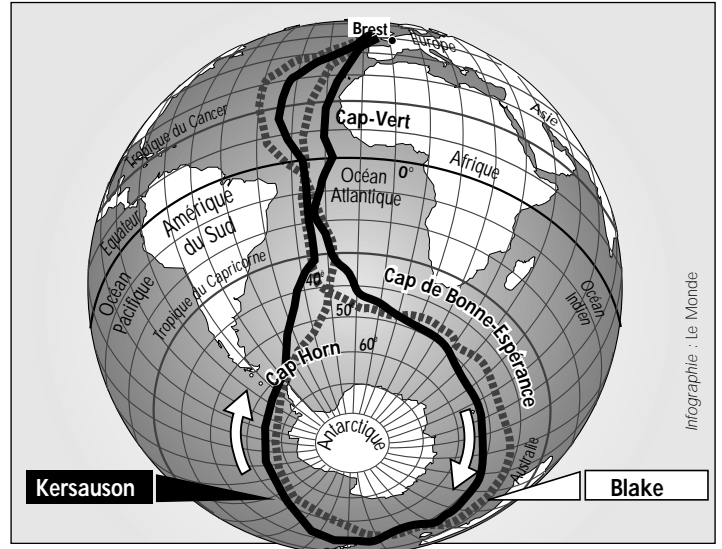
● **3 avril 1994** : Olivier de Kersauson, accompagné de cinq équipiers, franchit la ligne sur le trimaran *Lyonnaise-des-Eaux-Dumez* après 77 j 5 h 3 min 7 s de navigation autour du monde.

● **19 mai 1997** : Olivier de Kersauson et ses six hommes d'équipage battent le record d'*Enza-New-Zealand* sur leur trimaran *Sport-Elec* après 71 j 14 h 18 min 8 s de mer.

Un palmarès discret

● Second de Tabarly de 1967 à 1975 Victoire sur le Fasset, le Tour du Gotland, Plymouth-La Rochelle, Sydney-Hobart.
● Skipper depuis 1975 2^e de la course des Clippers 1975-1976 2^e de l'Open UAP (1987) 1^{er} des Grands Prix de Brest et de La Rochelle (1987) En 1988, Olivier de Kersauson a établi le record du tour du monde en solitaire, en 129 jours.

Des itinéraires croisés



Sport-Elec avait 4,5 jours de retard sur le tableau de marche d'*Enza* à son premier passage de l'équateur. Un retard ramené à 2,5 jours au passage du cap de Bonne-Espérance. Grâce à une route plus courte dans les mers du Sud, ce déficit est transformé en 1,5 journée d'avance au passage du cap Horn. Avantage porté à 3 jours dans la remontée de l'Atlantique, mais à moitié perdu dans la traversée de l'anticyclone des Açores.

Six équipiers pour un exploit

En 1994, le Néo-Zélandais Peter Blake avait établi son record avec huit hommes à bord de son *Enza*. Son poursuivant, Olivier de Kersauson, n'en avait embarqué que cinq. Cette fois, il a vu plus grand : ils étaient sept à se battre contre les éléments et à les vaincre. ● **Michel Bothuon**, chargé des voiles, trente-huit ans, ancien de la Route du Rhum, de la Course de l'Europe, de la Transat AG2R, de la Solitaire du Figaro, aux côtés de Kersauson depuis 1994. ● **Thomas Coville**, chargé de la sécurité, vingt-huit ans, Coupe de l'America, Admiral's Cup, Tour de France à la voile, ancien équipier de Laurent Bourgnon

et Bruno Peyron. ● **Didier Gainette**, chargé des voiles, quarante ans, ancien équipier de Philippe Poupon, Olivier Moussy et Alain Gabbay. ● **Hervé Jan**, chargé du grément, quarante-deux ans, plusieurs participations à la Whitbread, Solitaire du Figaro, équipier d'Olivier de Kersauson sur la Course de l'Europe. ● **Marc Le Fur**, chargé de l'indendance, vingt-six ans. ● **Yves Pouillaud**, chargé de l'électronique, quarante-deux ans, officier de la marine marchande, préparateur de *Poulain*, la première version du trimaran actuel d'Olivier de Kersauson.

« On a su prendre des risques intelligents »

SES PREMIERS MOTS de vainqueur, Olivier de Kersauson les a mesurés. « On ne peut pas dire que le record nous a été apporté sur un plateau, a-t-il déclaré au micro de France-Info peu après avoir franchi la ligne du cap Lizard. On a su prendre des risques intelligents à chaque fois. Quand il y a eu des moments difficiles, on a jamais reculé. » Tout était dit, ou presque. Le temps de revenir sur les conditions de l'arrivée – « C'était pénible à cause de la « kalmasse ». C'était dangereux au ras des cailloux. Vous savez, je suis un peu somné après un voyage de soixante et onze jours » – et l'« Amiral » pouvait se consacrer aux derniers milles le ramenant à son port d'attache.

Là-bas, à Moulin-Blanc, au fond de la rade de Brest, son *Sport-Elec* allait retrouver son anneau après 71 jours 14 h 18 min 8 s d'une aventure franchement folle. Ces milles ultimes, Kersauson et les siens devaient les parcourir escortés d'une flottille de plusieurs dizaines d'embarcations sorties à sa rencontre peu avant le lever du jour malgré une forte pluie orageuse. Mais il en faut plus pour décourager les Bretons, surtout quand il s'agit de fêter le retour d'un fils. Si l'anticyclone

des Açores n'a pas réussi à ralentir *Sport-Elec* pour de bon, l'absence totale de vent à quelques encablures de la ligne a planté le bateau, lui faisant perdre, sans doute, une bonne heure. Mais qu'importe quand on possède plus de trois jours d'avance sur le précédent record ! De toute façon, sur les quais, où plusieurs milliers de personnes étaient attendus, c'était déjà la joie et la reconnaissance de l'exploit.

« C'est la victoire de l'endurance et de la passion, a déclaré Laurent Esquier, l'un des hommes de base de l'équipe de Kersauson, resté à terre. Il a poussé les limites techniques, humaines et stratégiques. » L'« Amiral », lui, restait aussi serein que sur le plateau des *Grosses têtes*. « Je ne pourrai pas me détendre avant d'être à quai, commentait-il. On verra cet après-midi. »

« Sport-Elec », trimaran à géométrie variable

SPORT-ÉLEC est un trimaran de 27 mètres de long et de 17 mètres de large. Il a été dessiné par les architectes Marc Van Pethegem et Vincent Lauriot-Prévoist, également auteurs de *Pierre-Fr*, avec lequel Florence Arthaud a gagné la Route du Rhum en 1990, ou du *Primagaz* de Laurent Bourgnon, vainqueur de la même Transat quatre ans plus tard. En douze ans, le trimaran d'Olivier de Kersauson a subi de nombreuses transformations et a parcouru plus de 150 000 milles.

Il avait été mis à l'eau sous le nom de *Poulain* en 1985. Il mesurait alors 23 mètres de long et 17 mètres de large. Rebaptisé *Un autre regard* en 1988, il est alors doté d'un mât en carbone de 24 mètres au lieu de 30, et il améliore le record du tour du monde en solitaire.

Il subit une nouvelle métamorphose en 1993 sous le nom de *Charal*. La coque centrale est rallongée de quatre mètres, les flotteurs, en carbone, sont redessinés, et les bras de liaison, en carbone également, renforcés, donnant plus de puissance au voilier. Un nouveau matelia de 32 mètres de hauteur et d'une surface de 21 m² permet de porter la surface de voilure au près à 340 m². Le déplacement est alors de 15,5 tonnes. Un morceau de glace

flottant entre deux eaux manqua de l'envoyer par le fond. Ramené au port, rebaptisé (pour la quatrième fois) *Lyonnaise-des-Eaux-Dumez*, le trimaran a son mât allégé de 400 kilos et déplace 14 tonnes mais, avec un équipage de seulement cinq hommes, il ne peut pas empêcher Peter Blake et ses huit coéquipiers de s'emparer du Trophée Jules-Verne.

Nouvelle cure d'amaigrissement en 1995 : le trimaran est allégé de 800 kilos et son plan de pont rationalisé pour répartir (en vain) à la conquête du Trophée Jules-Verne. Ultime métamorphose en 1997 : *Sport-Elec* reçoit un jeu de voiles supplémentaire. Sa surface de voilure au près est de 340 m², il porte un géniois de 110 m², une grand-voile de 230 m² et un gennaker de 280 m². Le trimaran peut ainsi améliorer ses performances dans le petit temps. Grâce à ses voiles nouvelles, il a échappé à l'anticyclone des Açores.

Aujourd'hui, Marc Van Pethegem et Vincent Lauriot-Prévoist estiment que ses multiples transformations leur ont fourni de précieuses informations pour l'étude d'un grand trimaran capable de gagner la course de l'an 2000, *The Race*, lancée par Bruno Peyron, premier détenteur, en 1993, du Trophée Jules-Verne.

Eric Cantona fait annoncer qu'il prend sa retraite après un quatrième titre avec Manchester

Le contrat du joueur français court encore pendant un an

Une semaine après avoir conquis le titre de champion d'Angleterre pour la quatrième fois avec Manchester United, Eric Cantona a fait lire par le

président et l'entraîneur du club un communiqué annonçant qu'il mettait fin à sa carrière. Agé de trente et un ans, Cantona, qui est encore sous

contrat pour un an avec Manchester, n'a pas été à son meilleur niveau cette saison et n'avait pas de perspectives de transfert très intéressantes.

LONDRES

de notre correspondant

L'annonce de la retraite anticipée – à trente et un ans – d'Eric Cantona a frappé de stupeur les amateurs de football britanniques. La nouvelle a été rendue publique dimanche 18 mai à 16 heures par le président, Martin Edwards, et l'entraîneur de Manchester United, Alex Ferguson, qui ont lu un communiqué du joueur, actuellement en vacances. « J'ai été footballeur professionnel pendant treize ans, et c'est une longue période. J'avais toujours prévu de prendre ma retraite quand j'étais au sommet, et, à Manchester, j'ai atteint le pinacle de ma carrière. »

» Au cours des quatre dernières années et demie, j'ai joué mon meilleur football et j'ai eu des moments fantastiques. J'ai eu des relations merveilleuses avec mon manager, mon entraîneur, le personnel, les joueurs, sans oublier les fans. Je souhaite à Manchester United encore plus de succès dans le futur. »

Tel est le message de Cantona, qui avait annoncé sa décision à Alex Ferguson mercredi dernier.

« Avec Eric, nous avons remporté quatre fois le championnat et deux fois la Coupe, a déclaré le président du club, Martin Edwards. Ce n'est pas une coïncidence si nous avons remporté le championnat pour la première fois depuis vingt-six ans peu après son arrivée. Ensuite, nous avons fait deux doublés. Cela a véritablement été une époque magique. » « C'est un jour triste pour United. Eric a été un joueur fantastique », a ajouté Alex Ferguson. Seule consolation : que le « roi Eric » ait décidé de ranger ses crampons – du moins officiellement – plutôt que d'aller jouer dans un autre club anglais.

Les relations entre le joueur français surdoué mais un peu fou – il a été sanctionné pour violences ou mauvaise conduite huit fois depuis 1987, dont une suspension de huit mois en 1995 pour avoir agressé un spectateur qui l'avait insulté – et les Britanniques ont été incroyables.

Il doit beaucoup à Alex Ferguson, qui n'a jamais cessé de croire en lui, même quand il était suspendu et qu'il était l'objet des critiques les plus vives des médias, et a su canaliser son trop-plein d'énergie. C'est ainsi qu'il est devenu capitaine d'United et a contribué à former de jeunes joueurs.

Avec le public, il s'est agi de relations d'amour et de haine envers un joueur génial un jour et voyou le lendemain. Mais ses coups de patte sur le terrain d'Old Trafford, ses buts opportunistes – comme le dernier, qui a donné le championnat à son club – lui ont valu un véritable culte, dont on ne peut imaginer l'ampleur de l'autre côté de la Manche. Pas de matches d'United sans que l'on scande des « Oh! Oh! Ah! Ah! Cantona! », que l'on arbore des maillots rouges frappés du « 7 » magique ou que l'on agite des drapeaux français ornés du portrait du héros.

UNE ÉNIGME

On a entendu des « Marseille-laise » dont les seules paroles étaient le nom du joueur. On lui a consacré une fresque dans laquelle il apparaît comme une sorte de Christ du football.

Lors de la visite de Jacques Chirac, il y a un an, M^{me} Speaker (la présidente de la Chambre des

communes) avait crûment dit au président français qu'un de ses compatriotes était autrement plus populaire que lui auprès des Britanniques, Eric Cantona. Et c'est un peu parce que leur joueur idole n'avait pas été sélectionné dans l'équipe de France lors de l'Euro 96 – un véritable crime de lèse-majesté – que les spectateurs de Manchester avaient sifflé les joueurs d'Aimé Jacquet.

Il est révélateur que tous les journaux de lundi aient annoncé le départ de Cantona à la « une », y compris le *Financial Times*. Pour les Anglais, Cantona aura toujours été une énigme. Ils l'ont admiré, idolâtré, mais ne l'ont jamais vraiment compris. Son départ imprévu ajoute au mystère et le fait entrer dans la légende. En 1995, après une expulsion qui aurait dû ruiner sa carrière, il avait fait une de ses déclarations dont le sens nous échappe, parlant de mouettes suivant les chalutiers parce qu'ils rejettent des sardines. Certains journaux avaient alors loué les services de psychanalystes pour comprendre ce que le « King » avait bien voulu dire...

Patrice de Beer

L'OM parie sur Roland Courbis pour retrouver l'Europe

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Du passé faisons table rase. Pendant que se déroule le procès du « grand OM » des années Tapie, Robert Louis-Dreyfus, en charge du club marseillais depuis décembre dernier, refuse de regarder en arrière. « Le passé ne m'intéresse pas. D'ailleurs, je ne me suis pas tenu au courant de ce qui s'est dit au tribunal depuis le début du procès. Bernard Tapie, je ne l'ai rencontré que deux fois dans ma vie. Moi, je travaille pour bâtir l'avenir de ce club. »

Le patron d'Adidas, qui a eu l'occasion depuis sa prise de fonctions à la tête de l'OM de découvrir certaines réalités parfois déconcertantes existant autour du club phocéen (*Le Monde* du 26 mars), trouve peu à peu ses marques. Samedi 17 mai, avant le coup d'envoi du match OM-PSG, on a pu le voir dans les virages du Stade-Vélodrome, discutant avec les supporters marseillais. Après une période de froid et d'incompréhension, les relations entre Robert Louis-Dreyfus et les fans de l'OM semblent au beau fixe. L'annonce de la baisse substantielle du prix des abonnements pour la saison prochaine y est sans doute pour quel-

que chose... La saison se termine. L'OM, qui évoluait en deuxième division la saison passée, va terminer à la dixième ou onzième place du classement. Aux yeux du public mais également de certains dirigeants en conflit avec l'entraîneur Gérard Gili depuis de longs mois, ce n'est pas une performance assez glorieuse.

PARI DÉLICAT

Conscient des limites de l'effectif mis à sa disposition, Gérard Gili a fait du bon travail. Mais le club marseillais ne peut se permettre une deuxième saison « profil bas ». C'est la raison pour laquelle Robert Louis-Dreyfus, suivant en cela les conseils d'un triumvirat composé du directeur général Jean-Michel Roussier, du trésorier Pierre Dubiton et du directeur sportif Marcel Dib, a décidé de se séparer de son entraîneur et d'investir une somme avoisinant les cent millions de francs, sur le marché des transferts. L'objectif avoué a le mérite de la clarté : « La saison prochaine, l'OM vise l'Europe. Si le club n'est pas européen, j'estimerai avoir échoué », déclarait Robert Louis-Dreyfus après la victoire sur le PSG.

Pour réussir ce pari délicat, le pa-

tron de l'OM a annoncé après le match contre le PSG l'arrivée de Roland Courbis. Une annonce attendue depuis quelques semaines, mais dont l'officialisation a déclenché une vague de commentaires optimistes concernant l'avenir du club marseillais.

Car, au-delà de ses énormes qualités de meneur d'hommes, l'actuel entraîneur des Girondins de Bordeaux est l'un des rares techniciens capables, sur son seul nom, de pouvoir convaincre un joueur de le rejoindre. « Courbis sent le football comme personne. Il sait ce qu'est la pression, ce qu'elle signifie à Marseille, sa ville natale. Il vient de réussir une grande saison à Bordeaux, et je pense que de grands joueurs vont venir chez nous grâce à lui », expliquait le patron d'Adidas avant de préciser : « Nous aimerions signer un très grand joueur. Roberto Baggio a le profil. En revanche, pas question de Cantona, qui a brillé en Angleterre parce que le marquage est inexistant par rapport aux autres championnats européens. Et je ne veux pas non plus de Dugarry. »

Prudent et lucide, Roland Courbis a insisté pour ne s'engager qu'un an avec le club marseillais. Son contrat

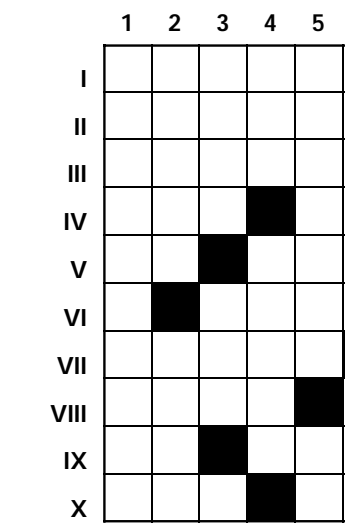
ne sera renouvelé que si la qualification européenne est atteinte. Personnage haut en couleur, souvent controversé pour ses relations douteuses, condamné par la justice pour faux en écriture, abus de confiance et recel dans l'affaire des comptes du Sporting Club de Toulon, Courbis ne laisse personne indifférent.

Il y a quelques semaines, son éventuelle venue à l'OM avait été envisagée avec une certaine méfiance par Renaud Muselier, proche collaborateur de Jean-Claude Gaudin et personnalité « montante » de la scène politique locale, qui s'en était confié à l'hebdomadaire *France Football* : « Nous n'avons pas redressé le club pour le confier à quelqu'un qui est épinglé sur un problème judiciaire, même si c'est un grand professionnel du football. Ce n'est pas idéal, quand on souhaite redresser l'image du club. » Les réticences de Muselier n'ont pas pesé lourd dans la balance. Avec une équipe qu'il espère haut de gamme et un Stade-Vélodrome bientôt rénové de fond en comble, le public marseillais se reprend à rêver. Pendant ce temps, le procès des années Tapie continue...

Alain Constant

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97101



HORIZONTALEMENT

I. On peut le prendre pour modèle. Plus sympathique sur la plage que dans la rue. – II. Touchée par Eros. Conjonction. – III. Évites le relâchement. Caché dans le sac. – IV. Connue pour sa dépêche. Il faudra l'acquitter. Parler avec les mains. – V. Possessif. Les très bons clients du bar. – VI. Est pour le changement. Bande sous surveillance. – VII. Touchas à la détente. Donne le choix. Spontané s'il vient du cœur. – VIII. Main en désordre. Elles nous mettent bien à plat. – IX. Se jette dans l'Arctique. Qui suit son patient. – X. Prête à poser. Comme des tables et des bêtes prêtes à recevoir.

VERTICALEMENT

1. Sa date est importante pour le consommateur. – 2. Fit venir à l'envers. Plein à ras bord. – 3. Les petits mènent la danse. Beau parleur. – 4. Apporte parfois un supplément. Devra être mis en terre. – 5. En général, on les garde pour soi. Sont en rade. – 6. Veille et protège Bruxelles. Arrose la Suisse. – 7. Entrent en décoration. Celle du sort est souvent dure. – 8. Négati-

tion. Faisaient danser Louis à Versailles. – 9. Allongé. Ferme au sud de la Loire. – 10. Médecins du monde. Son obscurité est propice à toutes les aventures. – 11. Grande à la fête. Pris en location. – 12. Encore plus pour faire moins.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97100

HORIZONTALEMENT

I. Prêche. Crabe. – II. Raves. Ahaner. – III. Eden. Arabica. – IV. Nénuphar. Soi. – V. Trouble. TI. – VI. Pb. Etriers. – VII. Tan. Tisseuse. – VIII. Initiée. Vair. – IX. Acérés. Navra. – X. Lotir. Aînées.

VERTICALEMENT

1. Prénuptial. – 2. Rade. Banco. – 3. Event. Niet. – 4. Cénure. Tri. – 5. Hs. Pottier. – 6. Ahuries. – 7. Arabisé. – 8. Charles. Ni. – 9. Rab. Erevan. – 10. Anis. Suave. – 11. Bécot. Sire. – 12. Erailleras.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 18

La table polyglotte

UN DÎNER réunit huit personnes de nationalités différentes. Voici les langues qu'elles parlent :
Ann : anglais, français, portugais.
Biba : anglais, portugais, russe.
Charles : anglais, russe.
Dimitri : anglais, allemand, portugais, russe.
Evita : allemand, espagnol, néerlandais.
Frédéric : français, espagnol, néerlandais.
Gunther : allemand, italien.
Helena : espagnol, italien.
Complétez les cartons indiquant l'initiale des convives autour de la table ronde de sorte que :
– chaque convive puisse converser avec chacun de ses deux voisins autrement que par signes.
– il y ait alternance entre les hommes et les femmes.
(Solution dans *Le Monde* du 27 mai).

Elisabeth Busser et Gilles Cohen

Solution du problème n° 17 paru dans *Le Monde* du 13 mai.

● Avec aucun 9, on peut atteindre tous les multiples de 5.
● Avec un 9, on peut atteindre tous les multiples de 5 moins 1, sauf 4.
● Avec deux 9, on peut atteindre tous les multiples de 5 moins 2, sauf 3, 8, 13.

RÉSULTATS BASKET-BALL

NBA
Phase finale
● Conférence Est
Miami - New-York 101-90
(remporte la série 4 à 3).
● Conférence Ouest
Houston-Seattle 96-91
Houston se qualifie 4 victoires à 3.

CYCLISME

Tour d'Italie
● Première étape : 128 km.
1. M. Cipollini (Ita., Saeco) ; 2. N. Minali (Ita.) à 4 s ; 3. E. Leoni (Ita.), à 8 s ; 4. G. Magnusson (Sue.), à 8 s ; 5. F. Baldato (Ita.), à 10 s.
● Deuxième étape : Mestre-Cervia (211 km).
1. M. Cipollini (Ita., Saeco) ; 2. J. Svorada (Tch.) m.t. ; 3. E. Leoni (Ita.) m.t. ; 4. M. Tomi (Ita.) m.t. ; 5. G. Balducci (Ita.) m.t.
Classement général : 1. M. Cipollini (Ita., Saeco) ; 2. E. Leoni (Ita.) à 16 s ; 3. J. Svorada (Tch.) à 16 s.

FOOTBALL

Championnat de France D2
Quarante et unième journée
Toulouse-Martigues 1-2
Châteauroux-Lorient 4-0
Red Star-Niort 3-1
Troyes-Laval 2-0
Charleville-Beauvais 2-2
Loulhouse-Perpignan 6-1
Louhans-Cuseaux - Sochaux 2-0
Valence - Saint-Etienne 3-1
Amiens-Toulon 1-0
Le Mans-Epinal 5-1
Exempt : Gueugnon.
Classement : 1. Châteauroux, 75 pts ; 2. Toulouse, 72 ; 3. Niort, 65 ; 4. Martigues, 64 ; 5. Gueugnon, 64 ; 6. Le Mans, 61 ; 7. Beauvais, 60 ; 8. Lorient, 58 ; 9. Sochaux, 57 ; 10. Valence, 57 ; 11. Laval, 55 ; 12. Mulhouse, 54 ; 13. Red Star, 53 ; 14. Amiens, 52 ; 15. Toulon, 51 ; 16. Perpignan, 50 ; 17. Saint-Etienne, 50 ; 18. Louhans-Cuseaux, 48 ; 19. Troyes, 47 ; 20. Charleville, 46 ; 21. Epinal, 26.
Le club de Saint-Brieuc, en liquidation judiciaire, est exclu depuis le 24 mars.

Championnat d'Allemagne
Trente-deuxième journée
Rostock-Bayern Munich 0-3
Düsseldorf-Karlsruhe 0-3
Leverkusen - St-Pauli 3-0
Mönchengladbach-Bochum 6-2
Dortmund-Werder Brême 2-1
1860 Munich-Schalke 04 2-1
Stuttgart-Duisbourg 0-2
Hambourg-FC Cologne 0-4
Fribourg-Bielefeld 2-1
Classement : 1. FC Bayern Munich, 67 pts ; 2. Bayer 04 Leverkusen, 66 ; 3. Borussia Dortmund, 60 ; 4. VfB Stuttgart, 58 ; 5. VfL Bochum, 50 ; 6. TSV 1860 Munich, 49 ; 7. Karlsruhe SC, 45 ; 8. Borussia Mönchengladbach, 42 ; 9. Werder Brême, 42 ; 10. FC Cologne, 41 ; 11. Arminia Bielefeld, 40 ; 12. Schalke 04, 40 ; 13. MSV Duisbourg, 39 ; 14. FC Hansa Rostock, 37 ; 15. Hambourg SV, 37 ; 16. Fortuna Düsseldorf, 32 ; 17. FC St-Pauli Hambourg, 27 ; 18. SC Fribourg, 25.

Coupe d'Angleterre
Finale
Chelsea-Middlesbrough 2-0

Championnat d'Espagne
Trente-huitième journée
Bétiés Seville-Seville FC 3-3
Real Madrid-Valladolid 1-0
Sociedad-Atletico Madrid 1-1
Extremadura-Bilbao 1-2
Alicante-Valence 0-2
Espanyol Barcelone-Tenerife 1-0
Oviedo-Compostelle 2-2
Santander-Saragosse 1-0
Rayo Vallecano-Logrones 1-2
La Corogne-Gijon 1-0
Celta Vigo-FC Barcelone (lundi)
Classement : 1. Real Madrid, 86 pts ; 2. FC Barcelone, 78 ; 3. Deportivo La Corogne, 74 ; 4. Bétiés Seville, 73 ; 5. Atlético Madrid, 67 ; 6. Valladolid, 58 ; 7. Athletic Bilbao, 55 ; 8. Real Sociedad, 54 ; 9. Valence, 52 ; 10. Tenerife, 51 ; 11. Racing Santander, 47 ; 12. Saragosse, 46 ; 13. Compostelle,

46 ; 14. Espanyol Barcelone, 45 ; 15. Celta Vigo, 43 ; 16. Oviedo, 43 ; 17. Rayo Vallecano, 42 ; 18. Sporting Gijon, 40 ; 19. Extremadura, 40 ; 20. Hercules Alicante, 35 ; 21. Séville FC, 34 ; 22. Logrones, 31.

Championnat d'Italie

Trente-deuxième journée
Juventus Turin-Parma 1-1
AS Rome-Inter Milan 1-1
Gènes-Udinese 4-0
Bologne-Vicence 0-0
Milan AC-Lazio Rome 2-2
Naples-Fiorentina 2-2
Plaisance-Cagliari 1-1
Reggiana-Pérouse 1-4
Verone-Bergame 1-1
Classement : 1. Juventus Turin, 63 pts ; 2. Parma, 57 ; 3. Inter Milan, 55 ; 4. Lazio Rome, 51 ; 5. Sampdoria Gènes, 49 ; 6. Udinese et Bologne, 48 ; 8. Vicence, 44 ; 9. Milan AC, 43 ; 10. Fiorentina et AS Rome, 41 ; 12. Atalanta Bergame, 40 ; 13. Naples, 38 ; 14. Plaisance, Cagliari et Pérouse, 34 ; 17. Verone, 27 ; 18. Reggiana, 19.

Mondial-98

Zone Europe
● Groupe 4
Estonie-Lettonie 1-3
Classement : 1. Ecosse, 14 pts ; 2. Autriche, 10 ; 3. Suède, 9 ; 4. Lettonie, 7 ; 5. Bélarus, 4 ; 6. Estonie, 4.

MOTOCYCLISME

Grand Prix d'Italie
● 125 cm³ : 1. V. Rossi (Ita., Aprilia) 40 min 40 s 09 ; 2. J. Martínez (Esp., Aprilia) 40 min 43 s 40 ; 3. G. McCoy (Aus., Aprilia) 40 min 43 s 40 ; 4. N. Ueda (Jap., Honda) 40 min 43 s 47 ; 5. T. Manaka (Jap., Honda) 40 min 43 s 48.
Classement du championnat du monde : 1. V. Rossi (Ita.), 75 pts ; 2. N. Ueda (Jap.), 74 ; 3. K. Sakata (Jap.), 59.
● 250 cm³ : 1. M. Biaggi (Ita., Honda) 40 min 47 s 548 ; 2. M. Lucchi (Ita., Aprilia) 40 min 47 s 598 ; 3. L. Caprirossi (Ita., Aprilia) 40 min 47 s 616 ; 4. R. Waldmann (All., Honda) 40 min 51 s 722 ; 5. O. Jacque (Fra., Honda) 41 min 6 s 733.
Classement du championnat du monde : 1. M. Biaggi (Ita.), 75 pts ; 2. R. Waldmann (All.), 62 ; 3. T. Harada (Jap.), 56 ; 4. O. Jacque (Fra.), 38.
● 500 cm³ : 1. M. Doohan (Aus., Honda) 44 min 6 s 442 ; 2. L. Cadalar (Ita., Yamaha) 44 min 16 s 488 ; 3. N. Aoki (Jap., Honda) 44 min 23 s 791 ; 4. A. Criville (Esp., Honda) 44 min 25 s 587 ; 5. D. Beattie (Aus., Suzuki) 44 min 27 s 531.
Classement du championnat du monde : 1. M. Doohan (Aus.), 95 pts ; 2. A. Criville (Esp.), 78 ; 3. N. Aoki (Jap.), 54.

RUGBY

Championnat de France
Quarts de finale
Bourgoin-Pau 24-18
Montferrand-Dax 22-18
Agen - Begles-Bordeaux 22-18
Toulouse-Colomiers 21-12

TENNIS

Tournoi féminin de Berlin
Demi-finales : M. Joe Fernandez (EU, n° 10) b. J. Novotna (Tch., n° 2) 6-3, 6-1 ; M. Pierce (Fra., n° 12) b. A. Coetzer (AIS, n° 7) 6-4, 6-4.
Finale : M. Joe Fernandez (EU, n° 10) b. M. Pierce (Fra., n° 12) 6-4, 6-2.
Tournoi féminin de Cardiff
Finale : V. Ruano (Esp.) b. A. Dechaume-Balleret (Fra.) 6-1, 3-6, 6-2.
Tournoi masculin de Rome
Demi-finales : A. Corretja (Esp., n° 10) b. G. Ivanisevic (Cro., n° 6) 7-6 (7/5), 7-6 (7/4) ; M. Rios (Chil., n° 7) b. A. Berasategui (Esp.) 6-3, 3-6, 6-1.
Finale : A. Corretja (Esp., n° 10) b. M. Rios (Chil., n° 7) 7-5, 7-5, 6-3.

GOLF

Open d'Angleterre
Le Suédois P. Johansson a gagné l'Open d'Angleterre disputé sur le parcours d'Hanbury Manor (par 72) avec une carte de 269 (70-68-64-67). Il devance son compatriote D. Edlund (271) et l'Américain J. Townsend (272).

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de brabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de Bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

46 ; 14. Espanyol Barcelone, 45 ; 15. Celta Vigo, 43 ; 16. Oviedo, 43 ; 17. Rayo Vallecano, 42 ; 18. Sporting Gijon, 40 ; 19. Extremadura, 40 ; 20. Hercules Alicante, 35 ; 21. Séville FC, 34 ; 22. Logrones, 31.

Championnat d'Italie
Trente-deuxième journée
Juventus Turin-Parma 1-1
AS Rome-Inter Milan 1-1
Gènes-Udinese 4-0
Bologne-Vicence 0-0
Milan AC-Lazio Rome 2-2
Naples-Fiorentina 2-2
Plaisance-Cagliari 1-1
Reggiana-Pérouse 1-4
Verone-Bergame 1-1
Classement : 1. Juventus Turin, 63 pts ; 2. Parma, 57 ; 3. Inter Milan, 55 ; 4. Lazio Rome, 51 ; 5. Sampdoria Gènes, 49 ; 6. Udinese et Bologne, 48 ; 8. Vicence, 44 ; 9. Milan AC, 43 ; 10. Fiorentina et AS Rome, 41 ; 12. Atalanta Bergame, 40 ; 13. Naples, 38 ; 14. Plaisance, Cagliari et Pérouse, 34 ; 17. Verone, 27 ; 18. Reggiana, 19.

Mondial-98

Zone Europe
● Groupe 4
Estonie-Lettonie 1-3
Classement : 1. Ecosse, 14 pts ; 2. Autriche, 10 ; 3. Suède, 9 ; 4. Lettonie, 7 ; 5. Bélarus, 4 ; 6. Estonie, 4.

MOTOCYCLISME

Grand Prix d'Italie
● 125 cm³ : 1. V. Rossi (Ita., Aprilia) 40 min 40 s 09 ; 2. J. Martínez (Esp., Aprilia) 40 min 43 s 40 ; 3. G. McCoy (Aus., Aprilia) 40 min 43 s 40 ; 4. N. Ueda (Jap., Honda) 40 min 43 s 47 ; 5. T. Manaka (Jap., Honda) 40 min 43 s 48.
Classement du championnat du monde : 1. V. Rossi (Ita.), 75 pts ; 2. N. Ueda (Jap.), 74 ; 3. K. Sakata (Jap.), 59.
● 250 cm³ : 1. M. Biaggi (Ita., Honda) 40 min 47 s 548 ; 2. M. Lucchi (Ita., Aprilia) 40 min 47 s 598 ; 3. L. Caprirossi (Ita., Aprilia) 40 min 47 s 616 ; 4. R. Waldmann (All., Honda) 40 min 51 s 722 ; 5. O. Jacque (Fra., Honda) 41 min 6 s 733.
Classement du championnat du monde : 1. M. Biaggi (Ita.), 75 pts ; 2. R. Waldmann (All.), 62 ; 3. T. Harada (Jap.), 56 ; 4. O. Jacque (Fra.), 38.
● 500 cm³ : 1. M. Doohan (Aus., Honda) 44 min 6 s 442 ; 2. L. Cadalar (Ita., Yamaha) 44 min 16 s 488 ; 3. N. Aoki (Jap., Honda) 44 min 23 s 791 ; 4. A. Criville (Esp., Honda) 44 min 25 s 587 ; 5. D. Beattie (Aus., Suzuki) 44 min 27 s 531.
Classement du championnat du monde : 1. M. Doohan (Aus.), 95 pts ; 2. A. Criville (Esp.), 78 ; 3. N. Aoki (Jap.), 54.

RUGBY

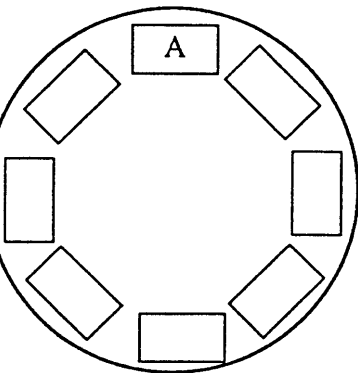
Championnat de France
Quarts de finale
Bourgoin-Pau 24-18
Montferrand-Dax 22-18
Agen - Begles-Bordeaux 22-18
Toulouse-Colomiers 21-12

TENNIS

Tournoi féminin de Berlin
Demi-finales : M. Joe Fernandez (EU, n° 10) b. J. Novotna (Tch., n° 2) 6-3, 6-1 ; M. Pierce (Fra., n° 12) b. A. Coetzer (AIS, n° 7) 6-4, 6-4.
Finale : M. Joe Fernandez (EU, n° 10) b. M. Pierce (Fra., n° 12) 6-4, 6-2.
Tournoi féminin de Cardiff
Finale : V. Ruano (Esp.) b. A. Dechaume-Balleret (Fra.) 6-1, 3-6, 6-2.
Tournoi masculin de Rome
Demi-finales : A. Corretja (Esp., n° 10) b. G. Ivanisevic (Cro., n° 6) 7-6 (7/5), 7-6 (7/4) ; M. Rios (Chil., n° 7) b. A. Berasategui (Esp.) 6-3, 3-6, 6-1.
Finale : A. Corretja (Esp., n° 10) b. M. Rios (Chil., n° 7) 7-5, 7-5, 6-3.

GOLF

Open d'Angleterre
Le Suédois P. Johansson a gagné l'Open d'Angleterre disputé sur le parcours d'Hanbury Manor (par 72) avec une carte de 269 (70-68-64-67). Il devance son compatriote D. Edlund (271) et l'Américain J. Townsend (272).



Elisabeth Busser et Gilles Cohen

Solution du problème n° 17 paru dans *Le Monde* du 13 mai.
● Avec aucun 9, on peut atteindre tous les multiples de 5.
● Avec un 9, on peut atteindre tous les multiples de 5 moins 1, sauf 4.
● Avec deux 9, on peut atteindre tous les multiples de 5 moins 2, sauf 3, 8, 13.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de brabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de Bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Encore un temps agité

LA DÉPRESSION sur le proche atlantique se rapproche de la Bretagne. Une première perturbation pluvio-orageuse traverse la France lundi et s'attardera sur les régions de l'est mardi. Une autre zone instable gagnera les régions de l'ouest mardi.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Un temps très agité va dominer avec nuages et pluie continue ou averses. Le tonnerre grondera l'après-midi. Le vent de sud-ouest soufflera à 60-80 km/h. Il fera 10 à 12 degrés le matin et 16 à 17 l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le temps agité avec nuages, éclaircies et averses gagnera par l'ouest l'ensemble des régions. Le thermomètre indiquera 10 à 12 degrés le matin et 18 à 20 l'après-midi.

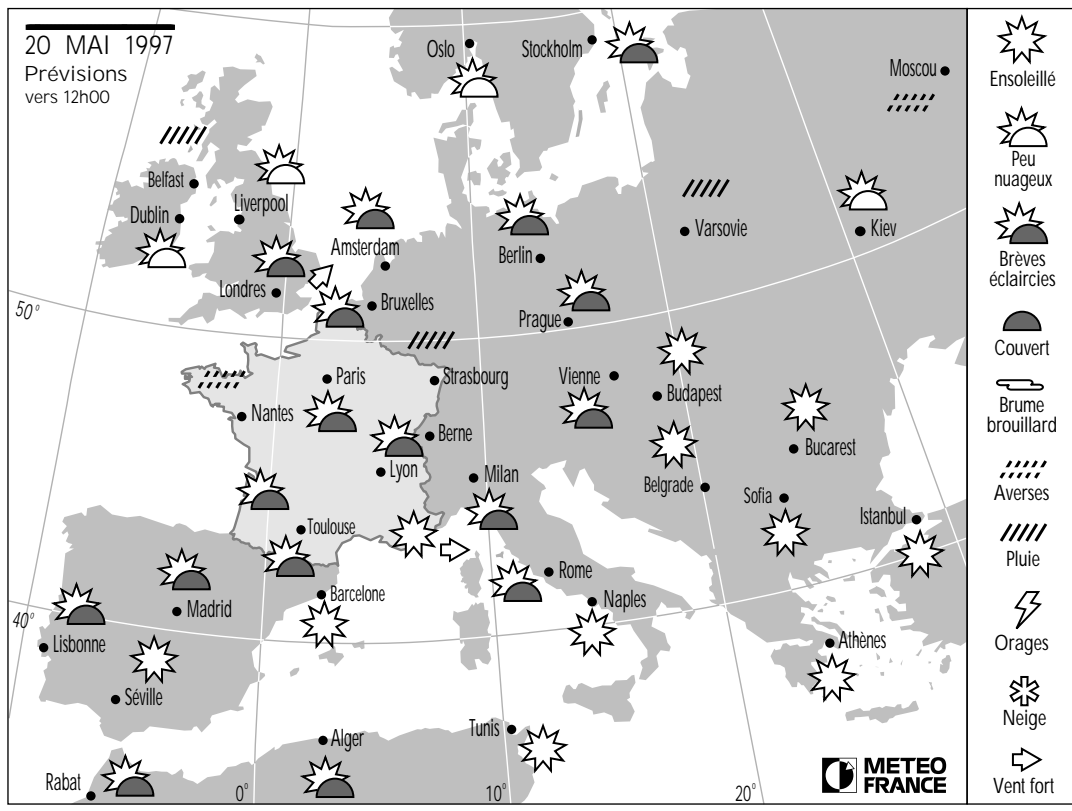
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Sur l'Alsace, la Bourgogne et la Franche-Comté, la pluie et les nuages vont dominer la matinée

puis des éclaircies perceront. Sur la Champagne et la Lorraine, nuages et éclaircies alterneront. Il fera 20 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Dans la matinée, nuages et éclaircies vont alterner. En cours d'après-midi, des averses vont se produire sur Poitou-Charentes et Aquitaine. Le vent de sud-ouest soufflera à 60 km/h sur les côtes. Le thermomètre montera entre 19 et 22 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le temps sera incertain avec nuages et éclaircies. Il pourra y avoir de la pluie sur le Massif Central le matin et des orages sur les Alpes l'après-midi. Il fera entre 20 et 24 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Ces régions seront privilégiées avec du soleil malgré des passages nuageux. Sur la Corse, le temps se couvrira par le sud dans l'après-midi. Le thermomètre indiquera 20 à 25 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CUBA.** Le gouvernement cubain a pris un décret autorisant les propriétaires de biens immobiliers à louer villas ou appartements à des Cubains ou à des étrangers. Fidel Castro avait souligné le mois dernier la nécessité d'établir des règles claires sur une pratique déjà répandue afin de taxer ceux qui louent des logements. Ces dispositions, qui entreront en vigueur en juillet, font obligation aux propriétaires de déclarer leurs locataires aux autorités. - (Reuter.)

■ **EUROPE.** American Express lance une campagne marketing en direction des 17 millions d'Américains attendus en Europe cette année en publiant deux guides inédits, *Welcome to Europe* et *Special Offers*.

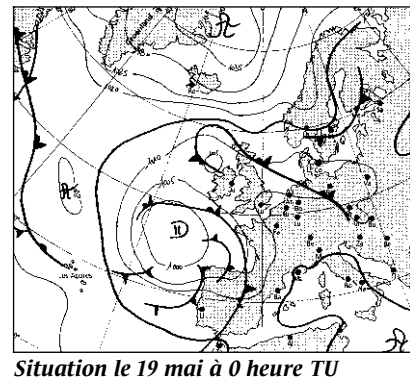
■ **TAHITI.** La compagnie AOM mettra en place une 5^e rotation hebdomadaire vers Papeete, via Los Angeles, à partir du 30 juin au départ d'Orly-Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 20 MAI 1997

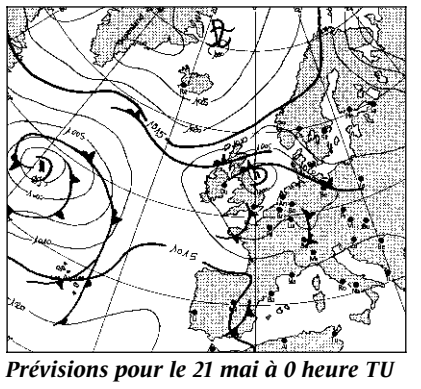
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	12/20 P	
AJACCIO	12/23 S	NANTES	11/18 P
BIARRITZ	12/19 S	NICE	15/22 S
BORDEAUX	12/20 S	PARIS	12/19 S
BOURGES	10/20 S	PAU	10/20 N
BREST	10/15 P	PERPIGNAN	13/22 S
CAEN	12/17 P	RENNES	11/18 P
CHERBOURG	9/16 P	ST-ETIENNE	12/23 N
CLERMONT-F.	12/23 P	STRASBOURG	13/22 P
DIJON	12/20 P	TOULOUSE	13/21 S
GRENOBLE	12/24 P	TOURS	11/18 S
LILLE	11/18 S	FRANCE outre-mer	24/30 P
LIMOGES	10/17 S	CAYENNE	25/29 P
LYON	13/23 P	FORT-DE-FR.	25/29 P
MARSEILLE	15/24 S	NOUMEA	23/27 S

25/30 P	PAPETE	24/31 P	ST-DENIS-RÉ.	23/27 P
13/18 S	AMSTERDAM	19/29 S	ATHENES	15/22 S
10/13 P	BARCELONE	16/28 S	BELFAST	10/13 P
16/28 S	BELGRADE	11/19 S	BERNE	14/21 S
11/19 S	BERN	14/19 S	BRUXELLES	14/30 S
16/27 S	BUCAREST	7/9 P	COPENHAGUE	10/13 N
14/19 S	DUBLIN	14/19 S	FRANCE outre-mer	24/30 P
12/18 N	GENEVE	2/10 S	HELSINKI	15/25 S
15/25 S	ISTANBUL	17/23 N	KIEV	13/20 S
10/14 N	LIVRPOOL	12/19 S	LONDRES	12/19 S
15/26 S	LUXEMBOURG	3/11 P	MOSCOU	14/20 C
17/26 S	MILAN	4/9 N	MONTREAL	15/23 S
15/23 S	MUNICH	15/23 S	NEW YORK	13/23 S
15/23 S	PARIS	15/23 S	SAN FRANCISCO	6/10 P
14/25 S	ROME	15/25 S	SANTIAGO/CHI	6/12 S
15/25 S	SEVILLE	3/9 N	WASHINGTON	17/25 S
14/19 S	ST-PETERSB.	3/11 S	ALGER	17/25 S
14/19 S	STOCKHOLM	14/19 S	DAKAR	20/31 S
11/16 P	TENERIFE	11/16 P	KINSHASA	16/23 S
16/23 S	BRASILIA	10/19 S	BUENOS AIR.	25/31 S
8/16 S	CHICAGO	22/28 S	BANGKOK	28/34 P
14/20 C	LOS ANGELES	14/19 C	BOMBAY	27/31 S
14/20 P	MEXICO	9/17 S	DJAKARTA	27/38 S
14/20 S	MONTREAL	14/20 S	HANOI	26/31 P
14/22 S	NEW YORK	14/22 S	HONGKONG	25/27 P
6/10 P	SAN FRANCISCO	6/10 P	JERUSALEM	16/27 S
6/12 S	SANTIAGO/CHI	6/12 S	NEW DEHLI	25/40 S
15/26 S	TORONTO	15/26 S	PEKIN	17/24 S
17/25 S	WASHINGTON	17/25 S	SEOUL	12/16 S
23/28 S	AFRIQUE	23/28 S	SINGAPOUR	28/33 S
20/31 S	ALGER	20/31 S	SYDNEY	13/18 S
			TOKYO	17/20 P



Situation le 19 mai à 0 heure TU



Prévisions pour le 21 mai à 0 heure TU

AUTOMOBILE

Avec la Kangoo, Renault lance la 4L de la crise

Ce nouveau modèle est une voiture dépouillée, comme le Citroën Berlingo, inspiré de la 2 CV

A CHACUN sa nostalgie. Après le Citroën Berlingo (*Le Monde* du 4 février), présenté par Citroën comme le descendant en ligne directe de la vaillante 2 CV, Renault lance la Kangoo, « héritière de l'esprit 4L ». Dévoilée au Salon automobile de Barcelone, qui a lieu jusqu'au 25 mai, cette voiture se présente comme « fonctionnelle, économique et anticonformiste ».

Alter ego à 5 places d'un véhicule qui sera ultérieurement destiné à un usage utilitaire, la Kangoo sera commercialisée en octobre. Avec la 4L (1961-1992), elle partage une certaine rusticité et un esprit pratique. Mais la comparaison s'arrête là. Dotée d'un espace de rangement beaucoup plus vaste (650 dm³), son allure est suffisamment moderne et soignée pour ne pas « faire camionnette ».

Ce concert rétro, orchestré sur un mode résolument français (avec les roadsters BMW, Mercedes, Fiat ou MG, le revival au

tomobile allemand, italien ou britannique est d'un genre plus sportif et plus chic), serait anecdotique s'il ne reflétait l'émergence d'une nouvelle sensibilité.

Tous les constructeurs constatent en effet que la frontière entre véhicules dits de tourisme et véhicules utilitaires est devenue poreuse.

ATTRAIT CROISSANT

En témoignent l'arrivée du Berlingo - et de son frère « jumeau », le Peugeot Partner - et bien sûr de la Kangoo, mais aussi l'attrait non négligeable qu'exercent sur les particuliers les versions dépouillées du monospace Fiat-PSA (Scudo et Expert) et les versions haut de gamme de plus gros utilitaires tels que le Mercedes Vito, le Fiat Ducato ou le Peugeot Boxer, pour n'évoquer que ceux-là.

Aujourd'hui, certains consommateurs décident, faute de moyens, de sacrifier des attributs classiques de l'automobile



Kangoo : un air de famille avec l'ancienne Renault 4, la célèbre 4L

sur l'autel de la pratique de leurs loisirs ou de leur hobby favoris. N'ayant pas les moyens de s'offrir un grand break ou un monospace, ils considèrent d'un œil nouveau ces modèles utilitaires, voire utilitaires, qui sont de 20 000 à 50 000 francs moins chers.

Des véhicules qui n'ont plus grand-chose à voir avec les camionnettes d'hier, tape-culs et spartiates en diable. Sans compter que l'esthétique de ces voitures-outils se rapproche le plus souvent des canons de la beauté automobile classique. La nouvelle Renault cultive ainsi un air de famille avec la Twingo,

dont elle reprend certaines caractéristiques de la face avant.

Berlingo, Kangoo et les autres soldent l'ère du « toujours plus » automobile triomphant. Inimaginable il y a peu, un retour à la simplicité - si ce n'est à un certain dépouillement - est perceptible dans les vitrines des concessionnaires. Ces véhicules ne sont pas tout à fait étrangers à la « fracture sociale », qui empêche nombre de foyers de monter en gamme comme on s'élève dans l'échelle sociale. Il est révélateur de constater que, malgré deux ans de guerre des prix, l'âge moyen des acheteurs de voitures neuves se maintient désespérément aux environs de 45 ans.

L'AVIS DES ENFANTS

Après avoir vendu 2 937 Berlingo « familiales » au cours des quatre premiers mois de l'année en France (soit presque autant que de versions destinées à un usage professionnel), Citroën fait état d'une clientèle à peine plus jeune, mais comptant davantage d'enfants et moins urbanisés que la moyenne. Reste que les prix pratiqués par Citroën (pour le Berlingo familial, il en coûte au minimum 84 000 francs) ne mettent pas cette voiture à la portée du plus grand nombre.

La Kangoo, élaborée à partir du sous-basement de la future remplaçante de la Clio, devrait être vendue à peine moins cher (probablement un peu au-dessus de 80 000 francs) que sa concurrente. La nouvelle Renault n'ayant pas encore été soumise à l'examen des journalistes, les éléments de comparaison doivent être maniés avec précaution. Toutefois, on sait déjà qu'elle est équipée en série

d'une porte latérale coulissante alors que la Citroën est une stricte trois-portes.

Plus petite de 10 centimètres pour une capacité de chargement comparable, la Kangoo dispose aussi d'un rayon de braquage plus court, mais ses trois places arrière semblent moins accueillantes, et ses motorisations (1,2 litre et 1,4 l essence, 1,9 l diesel) risquent de s'avérer encore plus faiblardes que celles du Berlingo, qui propose désormais un moteur de 1,8 l. A Billancourt, on objecte que l'acheteur de ce genre de véhicule est plus sensible à l'appât des performances de son moteur.

« Nous assistons à l'arrivée d'une nouvelle génération d'acheteurs qui accordent une importance centrale aux valeurs fonctionnelles et à la praticité de leur véhicule. Pour eux, pouvoir transporter la famille, ses VTT ou ses planches à voile est essentiel », résume Rémi Deconinck, responsable de la gamme Renault. Faire « basique » ne fait pas peur au constructeur : à la moquette et aux tissus du Berlingo, la Kangoo préfère les tapis de sol en polyuréthane et la tôle peinte, plus frustes mais qu'un coup d'éponge suffit à nettoyer.

Polyvalente, gaie et axée sur les loisirs, la Renault adresse un clin d'œil aux jeunes couples prêts à acquérir leur premier véhicule neuf. Mais cette auto économique, décontractée et sans prétention, devrait surtout plaire aux enfants dont on sait à quel point ils peuvent influencer leurs parents. Au passage, cela permettrait à la Kangoo d'établir, sans trop le dire, un lien de complicité avec les familles monoparentales.

Jean-Michel Normand

Les mésaventures de la nouvelle moto BMW

DEPUIS plusieurs semaines, les amateurs de moto peuvent admirer la nouvelle BMW K 1200 RS, présente chez les concessionnaires de la marque allemande. S'ils peuvent contempler cette très belle machine (*Le Monde* du 8 avril), ils ne peuvent en revanche pas l'acheter. Cette moto n'a en effet pas reçu l'homologation nécessaire de la part du service des Mines, dépendant du ministère des transports.

Cette mésaventure imprévue trouve son origine dans la réglementation française qui, non seulement, interdit strictement les deux-roues dont la puissance dépasse 100 chevaux, mais est la seule à imposer que le bridage des moteurs s'effectue par l'intermédiaire d'un mécanisme interne à la culasse du moteur.

Les autres pays européens admettent des puissances supérieures (la K 1200 RS y est disponible en version 130 chevaux) ou, comme c'est le cas de l'Allemagne, imposent un « bridage externe » en modifiant les pipes d'admission, le boîtier électronique ou le filtre à air. Outre-Rhin, il est même possible de piloter une moto de plus de 100 chevaux en soumettant individuellement sa machine à l'administration des Mines.

ÉVOLUTION EUROPÉENNE

BMW ayant réalisé un bridage externe sur la K 1200 RS, celle-ci est donc hors la loi en France. Toutefois, il fait de moins en moins de doute que la réglementation européenne va très prochainement évoluer. L'Allemagne, l'Italie et surtout la Grande-Bretagne, pays où existe encore une industrie motocycliste, sont d'accord pour autoriser, d'ici à un ou deux ans, la commercialisation d'engins de plus de 100 chevaux. Un prérapport, réalisé à la demande de l'Union européenne, suggère d'ailleurs que les motos les plus puissantes ne sont pas les plus dangereuses.

L'administration française, qui n'a pas d'intérêt industriel à défendre dans cette affaire, a fait preuve d'une grande fermeté. On aimerait d'ailleurs qu'elle fasse de même pour ce qui concerne le débridage, particulièrement facile, des cyclomoteurs...

Difficulté supplémentaire : la dissolution de l'Assemblée nationale a suspendu toute discussion entre le constructeur et les pouvoirs publics. En attendant qu'un nouveau gouvernement entre en fonction, BMW propose à ses clients de rembourser leurs avances versées à la commande ou de mettre à leur disposition une moto de courtoisie.

J.-M. N.

Le style de l'été 97 c'est styles

supplément gratuit de 56 pages jeudi 22 daté 23 mai

Le Monde

Styles

Été 97

Carte blanche à Martin Parr et Christian Lacroix

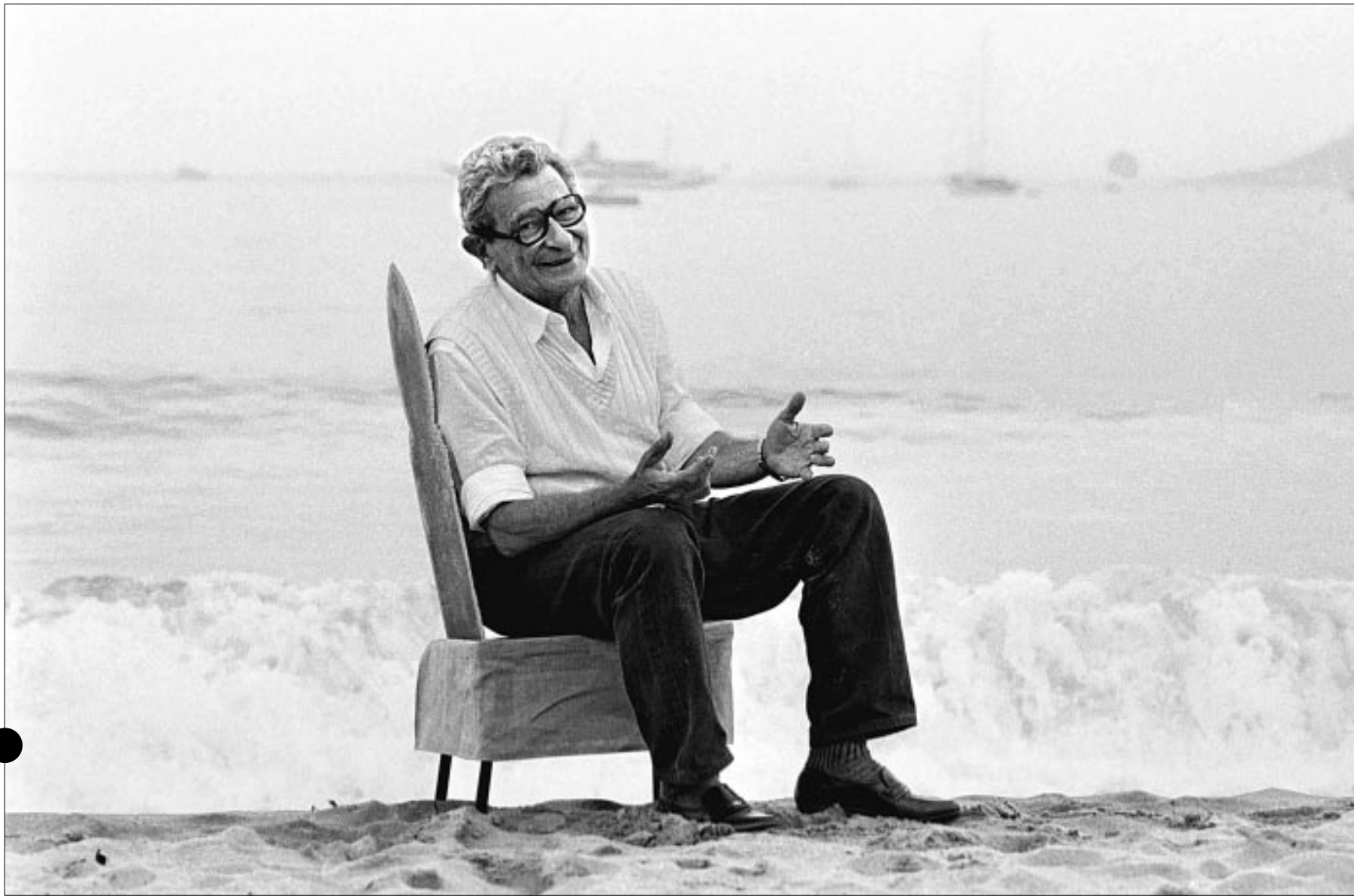
A lire dans Le Monde

CANNES 97 Que pouvait-on attendre d'un jury composé, à la faveur du 50^e Festival, uniquement d'artistes ? Qu'il récompense avant tout, et sans arrière-pensées diplomatiques ou commerciales, des artistes. Ce qui est advenu. Le palmarès 1997 est exceptionnel et juste. Les jurés rassemblés autour d'Isabelle Adjani ont su tracer leur route vers la lumière et l'émotion. Lumière d'un cinéma de plain-pied avec son temps ; émotion suscitée par les visions de ces œuvres qui ont choisi le chemin de la poésie la plus sauvage. Le Proche-Orient, représenté par l'Iranien Abbas Kiarostami et l'Égyptien Youssef Chahine, a quitté pour un temps la chronique des années de guerre pour celle, pacifique, de l'art contemporain. L'Amérique n'a pas été oubliée, mais le jury a préféré la distinguer par le Canada, où vit et travaille Atom Egoyan, tout en saluant aussi l'un des enfants terribles de Hollywood, Sean Penn. La France est présente, elle aussi, par l'Ouest et les fulgurances ventées imaginées par Manuel Poirier. Cannes 97 ? Le beau voyage.

LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON

Soirée de clôture

La salle se lèvera pour ovationner Youssef Chahine lorsque lui sera attribué le Prix du 50^e Festival de Cannes.



Pour l'amour du cinéma, un palmarès de rêve

La double Palme d'or a été attribuée au « Goût de la cerise » de l'Iranien Abbas Kiarostami et à « L'Anguille » du Japonais Shohei Imamura et le Prix exceptionnel va au « Destin » de l'Égyptien Youssef Chahine. Le jury présidé par Isabelle Adjani a choisi l'audace

ILS ONT OSÉ. Isabelle Adjani et le jury qu'elle présidait ont osé composer un palmarès prenant explicitement, fièrement, le parti des œuvres contre toute autre considération. Chaque ligne de leur verdict est une pièce d'une mécanique à défendre le cinéma. Tant pis pour ceux qui ne manquent pas de dire qu'il fallait davantage ménager les Américains, mieux prendre en compte les impératifs commerciaux, se méfier d'un déséquilibre en faveur des cinématographies dites « lointaines » ou de cinéastes peu ou pas connus du grand public.

Avant même la proclamation du palmarès officiel, les choses avaient fort bien commencé : Prix de la critique internationale à Manuel de Oliveira et Atom Egoyan, prix Gervais/Un certain regard à Robert Guediguian. Le jury de la Caméra d'or, présidé par Françoise Arnoul, qui récompense un premier film quelle que soit la section cannoise dans laquelle il figure, avait choisi la révélation la plus exigeante de ce festival, *Suzaku*, de la réalisatrice japonaise Naomi Kawase (Quinzaine des réalisateurs). Le débat avait été chaud entre les partisans de ce film et ceux d'une œuvre tout aussi remarquable, *La Vie de Jésus*, de Bruno Dumont (Cinéma en France), finalement crédité d'une mention. La Commission supérieure technique a attribué son Grand Prix à

l'excellent chef opérateur Thierry Arbogast, deux fois présent à Cannes grâce au *Cinquième Élément*, de Luc Besson, et à *She's so Lovely*, de Nick Cassavetes.

Lorsqu'à l'invitation de Jeanne Moreau ils sont montés sur la scène du grand Auditorium Lumière, les actrices Isabelle Adjani, Gong Li et Mira Sorvino, les réalisateurs Tim Burton, Mike Leigh, Nanni Moretti, les écrivains Paul Auster et Michael Ondaatje, le danseur Patrick Dupond et le metteur en scène Luc Bondy, avaient l'air d'une bande de gamins qui vient de fonder un bon coup. C'était exactement le cas. Les gazettes qui vivent de la diffusion de ce genre de rumeurs avaient raconté que ces messieurs et dames du jury s'étaient beaucoup disputés. C'est possible, les jours d'après festival fourniront comme chaque année leurs révélations et leurs anecdotes.

Mais si les débats, aussi tendus qu'ils aient été, portaient sur les mérites comparés d'Abbas Kiarostami et d'Atom Egoyan, de Youssef Chahine, de Shohei Imamura et de Wong Kar-wai, comme le laisse entendre le résultat, c'est que tous les membres de jury partageaient un goût assez affirmé et exigeant du cinéma.

Le palmarès aurait-il pu répartir différemment les récompenses entre les lauréats ? Peut-être, en-

core que la configuration choisie est vraiment inattaquable. Mais d'autres cas de figure, avec les mêmes composantes, n'auraient guère dérogé à la courageuse prise de parti que constitue le choix de ces films et de ces auteurs – ainsi qu'à un cosmopolitisme du meilleur aloi. Un palmarès est, nécessairement, la résultante d'une sélection de films et de la composition d'un jury. L'une et l'autre auront, cette année, conspiré pour

comme le naturel récipiendaire d'un tel hommage. L'accueil que lui a réservé ou refusé Cannes dans le passé témoigne qu'il était loin d'avoir partie gagnée. D'ailleurs, à l'origine, son film n'était même pas en compétition ; il n'y est entré qu'à cause du jeu de bonneteau déclenché par les autorités chinoises censurant au dernier moment le film de Zhang Yimou.

Hormis les cinéastes nommés au palmarès, les autres lauréats

Un palmarès est, nécessairement, la résultante d'une sélection de films et de la composition d'un jury. L'une et l'autre auront, cette année, conspiré pour construire ce miraculeux résultat

construire ce miraculeux résultat.

La sélection ne comportait aucune « valeur sûre » dont une reconnaissance déjà unanime aurait imposé le sacre – même Shohei Imamura, récompensé d'une Palme d'or en 1983 pour *La Ballade de Narayama*, ne saurait prétendre à ce statut. Et Youssef Chahine, aujourd'hui consacré par un indiscutable Prix du cinquantenaire pour *Le Destin* et l'ensemble de son œuvre, peut bien paraître rétrospectivement

relèvent soit de l'évidence (Sean Penn est l'un des plus grands acteurs américains d'aujourd'hui), soit d'une réponse *a minima* (pour l'actrice Kathy Burke, effectivement très bonne dans le film de Gary Oldman, alors qu'aucune prétendante incontestable ne se détachait, ou le Prix du scénario à James Schamus, s'il faut vraiment décerner cette récompense, pourquoi pas lui ?). Parmi les metteurs en scène, deux cas ont surgi : Shohei Imamura et Youssef Chahine (tous deux nés en 1926). Le premier reçoit le juste salut à une œuvre très personnelle dont les audaces formelles passent par un rapport étonnement charnel avec le cinéma, qui a fait de *L'Anguille* l'un des films les plus jeunes de cette compétition. Le second, salué d'une chaleureuse ovation par la salle, confessa qu'il attendait semblable hommage depuis quarante-cinq ans. Il n'était que temps.

Les autres cinéastes primés sont tous, à quelques stades qu'ils se trouvent, des artistes en pleine évolution. Les cercles cinéphiles toujours croissants suivent depuis une dizaine d'années leur travail. Chacun obtient avec ce palmarès à la fois une reconnaissance accrue, et la possibilité de poursuivre son œuvre dans de meilleures conditions. C'est vrai de l'Iranien Abbas Kiarostami, pour qui la Palme d'or signifie la consécration d'un des plus grands metteurs en scène vivants, mais aussi une protection contre les dangers et autres tracasseries qu'il subit dans son pays – rappelons que son film, interdit de festival par les autorités de Téhéran, a été rajouté à la compétition le jour même de l'ouverture.

Mais c'est vrai également du Hongkongais Wong Kar-wai, l'un des grands créateurs de forme cinématographique actuels – et

pour lequel semblable reconnaissance internationale n'est peut-être pas superflue à la veille de la rétrocession à la Chine populaire.

Sans qu'ils encourrent de semblables dangers, Atom Egoyan et Manuel Poirier, aussi différents soient-ils, contruisent chacun une filmographie très personnelle qui vient de recevoir un jugement et utile coup de pouce. Ce palmarès exceptionnel s'explique aussi par la composition, tout aussi exceptionnelle, du jury : pour la première fois, celui-ci n'était composé que d'artistes. S'ils se sont affrontés, au moins est-ce sur les œuvres plutôt que d'obéir à des paramètres plus confus, voire contradictoires, comme c'est l'usage quand figurent parmi les jurés producteurs et vendeurs, techniciens et journalistes.

L'opportunité du cinquantenaire a permis cette composition inhabituelle du jury. On peut craindre qu'à l'avenir les corporations (représentées au conseil d'administration du festival) n'exigent un retour à l'ordre ancien, quand le principe retenu cette année a prouvé sa validité... Mais, en attendant, Isabelle Adjani et ses compagnons auront offert à cette cinquantième édition la plus belle et la plus mémorable des cérémonies, la seule véritablement nécessaire : une déclaration d'amour au cinéma.

Jean-Michel Frodon

Le palmarès du 50^e Festival

- **Palme d'or ex-aequo** : *Le Goût de la cerise*, d'Abbas Kiarostami (Iran) et *L'Anguille*, de Shohei Imamura (Japon).
- **Prix du cinquantième Festival de Cannes** : Youssef Chahine pour *Le Destin* (Égypte), et l'ensemble de son œuvre.
- **Grand Prix du jury** : *De beaux lendemains*, d'Atom Egoyan (Canada).
- **Mise en scène** : *Happy Together*, de Wong Kar-wai (Hongkong).
- **Meilleure actrice** : Kathy Burke dans *Ne pas avaler*, de Gary Oldman (Grande-Bretagne).
- **Meilleur acteur** : Sean Penn dans *She's so Lovely*, de Nick Cassavetes (Etats-Unis).
- **Meilleur scénario** : James Schamus pour *Ice Storm*, d'Ang Lee (Etats-Unis).

- **Prix du jury** : *Western*, de Manuel Poirier (France).
- **Palme d'or du court métrage** : *Is it the Design on the Wrapper?*, de Tessa Sheridan.
- **Prix du jury pour le court métrage** : *Leonie*, de Lieven Debrauwer (Belgique) et *Les Vacances*, d'Emmanuelle Bercot (France).
- **Caméra d'or** : *Suzaku*, de Naomi Kawase (Japon).
- **Mention caméra d'or** : *La Vie de Jésus*, de Bruno Dumont (France).
- **Prix de la commission supérieure technique** : Thierry Arbogast, chef opérateur du *Cinquième Élément* de Luc Besson (France) et de *She's so Lovely*.
- **Prix Gervais/Un Certain Regard** : *Marius et Jeannette*, de Robert Guediguian.

SA DEUXIÈME PALME D'OR rend un hommage légitime au vétéran Shohei Imamura (dont *Le Monde* a publié un entretien dans le « Spécial Cannes » du 8 mai) en même temps qu'elle lui permet de rejoindre le club très fermé où figurent déjà Francis Coppola, Bille August et Emir Kusturica. Et, pour rester dans les premières lignes du palmarès, le prix du cinquantième Festival, attribué à Youssef Chahine, consacre une œuvre majeure de la seconde moitié du siècle en même temps qu'un film magnifique (*Le Monde* du 17 mai). Mais l'événement majeur de ce palmarès reste néanmoins la récompense suprême attribuée à Abbas Kiarostami, entérinant la place conquise depuis le début de la décennie par un réalisateur reconnu aujourd'hui, à cinquante-sept ans,

Abbas Kiarostami enfin récompensé

par les cinéphiles mais aussi par nombre de grands réalisateurs comme un artiste hors pair.

« Je fais des films parce qu'à leur projection je rencontre mes amis », dit Kiarostami de sa belle voix douce. Ses amis, qui fêtent aujourd'hui son triomphe, ont bien failli attendre en vain à Cannes cette année sa longue silhouette aristocratique et ses sempiternelles lunettes fumées. Lancées dans d'impitoyables luttes intestines, encore exacerbées par l'approche des élections présidentielles au mois de juin, les différentes factions qui rivalisent pour le pouvoir à Téhéran ont fait de la culture un terrain privilégié de leurs affrontements. En particulier le cinéma, depuis que les films iraniens, grâce notamment à Kiarostami, reçoivent en Occident un accueil très

favorable. C'est ainsi que, invité par Cannes, *Le Goût de la cerise* a été interdit de sortie par des autorités de plus en plus répressives depuis un an.

Cette interdiction était officiellement motivée par la non-présentation du film au Festival de Téhéran en mars : tout film doit, selon le règlement du ministère de la culture et de la rectitude islamique, y être projeté avant de pouvoir prétendre à une distribution dans le pays et à une présentation à l'étranger. L'hostilité officielle s'était aussi manifestée par l'ajout au code de censure, publié l'été dernier, d'un article interdisant le thème du suicide quand on a su que Kiarostami préparait un film sur ce sujet.

Il a fallu une mobilisation de l'ensemble des cinéastes iraniens,

oubliant pour une fois leurs rivalités, pour que le film et son réalisateur puissent faire le voyage de la Croisette. « *La présence du film à Cannes est une fête pour tout le cinéma de mon pays* », disait le réalisateur avant de savoir qu'il obtiendrait la palme. Lui qui envisageait, la mort dans l'âme, de tourner à l'étranger considère comme de nouveau possible de tourner dans son pays. Dès son retour de Cannes, il mettra en chantier son nouveau projet, selon la méthode originale inventée pour *Le Goût de la cerise* : pas de scénario, mais un « pré-tournage » en vidéo qui sert de référence pour la réalisation proprement dite. Méthode qui, en l'absence de document écrit, ne facilite pas le travail de la censure.

J.-M. F.

TROIS QUESTIONS

À PIERRE VIOT

1 Le Festival de Cannes ne risquez-vous pas d'être victime de son succès et de tomber dans le gigantisme ? Qu'en pensez-vous, vous, en tant que président du festival ? C'est un risque dont je suis conscient, et j'ai déjà procédé à des limitations. Je ne peux sacrifier ni les médias ni le public, qui sont indispensables. Le Marché du film non plus, car on ne peut se passer des professionnels producteurs et distributeurs. Le risque est dans la présence grandissante de la télévision et dans l'aspect « kermesse » qui entoure le Festival de Cannes. Je serai très vigilant pour maintenir notre ligne : des films, des films, des films.

2 Pour ce cinquantième festival exceptionnel, certains vous reprochent une sélection dominée par le thème de la violence...

Je pourrais dire qu'elle est le reflet de l'époque, mais ce serait trop facile. Il se trouve que, cette année, la production mondiale avait cette tonalité. En 1996, les temps n'étaient pas plus joyeux, et il y avait davantage de comédies, et pour le Festival 1998 ce sera différent encore. Mais reconnaissez que cette cinquantième édition a été aussi un grand moment de bonheur et de beauté...

3 Justement, ne craignez-vous pas le retour à la normale en 1998 ?

Pas tant que nous présenterons des films intelligents et populaires, et que nous maintiendrons une tradition de pluralisme culturel.

Croisette, fin de parties

La célèbre avenue cannoise retrouve ses allures habituelles

ILS CHANTAIENT. Elles lançaient des youyous. Ils s'embrassaient autour de leur vieux maître. Ils dansaient tous. Ce n'était pas l'Andalousie du XII^e siècle, c'était dans la rue, dimanche 18 mai, sur la Croisette, et puis au bar de l'Hôtel Majestic. Ce n'était pas le philosophe Averroès triomphant des sectes obscurantistes qui était ainsi fêté, mais Yousef « Jo » Chahine dans son smoking blanc qui venait de recevoir son Prix du cinquantenaire du Festival de Cannes. Mais où est la différence ?

Le dîner officiel de clôture s'est terminé sur la plage, où on a vu danser Isabelle Adjani et Emmanuelle Béart... Plus haut, dans une villa de la route de Vallauris, Manuel Poirier et ses amis célébraient le Prix du jury obtenu pour *Western*. Les autres étaient partis, allaient partir bientôt. Déjà, on s'affairait à démonter les grands panneaux publicitaires, les constructions de carton-pâte rajoutées sur les façades de sainsdoux des palaces et sur les trottoirs de la Croisette. On allait redécouvrir qu'elle est bordée de palmiers.

On a roulé le tapis rouge du grand escalier. Les stands du marché du film sont démontés, les tentes pliées, les employés du festival sont fatigués. La boîte dite « de Canal Plus », où la chaîne cryptée soigne ses amis et ses relations publiques, a fermé ses portes dès di-

manche à 6 heures. Luc Besson a fait la fermeture après « une semaine de vacances formidables passées à Cannes ». Quand on est premier en même temps au box-office français et américain après avoir fait l'ouverture de la cinquantième édition du Festival de Cannes, ce ne sont pas quelques mauvaises cri-

des embouteillages ; ils vont râler parce que les clients sont rares. Le yacht de Robert Altman, lieu de fêtes très sélectes et très privées, va appareiller.

Les fans de Michael Jackson vont pouvoir se recueillir devant les marches du palais, sur les em- preintes de « Ses » mains pieuse-

On a roulé le tapis rouge du grand escalier.

Les stands du Marché du film sont démontés, les tentes pliées, les employés sont fatigués

tiques qui allaient lui gâcher le sé- jour. La veille, Canal Plus avait offert une soirée privée à son poulain Mathieu Kassovitz, qui a eu aussi de mauvaises critiques. Mais lui, il n'a pas fait beaucoup d'entrées en salles.

Emmanuel de Brantes, chroniqueur à la fine moustache des nuits excessives, a repris le chemin du *nightclubing* parisien. Les collines résonnent encore des échos *gangsta rap* de la fête du film prolétarien *Ma 6T va crack-er*, de Jean-François Richer. Les habitués du Carlton vont pouvoir réintégrer leurs suites et reprendre leurs habitudes de luxe provincial. Gilles Jacob va recommencer à visionner des films pour l'édition 1998. Les chauffeurs de taxi râlaient à cause

ment recueillies par un plâtrier spécialement dépêché dans sa suite du Carlton, car le clone blanc refusait de s'aventurer sur la Croisette, en terrain découvert. La guerre des bouquets numériques entre TF 1 et Canal Plus ne connaît pas de trêve. Ils ont acheté, en exclusivité, les mêmes films au même producteur américain, au Marché du film. Il y a du procès dans l'air. On ne sait plus si les stars américaines viennent à Cannes pour le festival ou pour les relations publiques du restaurant Planet Hollywood qui s'est ouvert juste en face du palais.

Abbas Kiarostami est Palme d'or et Yousef Chahine, Prix du cinquantenaire. L'espoir est intact...

Jacques Buob



La vie à deux selon Wong Kar-Wai

Happy Together. Sans se limiter à une réflexion sur l'homosexualité, le cinéaste de Hongkong transforme l'amour fou en une série de ruses de Sioux, où l'éloignement devient une raison d'être

Film hongkongais de Wong Kar-Wai. Avec Leslie Chang, Tony Leung Chiu-Wai. (1 h 33.)

Happy Together n'est jamais que le troisième film de Wong Kar-Wai en moins d'un an, après *Les Cendres du temps* et *Les Anges déchus*. Il demande pourtant beaucoup plus d'attention que les autres, car il s'agit du meilleur film de son réalisateur.

Tout ce qui pouvait apparaître comme artificiel et maniéré dans les précédentes œuvres de Wong Kar-Wai, une façon de recourir trop systématiquement aux procédés du clip, de s'installer dans la durée au risque de négliger son scénario, s'estompe. Wong Kar-Wai est arrivé à maturité, au moment précis où son cinéma s'est éloigné de Hongkong pour s'installer à Buenos Aires – c'est-à-dire le point le plus éloigné de son île natale.

Mes années sauvages et *Les Cendres du temps* demeuraient encore des métaphores sur le retour prochain de Hongkong dans le giron chinois, et se faisaient le reflet des inquiétudes d'un cinéaste se demandant à quelle culture il appartenait, et à quelle tradition du cinéma il pouvait être rattaché. Toutes ces questions semblent s'être volatilisées dans *Happy To-*

gether. S'il ne faut pas dix secondes pour savoir où l'on est – dans un lit en train de regarder deux garçons, Lai Yiu-fai et Ho Po-Wing, qui font l'amour –, il faut bien une demi-heure pour comprendre où l'on se trouve.

Et Wong Kar-Wai ne cherche guère à nous aider. Un restaurant chinois où travaille Lai, d'autres jeunes garçons chinois que Ho cherche à séduire indiquent une direction menant tout droit vers le continent asiatique. Seul une vague air de tango, et quelques figurants parlant en espagnol arrivent à nous faire croire qu'il existerait une minorité sud-américaine exilée en Chine...

DRÔLE DE SENSATION

S'il y a, à ce point, une confusion entre Hongkong et Buenos Aires, c'est parce que Wong Kar-Wai s'est acharné à chercher, et à trouver, tout ce qui ramenait la capitale argentine du côté de Hongkong. Non que l'heure fixée par Wong Kar-Wai soit celle du village global, d'un anéantissement des frontières, où tout serait égalisé. Les frontières, elles sont, au fond, dans le propre cerveau du cinéaste, qui a besoin de s'éloigner le plus loin possible de son île pour filmer ce qui lui est proche. De plus en plus fasciné par Buenos Aires, et toujours

hanté par Hongkong, l'un de ses personnages, Lai, se fait la réflexion suivante : Buenos Aires serait Hongkong à l'envers. Pour retrouver sa ville, il lui suffirait de vivre la nuit – ce qui, décalage horaire oblige, correspond au jour à Hongkong.

Happy together marche donc sur la tête. D'où la drôle de sensation que l'on retire, d'abord du titre, et ensuite de la scène d'ouverture – montrant ce que les deux garçons ne feront plus jamais dans le reste du film : l'amour. « *Les amoureux, lorsqu'ils sont heureux, sont tous les mêmes. Lorsque leurs relations se détériorent, ils sont tous différents et uniques dans leur manière de se faire souffrir ou de faire souffrir l'autre* », affirme Wong Kar-Wai en présentant son film.

Happy Together se focalise au contraire sur les différentes manières de se détester ensemble. En transformant l'amour fou en une série de ruses de Sioux, où l'un fait tout pour semer l'autre, et fait de l'éloignement une raison d'être, Wong Kar-Wai ne se limite pas à une réflexion sur l'homosexualité. Sans doute parce qu'il évite avec une grande intelligence tout regard prétendument anthropologique sur les homosexuels. Lai et Ho pourraient aussi bien être deux femmes, ou un homme et une femme. Au cours

d'un de ses périodes dans Buenos Aires, Ho revoit Lai en train de se choisir un partenaire dans les toilettes d'une gare. Wong Kar-Wai aurait pu se contenter de relever le côté glauque de la situation. Il choisit au contraire d'insister, de tout montrer en pleine lumière, comme l'indice d'un grand bonheur pour un individu qui découvre son partenaire souffrant comme lui, dans des termes identiques, d'une solitude insupportable.

Il y a deux films dans *Happy Together*. Le premier est lent, et s'étire sans fin. Le deuxième dure cinq minutes, les cinq dernières, et est filmé en accéléré. Le temps qu'il faut à Lai pour retourner à Taipei, retourner dans le restaurant des parents de Ho, et leur de- mander la photographie de leur fils qui est accrochée derrière le comptoir. Il lui faut aller au bout du monde pour retrouver un substitut de son amant.

Dans *Chungking Express*, Wong Kar-Wai montrait une jeune fille en train de contempler une carte postale en guise de voyage lointain. Lai se contente, lui, d'une photographie de mauvaise qualité. La vie à deux selon Wong Kar-Wai est très particulière : elle ne se conçoit qu'à distance.

S. Bd

Made in France

Treize films français ont été présentés dans les différentes sections

QUI DIT compétition, dit généralement équipe nationale. Vue sous cet angle, la *french team* comptait, toutes sections confondues, treize représentants à Cannes cette année. Lesquels ont défendu avec panache les couleurs nationales, mais plus encore celles du cinéma tel qu'on lui permet d'exister en France et sa telle- ment ailleurs dans le monde.

Cette spécificité nationale tient en deux mots, richesse et diversité, dont témoignerait à elle seule l'énumération des films en présence. En Sélection officielle : *Le Cinquième Élément*, de Luc Besson ; *La Femme défendue*, de Philippe Harel ; *Assassin(s)*, de Mathieu Kassovitz ; *Western*, de Manuel Poirier. Dans Un certain regard : *Histoire(s) de cinéma*, de Jean-Luc Godard ; *Marius et Jeannette*, de Robert Guediguian ; *Post-Coïtum*, *Animal Triste*, de Brigitte Roüan. Dans Cinéma en France : *L'Autre Côté de la mer*, de Dominique Cabrera ; *J'ai horreur de l'amour*, de Laurence Ferreira Barbosa ; *Ma 6. T va crack-er*, de Jean-François Richet ; *Sinon, oui*, de Claire Simon ; *Un frère*, de Sylvie Verheyde ; *La Vie de Jésus*, de Bruno Dumont.

Où trouver ailleurs pareille cohabitation ? Grâce au système de soutien français à l'industrie cinématographique, les petits artisans (Guediguian, Richet) côtoient les mastodontes de l'industrie (Luc Besson, et, dans une moindre mesure, Mathieu Kassovitz, le budget d'*Assassin(s)*, 48 millions de francs, étant deux fois supérieur au coût moyen d'un film français).

DIVERSITÉ

Mais surtout, où trouver semblable diversité dans les réponses apportées par ces films à la question : comment revitaliser le cinéma ? Quel territoire cadrer, et comment l'habiter ? D'un côté Luc Besson, qui choisit la scène américaine, la surchère technologique et la projection imaginaire dans le futur, et à l'autre extrême Robert Guediguian, qui, un œil sur les lendemains qui chantent, l'autre à l'ocilleton de la caméra, sauve les meubles du réel en s'accrochant à son terreau de l'Estaque.

Entre ces deux pôles, beaucoup de bonnes choses, à commencer par le génial collage critique de Jean-Luc Godard. Mais aussi Cinéma en France, qui a présenté une sélection exceptionnellement ambitieuse et enthousiasmante. Avec la révélation de Bruno Dumont

EN VUE SUR LA CROISSETTE

■ Rappelant que c'est à Cannes en 1949 qu'il rencontré **Sylvana Mangano**, l'héroïne de *Riz Amer*, la direction du Festival international du film a rendu hommage, dans un communiqué, au réalisateur italien **Giuseppe De Santis**, mort vendredi 16 mai, une semaine après **Marco Ferreri**. « *Il restera comme un moraliste révolutionnaire et un cinéaste hors pair* ».

■ Los Angeles célébrera aussi le cinquantième anniversaire du Festival de Cannes. L'Academy of Motion Pictures, Arts and Sciences, Uni- france Film et le Musée de Los Angeles se sont réunis pour organiser à Beverly Hills, du 17 juin au 5 juillet, « Cannes 50 ». De nombreux cinéastes, acteurs et actrices français, tous anciens lauréats du Festival devraient être présents comme **Isabelle Adjani**, **Anouk Aimée**, **Marie-José Nat**, **Daniel Auteuil**, **Michel Blanc**. *Assassin (s)*, de **Mathieu Kassovitz**, *La Femme défendue*, de **Philippe Harel**, et *Western*, de **Manuel Poirier**, seront présentées en première américaine.

■ Révélée à Cannes en 1996 par le film de Lars von Trier, *Breaking the Waves*, l'actrice **Emily Watson** jouera le rôle de la violoncelliste Jacqueline Du Pré. Le film sera réalisé par **Anand Tucker**.

■ Films français en compétition officielle, *Western*, de **Manuel Poirier**, Prix du jury, et *La Femme défendue*, de **Philippe Harel**, ont été vendus dans une douzaine de pays pour des recettes prévues aux alentours de 5 millions de francs.

La comédie de l'abandon

Post-coïtum, animal triste. Le récit émouvant et léger d'une passion et d'une rupture

UN CERTAIN REGARD
Film français de Brigitte Roüan. Avec Brigitte Roüan, Patrick Chesnais, Boris Terral, Nils Tavernier. (1 h 37.)

Titre évocateur que celui du deuxième long métrage de l'actrice et réalisatrice (*Outremer*, 1990) Brigitte Roüan. Sauf à penser que *Post-coïtum*, *animal triste* est un remake pornographique de *Microcosmos*, on en déduira non sans raison que ce film est drôle, qu'il parle d'amour, et qu'on y perd un peu son latin. Les quatre premières séquences le confirment. D'abord ce chat en rut, miaulant à perdre l'âme et se vautrant sur la moquette. Puis cette femme criant du fond de son lit « *Emilio !* », tandis que résonne en arrière-fond la chanson gui-

mauve *Ti Amo*. Vient ensuite la scène qui évoque leur première rencontre, quelque chose comme un choc électrique. Enfin, curieusement, un couple âgé dans une cuisine, avec un bon vieux qui mange son gigot et une bonne vieille qui le sert en chantonnant, jusqu'au moment où celle-ci plante dans le cou de celui-là la fourchette à gigot.

Avec la fourchette, c'est aussi le décor du film qui est planté, entre amour fou et roman à l'eau de rose, coup de blues et coup de sang. Diane (Brigitte Roüan) est éditrice, a un mari (Patrick Chesnais) et deux enfants, et tout irait pour le mieux si elle ne redécouvrirait le sens du mot passion en compagnie d'un jeune ingénieur hydraulicien à la beauté latine non moins évidente que leur différence d'âge. En un mot, Diane

perd la maîtrise d'elle-même, délaisse sans vraiment donner le change famille et travail. Son mari, au fait de la situation, préfère laisser la tempête passer et trouve une certaine consolation à exercer son métier d'avocat en préparant la défense de M^{me} Lepulche, celle-là même qui a détourné la fourchette à gigot de sa vocation originale pour cette raison suffisante que son mari, qui l'avait trompée durant quarante ans, menaçait de la quitter.

Ce que ne va pas d'ailleurs pas tarder à faire Emilio avec Diane. Et c'est là que les choses se gâtent, pour Diane, qui sombre dans la dépression, mais aussi pour le film, dont la légèreté affichée et la manière pétillante de jongler avec les poncifs s'accroissent relativement mal de cette soudaine rupture de ton.

C'est sans doute, paradoxalement, que la réalisatrice ne cesse jamais tout à fait de considérer l'action avec une distance amusée (incarnant fort bien, par exemple, l'éternelle inconsolable en lunettes noires...), laquelle contamine en profondeur les moments plus tragiques, et ne permet pas de s'arracher au registre du vaudeville.

Si le film parvient pourtant à aller au-delà de la comédie du bonheur, puis du malheur, c'est dans ces rares moments où la cinéaste aborde frontalement l'obsession qui la tarade, le vieillissement, qu'incarne M^{me} Lepulche. Ainsi de cette très troublante scène où Diane, nue devant le miroir, triture sa chair, et caresse la mort au passage.

J. M.

Jacques Mandelbaum

Autoportrait d'Eastwood en libertaire solitaire

Les Pleins pouvoirs. L'acteur et réalisateur signe un film mineur, mais indispensable

SÉLECTION OFFICIELLE CLÔTURE

Film américain de Clint Eastwood. Avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Ed Harris, Laura Linney, Scott Glenn. (2 h 01.)

Loin de marquer le retour de Clint Eastwood vers un genre codifié, en l'occurrence le thriller, et un recadrage de ses ambitions d'auteur à des normes plus hollywoodiennes, *Les Pleins Pouvoirs* inaugure un nouveau tournant dans la carrière du réalisateur américain. Ce tournant n'est pas le moins audacieux, il vise à une intimité encore plus affirmée, partagée en toute quiétude avec le spectateur. Le costume de justicier ou de hors-la-loi anonyme et solitaire qu'Eastwood arborait dans les westerns réalisés par Sergio Leone, Don Siegel ou lui-même a été remis au placard, dans une boîte à souvenirs que l'on consulte davantage pour se préparer une vieillesse confortable que pour se réfugier dans des souvenirs.

Dans *Les Pleins pouvoirs*, Eastwood a un nom, Luther Whitney, impossible à oublier car il doit être le seul à afficher un tel patronyme. Luther Whitney est un génie du cambriolage, le Mozart du perçage de coffre-fort. Mais Luther Whitney est seul, désemparé, accroché à des photos de sa fille âgée de vingt ans qu'il n'a pas vu grandir, dont la présence lui est devenu aussi nécessaire qu'une potion destinée à un grand malade. Eastwood ne s'en est jamais caché : Luther Whitney, c'est lui, et la fille dont il recherche l'affection celle qu'il a retrouvée récemment. Il y a bien sûr le reste, c'est-à-dire une intrigue politique assez peu crédible, écrite par William Goldman, ordonnée en fonction des lois du genre. Mais dans *Les Pleins pouvoirs*, le genre s'efface, le film policier éclate pour devenir un « home-movie ».

Peu de metteurs en scène se lèveraient d'une histoire aussi ab-

surde. Elle est adaptée d'un roman de David Baldacci, qui a sans doute dû concevoir une pareille intrigue sous l'emprise d'un délire éthérique. Un cambrioleur s'insère dans la demeure d'un conseiller politique très influent ; à peine s'est-il emparé d'une collection de rivières de diamants et de montres en or qu'il doit faire face à l'arrivée inopinée d'un couple d'amants à la recherche d'un endroit discret. Enfermé dans la salle des coffres-forts, tout en observant la scène grâce à une vitre sans tain lui permettant de voir sans être vu, Luther Whitney va être le témoin de l'impensable. Devant lui, le président des Etats-Unis (Gene Hackman, parfait en homme d'Etat aux manières de collégien sadique), habillé en marquis de Sade, cogne sa maîtresse d'un soir au point de se faire poignarder avec un coup de papier. Ses gardes du corps interviennent pour abattre la jeune fille qui n'avait rien compris des règles du jeu.

Après ce point de départ baroque, les absurdités scénaristiques s'accablent. Comment le staff du président des Etats-Unis peut-il oublier le fameux coupe-papier sur les lieux du crime ? A-t-on déjà vu la surveillance rapprochée d'un homme d'Etat à ce point incompétente, incapable de retrouver la trace d'un cambrioleur qui les fait chanter ? Comment

deux tireurs d'élite, armés d'un fusil à lunette, peuvent-ils rater Luther Whitney ? Aussi caricaturale que jolissive, la haine que l'Etat américain inspire à Eastwood frôle le ridicule en permanence. On n'oubliera pas de sitôt le visage ensanglanté de Gene Hackman, gémissant sur son lit après l'assassinat de sa maîtresse, ou le visage haineux d'Eastwood devant son poste de télévision, rabaisant l'affrontement entre lui et le président des Etats-Unis au niveau d'une bisbille de cour de récréation. Ces blagues de potaches appuient un discours politique vaguement anarchiste, dont la vigueur anti-étatique (Eastwood est « libertarian », un mouvement opposé à l'intervention de l'Etat) est à la longe beaucoup trop caricaturale pour être convaincante.

FIGURES HITCHCOCKIENNES

La joyeuse incohérence de ce thriller ne ferait que sourire si Eastwood n'avait eu la belle idée de faire de Luther Whitney un cambrioleur qui essaye de regagner le temps perdu, au lieu de chercher à dérober l'argent qu'il ne possède pas. Luther Whitney vole des bijoux, mais il les remet à leur place. Son savoir-faire ne lui sert plus à s'enrichir, mais à faire irruption dans l'appartement vide de sa fille, à la recherche d'une photo, d'un objet, qui pourrait l'aider à

Gene Hackman, le méchant magnifique

Gene Hackman apparaît pour la deuxième fois dans un film réalisé par Clint Eastwood. Dans *Impitoyable*, il incarnait un shérif sadique. Une qualité qu'il conserve dans son rôle de président des Etats-Unis dans *Les Pleins Pouvoirs*. Sa carrière n'a débuté que tardivement, à quarante ans, dans *Bonnie and Clyde* (1967) d'Arthur Penn.

Un Oscar pour son interprétation du flic obsessionnel de *French Connection* (1971), de William Friedkin, récompensera l'un des acteurs les plus marquants des années 70. Hackman poursuivra alors une carrière d'une richesse exceptionnelle dans des films aussi marquants que *L'Epouvantail* (1974) de Jerry Schatzberg, *Conversation secrète* (1974) de Francis Ford Coppola et *La Fugue* (1975) d'Arthur Penn. Grâce à des rôles de méchants, Hackman réussira sa reconversion au moment où son talent ne suffit plus à attirer le public. C'est de cet emploi que Clint Eastwood sait désormais si bien tirer parti.

compléter les pièces d'une existence qu'il n'a pas vécue. Luther Whitney en a fini avec les coffres, il s'attaque désormais aux souvenirs. Le « home-movie » peut donc commencer.

Il y a plusieurs figures du style hitchcockien dans *Les Pleins Pouvoirs* : le coupe-papier, qui évoque les ciseaux du *Crime était presque parfait* ; le fauteur de voyeur sur lequel Luther Whitney assiste impuissant à un crime qui se déroule sous ses yeux, comme James Stewart dans *Fenêtre sur cour*. Mais le principal terreau des *Pleins Pouvoirs* est à chercher du côté de *Vertigo*, pour la manière dont Eastwood met en scène sa propre disparition, et peut ainsi mieux réapparaître au grand jour.

Celui-ci a toujours eu une tendance très nette à filmer son propre effacement, à s'échapper du cadre de l'écran pour se rendre progressivement invisible. Un effacement qui atteignait son point d'orgue dans *Impitoyable*, où il ne filait pas sa mort, mais sa brutale disparition de l'écran, comme un repère que le spectateur n'arrive plus à distinguer. *Les Pleins Pouvoirs* parle d'un homme invisible qui collectionne, dans un délire fétichiste, les photos de sa fille à l'école, à l'université, au tribunal lors de sa première plaidoirie, comme autant de fragments d'une existence dont il essaye de devenir l'un des protagonistes cachés. Seulement, Eastwood n'a plus besoin aujourd'hui de dissimuler. *Les Pleins Pouvoirs* marque son retour à la vie. L'événement est suffisamment important pour qu'on saisisse la véritable nature de ce film mineur, mais indispensable, et somme toute formidable. Eastwood n'a cessé au fil de sa carrière, de *L'Homme des hautes plaines* à *Impitoyable*, en passant par *Pale Rider*, de s'habiller en spectre ou en mort-vivant. Il aura fallu attendre le crépuscule de sa carrière pour le voir enfin prendre toute sa consistance.

Samuel Blumenfeld

LES AUTRES FILMS

LE BAISER DU SERPENT

SÉLECTION OFFICIELLE/EN COMPÉTITION. Film britannique de Philippe Rousselot. Avec Ewan McGregor, Greta Scacchi, Pete Postlethwaite, Carmen Chaplin, Richard E. Grant. (1 h 50.)

■ Sélectionnée pour faire l'ouverture d'un certain regard, puis « transvasée » en compétition officielle, la première réalisation de ce talentueux et éclectique chef opérateur (de *Thérèse à L'Ours* en passant par *La Drôlesse* et *Diva*) n'a pas vraiment gagné au change. Sa carrière de directeur de la photo a souvent conduit Philippe Rousselot à éclairer d'importantes reconstitutions historiques (*Les Liaisons dangereuses*, *La Reine Margot*...). Passant à la mise en scène, il semble n'en avoir conservé que le côté décoratif. Pas un bouton de gâchette ne manque à ce complot autour de l'aménagement d'un parc paysager par un riche marchand anglais à la fin du XVIII^e siècle. Dans le jardin de Rousselot, il pousse des métaphores en fonte et un verdoyant ennui. L'histoire de l'artiste horticole qui, à travers les vanités du monde, saura trouver le juste milieu entre raison et nature en même temps que le cœur de la fille du domaine, évoque une version simplifiée jusqu'au navrant de *Meurtre dans un jardin anglais*. Alors que les (bons) comédiens sont scandaleusement sous-employés, les seuls joyeux moments du film tiennent au numéro de « méchant » aux grimaces machiavéliques de Richard Grant. Mais il s'agit de moments comiques dont on doute qu'ils soient volontaires.

J.-M. F.

12 STOREYS

UN CERTAIN REGARD. Film singapourien de Eric Khoo. Avec Jack Neo, Koh Boon, Chuang Yi Fong, Lum May Yee. (1 h 45.)

■ Douze étages, donc, à cet immeuble de Singapour choisi par le réalisateur pour l'action de son film. Architecture fonctionnelle, solitude moderne et contrainte formelle se conjuguent pour esquissier ce qui se perçoit comme une métaphore du pays – et de son cinéma, dont Eric Khoo est un des très rares représentants. Tout commence avec le suicide d'un jeune homme qui se jette du haut de l'immeuble. C'est par ses yeux, ainsi que le suggère sa présence fantomatique, qu'on va s'introduire dans quelques autres appartements. Celui de San San, une femme obèse et mélancolique que sa vieille mère adoptive passe son temps à humilier. Celui de Ah Gu, à qui sa jeune épouse, une Pékinoise, fait subir un enfer quotidien. Celui enfin de Meng – jeune prototype anglo-maniaque et rigide d'une société gouvernée par l'ordre, la réussite et l'apparence – qui s'est mis en tête de contrôler les moeurs de sa sœur de dix-huit ans (dont l'interprète, Lum May Yee, ne devrait pas rester très longtemps inconnue). Sur cette triple trame, le réalisateur dresse un portrait à la fois ironique et sombre de la ville-Etat, sans vraiment parvenir à dépasser par sa mise en scène le découpage contraignant du scénario ni la dimension théâtrale des dialogues. Lesquels pourtant se révèlent, à l'occasion, d'une réelle efficacité comique, lorsque Khoo s'autorise à les prolonger jusqu'à l'absurde.

J. M.

BRAT

UN CERTAIN REGARD. Film russe d'Alexei Balabanov. Avec Sergueï Brodov, Viktor Soukhoroukov, Svetlana Pismitchenko, Maria Joukova. (1 h 36.)

■ *Brat* (« Un frère ») dresse, sur fond de violence urbaine et de délinquance sociale, un état des lieux du postcommunisme, en recourant aux méthodes du cinéma américain. Libéré de ses obligations militaires, Danila rejoint son frère, Viktor, un tueur à gages, à Saint-Petersbourg. Pacifique et maître de ses nerfs, il ne tarde pas, cependant, à révéler d'efficaces dispositions en matière d'hygiène publique. Trahi par son frère, il n'en débarrasse pas moins la place du marché de la mafia tchétchène qui y damait le pion aux truands russes, puis s'occupe de ces derniers avec un égal succès. Ajoutons que ce sympathique garçon « n'aime pas trop les juifs », et on aura achevé le portrait du nouveau héros de cinéma russe, qui va décidément bien mal.

J. M.

« Restons calmes », la surprenante comédie dont Pékin a privé le Festival

IL AVAIT ÉTÉ ANNONCÉ en compétition officielle, et cela paraissait bien naturel. Depuis 1990 (*Ju Dou*), le Festival accompagne la carrière de Zhang Yimou, l'un des cinéastes phares de la « cinquième génération » chinoise. On a ainsi découvert sur la Croisette *Vivre !* (Prix du jury en 1994) et *Shanghai Triad* (Prix spécial et Prix d'interprétation à Ge You en 1995). Mais, à la dernière minute, on apprenait que ni *Keep Cool* (« Restons calmes ») ni son auteur ne pourraient être présents. Ainsi en avaient décidé les autorités de Pékin.

Celles-ci auront ainsi privé Cannes d'un film surprenant, très éloigné des archétypes du cinéma chinois connus en Occident – somptueuses reconstitutions historico-exotiques et métaphores sur l'oppression collectiviste, grâce notamment à *Epouses et concubines*, du même Zhang Yimou, ou à *Adieu ma concubine*, de Chen Kaige, Palme d'or 1993. Dès le premier plan de *Keep Cool*, la rupture est évidente : la manière dont la caméra portée à l'épaule tressaute et se décadre sans cesse pour accompagner une jeune fille – à la robe et aux cheveux très

courts – que poursuit d'un discours assidu et bégayant son ancien amant dans les rues d'une ville moderne évoque beaucoup plus le prologue d'un film indépensant new-yorkais que les pourpres de la Cité interdite.

Keep Cool est une comédie contemporaine située dans le milieu des nouveaux riches de la « modernisation capitaliste ». Le film fonctionne sur une accumulation délirante de péripéties, démultipliées par un dialogue fleuve et une caméra endiablée. Dans des décors inhabituels, de la cour d'un grand ensemble qui pourrait être Sarcelles aux couloirs d'un restaurant qui pourraient sortir du *Docteur Caligari*, se déroule un improbable enchaînement de qui-proquos, gags, explosions de violences mettant aux prises le soupireux, sa dulcinée, le nouveau compagnon de celle-ci et un fonctionnaire, victime de ce triangle amoureux.

UN FILM DÉRANGEANT

Pourquoi les autorités chinoises ont-elles interdit la projection de *Keep Cool* à Cannes ? Le film dérange, sans doute – la version dont on a pu discrètement prendre connaissance, et qui sera peut-être présentée à Venise, comporte dix-sept coupes exigées par les différentes instances de censure. Mais il a surtout été « blacklisté » par mesure de rétorsion contre le Festival, celui-ci ayant sélectionné *East Palace West Palace*, du réalisateur dissident Zhang Yuan (alors que *Keep Cool*, financé par des capitaux privés, est officiellement produit sous l'égide d'un studio d'Etat). La tactique constante des responsables chinois est en effet de faire payer à un autre réalisateur les « écarts » d'un de ses collègues.

Pourquoi Zhang Yimou s'est-il soumis à cette interdiction ? Il avait pourtant bravé une mesure identique il y a trois ans, pour *Vivre !*, et il pouvait d'autant plus aisément faire le voyage de Cannes qu'il se trouve actuellement en Italie, où il met en scène *Turandot* pour l'opéra de Flo-

rence. Sans doute, à l'heure des luttes de pouvoir suscitées par la succession de Deng Xiaoping, le pouvoir chinois est-il dans une phase particulièrement répressive, même si certains hommes d'Etat européens choisissent de l'ignorer. Sans doute la menace de Pékin de retirer à Zhang Yimou son passeport aurait-elle des conséquences bien réelles.

Mais la réponse se trouve aussi dans le film lui-même. A la différence de la plupart des films chinois présentés dans les grands festivals, *Keep Cool* est conçu prioritairement pour le public chinois, et non pour une frange d'Occidentaux en mal d'orientalisme extrême. C'est aussi le seul film tourné officiellement en Chine cette année qui déroge à la récente directive imposant que toutes les réalisations soient vouées à l'exaltation de la glorieuse histoire de Parti et à sa juste ligne actuelle. La volonté de préserver les chances de sortie en Chine du film – et, pour Zhang, de tenter de passer du statut de réalisateur international à celui de cinéaste reconnu par le grand public de son pays – explique dans une large mesure qu'il se soit soumis à l'oukase de Pékin. Cannes a ainsi été privé de la découverte d'un ton et d'un esprit auxquels on n'a guère accès sur nos écrans. Mais, comme on peut espérer que ce n'est que partie remise, « restons calmes ».

J.-M. F.

Devenez manager d'entreprises culturelles

attaché(e) de presse, relations publiques

IC.COM propose des cycles de formation courts et longs encadrés par les meilleurs professionnels ouverts aux étudiants et salariés.

Institut de la Culture, de la Communication et du Management (IC.COM) 11, bd Magenta, 75010 Paris - T. 01 42 40 42 88

Jeunes diplômés

à la recherche d'une formation professionnelle

Cadres, ingénieurs, techniciens

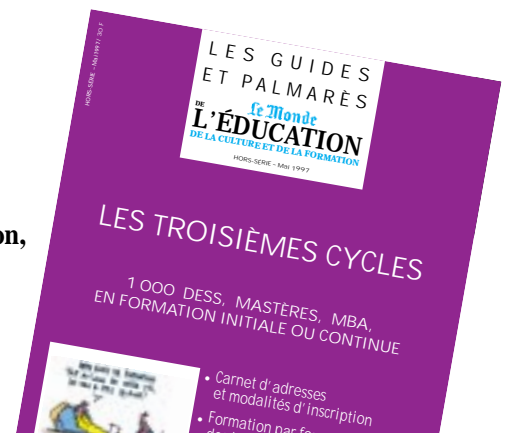
à la recherche d'une spécialisation ou d'une reconversion

Responsables de formation

à la recherche d'une information fiable et pratique

1 000 formations de troisième cycle en formation initiale ou continue passées au crible de l'évaluation

Sélectivité, partenariat, professionnalisation, habilitation : quatre critères pour mieux choisir
Plus toutes les informations pratiques pour s'inscrire



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE « LES GUIDES ET PALMARÈS » 1997

A retourner à : Boutique Le Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Oui, je souhaite recevoir :

- Les résultats des classes préparatoires
 Les résultats des IUT et STS
 Les résultats des lycées au baccalauréat
 Les troisièmes cycles

Prix unitaire frais de port compris : 34 F.

TOTAL : Montant : FF

Etablissement :

Nom :

Adresse :

Ville : Code postal

Mode de règlement :

Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

Carte bancaire n°

Date et signature obligatoires

Je souhaite recevoir une facture acquittée.

LE CARGO GRENOBLE

Enfantillages
du 20 au 30 mai

Sous la table
ACTA/Cie Agnès Desfosse

Et ce fut...

Titre provisoire
Théâtre des Lucioles

Le Bachelier
d'après Jules Vallès
Jeanne Champagne

Tohu et Bohu
Manuela Morgaine
Thierry Roisin

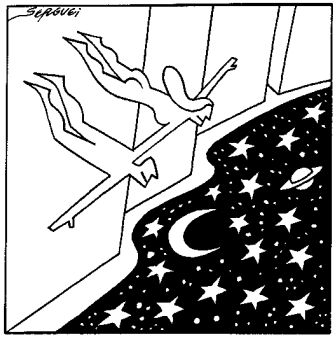
Fantaisies et Bagatelles
Théâtre sans toit/Pierre Blaise

La Lune en plein soleil
Carole Gonselin/François Raulin

Réservations : 04-76-25-91-91
Le Cargo
4, rue Paul-Claudé, Grenoble

« Musiques de jazz et d'ailleurs »

La 16^e édition du Festival d'Amiens propose une affiche généreuse



COMME quelques-uns de ses confrères (Angoulême, Manosque, Nancy), le Festival d'Amiens célèbre les affinités entre le jazz et les musiques du monde. D'où une programmation largement ouverte sur les sonorités et les rythmes brunis au soleil. Ainsi, désormais incontournable pour toute fête métisse réussie, l'Orchestre national de Barbès dans une lecture funky des musiques du Maghreb ; la fougueuse chanteuse colombienne Toto la Momposina, qui mêle tambours et flûte indienne *gaita* ; La Orquesta Aragon, l'un des groupes mythiques de la musique cubaine ; Tito Puente, le tambourineur jovial le plus célèbre de la salsa ; Salif Keita, l'une des grandes voix du continent africain. Pour faire le lien entre les territoires, des bâtisseurs de ponts de

premier plan seront également de la partie, tels Joe Zawinul ou McCoy Tyner, accompagné par des joueurs de *djembé* sénégalais. Une manière d'inventer un folklore imaginaire, à l'instar de celui imaginé par l'ARFI, qui fête cette année ses vingt ans et dont le festival reçoit la Marmite infame.

Egalement au programme : Henri Texier Mad Nomad's, Julien Loureau Groove Band, Christophe Marguet Trio, Enrico Pieranunzi Trio, Sylvain Kassap Quartet, Steve Lacy Trio, David S. Ware Quartet, Jamaaladeen Tacuma's Brotherzone, Orchestre de la Lune, Denis Colin Trio, Alabina...

★ **Maison de la culture, place Léon-Gontier, BP 0631, 80006 Amiens. Du 20 au 24 mai. Tél. : 02-22-97-79-77. De 50 F à 140 F.**

UNE SOIRÉE À PARIS

Chœur de chambre de Stockholm

Eric Ericson serait capable de faire chanter un troupeau de chèvres, alors imaginez ce qu'il obtient de son propre chœur, vraisemblablement le meilleur du genre. Ericson reste à Paris toute la semaine pour donner des cours et des classes de maître. Œuvres de Brahms, Rautavaara, Nystedt, Strauss, Mahler, Webern, Berg, Sandström et Lidholm. *Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin, 20 heures, le 20. Tél. : 01-44-84-44-84. 100 F.*

Dimitri Ashkenazy (clarinette) Vladimir Ashkenazy (piano)
Le fils est clarinettiste. Le père, pianiste et chef d'orchestre, a enregistré plus d'une centaine de disques, dont la plupart n'ont pas laissé un souvenir aussi impérissable que ses prestations publiques. Les deux, en concert, peuvent faire des merveilles. Lutoslawski : *Dance Préludes*. Debussy : *Rapsodie pour clarinette et piano*. Poulenc : *Sonate pour clarinette et piano*. Berg : *Pièces pour clarinette et piano*. Brahms : *Sonate pour clarinette et piano op. 120 n^o 2. Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^o Ternes. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-45-61-53-00. De 130 F à 400 F.*

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ASSASSIN (S) ()**
Film français de Mathieu Kassovitz, avec Michel Serrault, Mathieu Kassovitz, Medhi Benoufa, Robert Gendreau, Danièle Lebrun, François Levantat (2 h 10).

UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra I, dolby, 2^e (01-43-12-91-40 +); Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-38 +) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83 +) ; UGC Montparnasse, 6^e ; La Pagode, dolby, 7^e (+) ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; UGC George-V, 8^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-56-31 +) ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (01-43-57-90-81 +) ; Les Nations, dolby, 12^e (01-43-43-04-67 +) ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Escorial, dolby, 13^e (01-47-07-28-04 +) ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Sept Pornassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79 +) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27 +) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24 +) ; UGC Maillot, 17^e ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96 +).

LE BAISER DU SERPENT
Film franco-allemand-britannique de Philippe Rousselet, avec Ewan McGregor, Greta Scacchi, Pete Postlethwaite, Richard E. Grant, Carmen Chaplin, Donald McCann (1 h 44).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40 +) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88 +) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83 +) ; La Pagode, 7^e (+) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8^e (01-43-59-04-28 h 10).

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 LEMONDE

ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

Kadha Chérif Hadria

Son album *Diri Kitabri* (Al sur/Média 7), sorti en 1995, reste jusqu'à ce jour l'un des disques de fusion-raï les plus excitants qui soient parus. Le chanteur mixe sans accroc la musique d'Oraan avec les traditions tziganes, le reggae, la salsa ou le flamenco. *A La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 10^e. M^o République. 23 heures, le 20. Tél. : 01-42-02-20-52. 50 F.*

Daniel Petitjean Gérard Siracusa
L'intitulé « Jazz ? » des cinq soirées au Théâtre du Renard proposées par le saxophoniste Daniel Petitjean et le batteur-percussionniste Gérard Siracusa suscite l'intérêt. Ce point d'interrogation symbolise des questions sur la nature du jazz, son histoire, son évolution, ses rêves, ses liens avec d'autres sources, d'autres musiques. L'une des réponses du duo Petitjean-Siracusa peut être d'inscrire les deux musiciens dans la lignée de grandes rencontres improvisées entre un souffleur et un tambourineur (Coltrane/Rashed Ali, Don Cherry/Ed Blackwell...). *Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris 4^e. M^o Hôtel-de-Ville. 19 heures, les 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 01-42-71-46-50. De 60 F à 90 F.*

67 +) ; Majestic Bastille, dolby, 11^e (01-47-00-02-48 +) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88 +) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79 +) ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (+).

HAMLET

Film britannique de Kenneth Branagh, avec Kenneth Branagh, Julie Christie, Billy Crystal, Gérard Depardieu, Charlton Heston, Derek Jacobi (4 h 01).
VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9^e (01-48-24-88-88 +).
LES MARCHES DU PALAIS
Film français de Bernard Dartigues, avec Philippe Caubère (2 h 20).
Racine Odeon, 6^e (01-43-26-19-68 +) ; Le Balzac, dolby, 8^e (01-45-61-10-60) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00 +).

REPRISES

L'APPÂT

d'Anthony Mann, avec James Stewart, Robert Ryan, Janet Leigh, Millard Mitchell, Ralph Meeker.
Américain, 1953 (1 h 34).

VO : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).

L'ÉTOILE CACHÉE

de Ritwik Ghatak, avec Supriya Choudhury, Anil Chatterjee, Bijon Bhattacharya, Gita Ghatak. Indien, 1960, noir et blanc (2 h).
VO : Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).
LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE
de Georg Wilhelm Pabst, avec Josef Rovensky, Louise Brooks, Fritz Rasp.
Allemand, 1929, noir et blanc (1 h 35).
Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).
SUBARNAREKHA
de Ritwik Ghatak, avec Madhavi Mukhopadhyay, Satindra Bhattacharya, Abhi Bhattacharya, Jabar Roy.
Indien, 1962, noir et blanc (2 h 12).
VO : Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

(**) Films interdits aux moins de 16 ans.
(+) Réservation au 01-40-30-20-10.

MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

CLASSIQUE

LUNDI 19 MAI

Johann Gottlob von Wrochem (piano)
Œuvres de Chopin, Haendel, Cimarosa et Weber.
Cité internationale (Maison Heinrich-Heine), 27, boulevard Jourdan, Paris 14^e. RER Cité-Universitaire. 20 heures, le 19. Tél. : 01-44-16-13-00. 20 F.

MARDI 20 MAI

Chœur de l'université d'Helsinki
Œuvres de Sibelius, Kuula, Palmgren, Bergman, Rautavaara et Linkola. Matti Hyikkä (direction).
Montigny-le-Bretonneux (78). Théâtre de Saint-Quentin, place Georges-Pompidou. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-30-96-99-00. De 85 F à 160 F.

MERCREDI 21 MAI

Lohengrin
de Wagner. Thomas Moser (Lohengrin), Eva Johansson (Elsa), Jean-Philippe Lafont (Friederich von Trammund), Janis Martin, Elizabeth Connel (Ortrud), Kristinn Sigmundsson (le roi Henri), Peter Sidhom (le héros), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, James Conlon (direction), Robert Carsen (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M^o Bastille. 19 heures, les 21 et 24. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

Orchestre national de France
Danses roumaines. Tchaïkovski : *Concerto pour violon et orchestre*. Prokofiev : *Roméo et Juliette, extraits des suites*. Sarah Chang (violin), Ion Marin (direction).
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^o Alma-Marceau. 20 h 30, le 21. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 330 F.
La Vie parisienne
d'Offenbach. Claudia Mauro (Métella), Isa Lagarde (Gabrielle), Philippe Candelon (le baron de Gondremark), Alysandra Landry (la baronne de Gondremark), Gilles Ramade (Raoul de Gardefeu), Isabelle Boronad (Pauline), Francis Dudziak (Bobinet), Franck T'Hezan (le Brésilien), Pierre-Yves Duchesne (Prosper), Christophe Mortagne (Frick), Pierre Thirion-Vallat (Urbain), Jean-Pierre Loré (direction), Roger Louret (mise en scène), Redha (chorégraphie).
Palais omnispports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 12^e. M^o Porte-de-Bercy. 20 h 30, les 21, 22, 23, 24, 27, 28, 30 et 31 ; 15 heures, le 1^{er} juin. Tél. : 01-44-68-44-68. De 100 F à 300 F.

Carmen
de Bizet. Béatrice Burley, Valérie Maestlin (Carmen), Christian Lara, Laurent Chauvineau (don José), Patrick Méroni, Jean-Sébastien Bou (Escamillo), Marie-Paule Dotti, Fabienne Chanoyan (Micaëla), Orchestre Colonne, Didier Luchesi, Dominique Trottein (direction), Olivier Desbordes (mise en scène).
Mogador, 25, rue de Mogador, Paris 9^e. M^o Trinité. Casquée-d'Antin, Havre-Caumartin. 20 h 30, les 21, 22, 23, 24, 28, 29, 30 et 31 ; 15 h 30, le 25 mai et le 1^{er} juin, jusqu'au 15 juin. Tél. : 01-53-32-32-00. Location Fnac, Virgin. De 100 F à 260 F.

Orchestre national d'Ile-de-France
Brahms : *Concerto pour piano et orchestre n^o 1*. Strauss : *Ainsi parlait Zarathoustra*. Marie-Joséphé Jude (piano), Klaus Weise (direction).
Le Mée-sur-Seine (77). Le Mas, 800, avenue du Vercors. 20 h 30, le 21. Tél. : 01-64-64-08-75. De 60 F à 90 F. Et le 24 mai à 20 h 30, à la Salle Pleyel, tél. : 01-43-68-76-00 ; le 27 mai à 20 h 45, au Théâtre Claude-Debussy de Maisons-Alfort, tél. : 01-43-96-77-67.

JUDI 22 MAI

Orchestre philharmonique de Radio-France.
Strauss : *Capriccio, sextuor, Lieder, Symphonie alpestre*. Soile Isokoski (soprano), Marek Janowski (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^o Ternes. 20 heures, le 22. Tél. : 01-45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

Ensemble vocal Michel Piquemal
Œuvres de Haydn, Mozart, Bruckner, Cornelius et Schubert. Michel Piquemal (direction).
Eglise Saint-Louis-des-Invalides, esplanade des Invalides, Paris 7^e. M^o Invalides, Latour-Maubourg. 20 h 30, le 22. Tél. : 01-42-67-36-47. Location Fnac. 150 F.
Kronos Quartet
Brenhoff : *St. Francis Climbs Mt. Diablo*. Phan : *New York*. Machaut : *Kyrie*. Cage : *Totem Ancestor*. Bingen-McBunney : *Karitas Habundat*. Vasks : *Quatuor à cordes n^o 3*. Golijov : *The Dreams and Prayers of Isaac the Blind*.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^o Châtelet. 20 h 30, le 22. Tél. : 01-42-74-22-77. 90 F.

VENDREDI 23 MAI

Lella Cuberli (soprano)
Graham Johnson (piano)
Œuvres de Schubert, Mendelssohn et Rossini.
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^o Ternes. 20 heures, le 23. Tél. : 01-45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

Orchestre de jeunes Maurice-Ravel
Lockwood : *Concerto pour violon et orchestre « Les Mouettes »*. Gershwin : *Un Américain à Paris, Porgy and Bess*. Didier Lockwood (violin), Laurent Brack (direction).
Courbevois (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 23. Tél. : 01-47-68-51-50. De 80 F à 100 F.

SAMEDI 24 MAI

Il Seminario musicale
Œuvres de Vivaldi et de Haendel. Gérard Lesne (direction).
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^o Châtelet. 17 heures, le 24. Tél. : 01-42-74-22-77. 90 F.
Orchestre national de France
Malec : *Arco-I, Ottava Alta, Exempla*. Raphaël Oleg (violin), Hervé Derrien (violoncelle), Pascal Rophé (direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^o Passy. 18 heures, le 24. Tél. : 01-42-30-15-16. Entrée libre.
Ensemble Intercontemporain
Schubert-Zender : *Le Voyage d'hiver*. Kurt Azeberger (ténor), Hans Zender (direction).
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 20 heures, le 24. Tél. : 01-44-84-44-84. 100 F.

DIMANCHE 25 MAI

Olaf Baer (baryton)
Melvyn Tan (piano)
Schubert : *Le Voyage d'hiver*.
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 15 heures, le 25. Tél. : 01-44-84-44-84. 75 F.
Xavier Phillips (violoncelle)
Huseyin Sermet (piano)
Magnard : *Sonate pour violoncelle et piano op. 20*. Schnittke : *Sonate pour violoncelle et piano*.
Parc floral de Paris (bois de Vincennes), Paris 12^e. M^o Château-de-Vincennes. 16 h 30, le 25. Entrée libre.

Noël Lee (piano)
Bach : *Partita BWV 826*. Schubert : *Sonate pour piano D 959*.
Hôtel de Crillon, 10, place de la Concorde, Paris 8^e. M^o Concorde. 17 heures, le 25. Tél. : 01-47-09-10-62. 200 F.

Chœur de chambre Accentus
Œuvres de Bach, Brahms, Mendelssohn, Wolf, Reger et Schoenberg. Edouard Garcin (piano), Eric Ericson (direction).
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 17 heures, le 25. Tél. : 01-44-84-44-84. 100 F.

Pierre Viguie (guitare)
Œuvres de Villa-Lobos, Tarrega, Maza et Weiss.
Bouffons Théâtre, 28, rue de Meaux, Paris 19^e. M^o Colonne-Fabien. 19 heures, le 25. Tél. : 01-42-38-35-53. 90 F.

JAZZ

Bob Wilber, Daniel Sidney Bechet
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3^e. M^o Saint-Michel. 21 h 30, les 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 01-43-26-65-05. De 60 F à 70 F.

Prism
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, le 20. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Les Nuits blanches
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 h 30, les 20 et 27. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Von Freeman Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^o Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 20. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Joey Calderazzo Trio
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, les 21 et 22. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
Thomas Savy Quartet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 h 30, les 21 et 22. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Jacques Labarrière Trio
Philippe Sellam Quintet
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^o Passy. 20 heures, le 22. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.

McCoy Tyner
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 20 heures, le 22. Tél. : 01-42-00-14-14. 150 F.

L'Orchestre de la Lune
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13^e. M^o Qual-de-la-Gare. 21 heures, le 22. Tél. : 01-47-97-22-22. 30 F.
Claude Tissendier
Petit Journal Saint-Michel, 71, boulevard Saint-Michel, Paris 5^e. M^o Luxembourg. 21 h 30, le 22. Tél. : 01-43-26-28-59. 100 F.

Richard Bona Groupe
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, les 22, 23 et 24. Tél. : 01-42-33-37-71. 90 F.

Luigi Trussardi Trio
Le Ciel de Paris, tour Montparnasse, Paris 14^e. M^o Montparnasse-Bienvenue. 22 heures, le 22. Tél. : 01-40-64-77-64. 90 F.

Allen Hoist
et **Mario Cannongo Quartet**
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, les 23 et 24. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Kirk Lightsey Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, les 23 et 24. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Jean-Claude Fohrenbach Trio
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 h 30, les 23 et 24. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.
Daniz Doriz et son orchestre
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3^e. M^o Saint-Michel. 21 h 30, le 25. Tél. : 01-43-26-65-05. De 60 F à 70 F.

Festival de Jazz de Boulogne-Billancourt
Avec Djoa sextet Claude Sommier et Son Damas de Cuba (le 22 mai à 20 h 30) ; Vocal Group 6 1/2 et le Goviz Jazz Band avec Laurence Allison (le 23 à 20 h 30) ; The Zawinul Syndicate (le 24 à 20 h 30).

Théâtre de Boulogne-Billancourt, 60, rue de la Belle-Feuille, 92100. M^o Marcel-Sembat. Tél. : 01-46-03-60-44. 120 F.

Chico Hamilton
Massy (91). Centre culturel Paul-Bail-

liart, 6, allée du Québec. 21 heures, le 23. Tél. : 01-69-20-57-04. 90 F.

A l'improviste
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-42-87-25-91. 80 F.

Aka Moon
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 23. Tél. : 01-42-87-25-91. 80 F.

ROCK

Counting Crows

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Anvers. 19 h 30, le 20. Tél. : 01-44-92-45-45. 121 F.

Marillion

Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^o Voltaire. 20 heures, le 20. Tél. : 01-47-00-55-22. 192 F.

Brand New Cadillac

Utopia Jazz Club, 79, rue de l'Ouest, Paris 14^e. M^o Pernety. 22 heures, le 20. Tél. : 01-43-22-79-66.

Cradle of Fith

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Anvers. 19 h 30, le 21. Tél. : 01-44-92-45-45. 110 F.

Bunny Wailer

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Anvers. 19 h 30, le 22. Tél. : 01-44-92-45-45. 137 F.

Fiona Apple

Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^o Voltaire. 20 heures, le 22. Tél. : 01-47-00-55-22.

LUNDI 19 MAI

TF 1

20.45

AVOCAT D'OFFICE
Téléfilm de Gabriel Aghion, avec Marlène Jobert, Hélène de Fougerolles (100 min). 159432
Une avocate est confrontée au douloureux problème du sida par l'intermédiaire de sa fille aînée...

22.25

LES WORLD MUSIC AWARDS 97
Invités : Céline Dion, les Fugees, Julio Iglesias, Los Del Rio, Kenny G, Vanessa Mae, Khaled, Peter André, Roberta Flack, World's Apart, Jon Bon Jovi, Florent Pagny, Eros Ramazzotti, Ace of Base, Lionel Ritchie, les Bee Gees (105 min). 6059600

0.10 Ushuaïa, le magazine de l'extrême (65 min). 1180933

1.15 et **2.15**, **3.20**, **4.25** **TF 1 nuit.** **1.30** 7 sur 7. Magazine (rediff.). **2.25** Histoire des inventions. Documentaire. [6/6] Inventer pour le plaisir. **3.30** et **4.35**, **5.10** Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). **5.05** Musique. Concert (5 min).

TV 5

20.00 Thalassa. Magazine (France 3 du 16/5/97).

21.00 7 sur 7. Invité : François Léotard.

22.00 Journal (France 2).

22.35 Cannes, les 400 coups. De Michel Pascal et Gilles Nadeau (France 2 du 11/5/97).

0.00 Festival franco-ontarien. [1/2] Lynda Lemay.

Planète

19.50 ► Sarajevo, le feu des livres.

20.35 Sentiers noirs.

21.25 Des oiseaux pas comme les autres.

22.20 La Falaise du diable.

23.00 Apprendre ou à laisser ?

23.15 La Mer apprivoisée.

23.40 Afrique du Sud, les derniers Bushmen.

France 2

21.00

ABRAHAM
Téléfilm de Joseph Sargent, avec Richard Harris, Barbara Hershey [1/2 et 2/2] (195 min). 21462426
Abram, fils de Terah, vit avec sa femme Saraï dans la ville d'Harân, en Mésopotamie. Bien que son épouse se révèle stérile, celui qui va devenir Abraham (le Père des nations) refuse, par amour, de prendre une autre femme malgré les conseils de son frère Nahor. C'est à la demande de Dieu qu'il va quitter son pays pour partir à la recherche de la Terre promise où il aura une nombreuse descendance.

0.15 Journal, Bourse, Météo.

0.35 Le cercle de minuit. Portrait de Rostropovitch (65 min). 7270759

1.40 Clip Siva Pacifica. **1.50** Histoires courtes. Court métrage. La mise au monde. **2.45** D'un soleil à l'autre. Magazine. Reprise France 3 (rediff.). **3.10** Transantarctica. Documentaire. **3.25** Cerro Torre. Documentaire. **3.50** Urti : Un jour dans la vie d'un enfant. Documentaire. Rwanda. **4.20** Aux marches du palais. Documentaire. J.F.K. **4.35** Stade 2. Magazine (rediff., 70 min).

Animaux

21.00 Le Monde sauvage.

21.30 Flipper le dauphin. Misanthropie.

22.00 Le Récif du Ras Mohamed.

23.00 Mors aux dents. Silks.

23.30 Beauté sauvage.

Paris Première

20.00 et **0.10** 20 h Paris Première.

21.00 Le Choc ■ Film de Robin Davis (1982, 100 min). 71824109

22.40 Le J.T.S. Magazine.

France Supervision

20.30 Autour de minuit ■■ Film de Bertrand Tavernier (1986, 130 min). 74798109

22.40 Le Monde des spectacles. Magazine.

France 3

20.50

TERREUR SUR LE BRITANNIC ■
Film de Richard Lester, avec Omar Sharif, Anthony Hopkins (1974, 110 min). 697703

22.40 Journal, Météo.

23.15 Campagne officielle pour les élections législatives.

23.40

UNE FOLIE
Théâtre. Pièce de Sacha Guitry. mise en scène de Jacques Echantillon, avec Michel Duchaussoy, Yolande Folliot (105 min). 3826567

1.25 Lignes de mire. Magazine (rediff.).

2.20 ► Musique graffiti. Magazine. De Bach à Bartok, confidences pour piano. Guerres privées.

2.30 Guerres privées. Série. L'avocat ne désarment pas.

3.15 Guerres privées. Série. Folies douces (50 min).

1.45 Les Treize Vies de Corto Maltese. Documentaire (rediff., 55 min). 1239136

Arte

20.45

BARTON FINK ■■ ■
Film de Joel et Ethan Coen, avec John Turturro, John Goodman (1991, v.o., 110 min). 894093

Grand vainqueur du Festival de Cannes 1991, ce quatrième film des frères Coen (avec John Turturro, formidable) est une satire du vieil Hollywood et une fable angoissante sur les affres de la création et le dérapage de la réalité.

22.35 Kinorama. Magazine.

22.45

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES ■■

Film de Emir Kusturica, avec Miki Manojlovic, Mirjana Karanovic (1985, v.o., 135 min). 139703

En 1950-1952, la Yougoslavie de Tito doit se défendre contre les ennemis prosoviétiques de l'intérieur. Un petit garçon de six ans, dont le père a été envoyé dans un camp de travail, subit, avec les siens, les contrecoups de l'Histoire.

1.00 Court circuit : Spécial Cannes.

Gagarin, d'Alexei Khariditi (1993) ; **Merlin ou le coiff de l'or**, d'Arthur Joffé (1982) ; **Lautrec**, de Geoff Dunbar (1974) ; **Balabok**, de Brestilav Pojar ; **Reflets de Hollande**, de Bert Haanstra (1951) (45 min). 7871662

1.45 Les Treize Vies de Corto Maltese. Documentaire (rediff., 55 min). 1239136

M 6

20.45

ILS SONT FOUS CES SORCIERS
Film de Georges Lautner, avec Jean Lefebvre (1978, 110 min). 892635

Des images touristiques, des trucaques sans originalité, une inspiration burlesque essoufflée.

22.35

PASSION SANS ISSUE

Téléfilm A de Briant Grant, avec Steven Bauer (100 min). 8267364

0.15 Culture pub. Magazine (rediff.).

0.55 Jazz 6. Magazine. Archie Shepp : retour en Afrique (60 min). 8114952

Le grand saxophoniste noir américain au Festival de jazz de Saint-Louis du Sénégal.

1.55 Best of Jean-Louis Aubert. **2.55** Fréquentat. Magazine. Semaine de la chanson française (rediff.). **3.45** Turbo. Magazine (rediff.). **4.15** Fan de. Magazine (rediff., 30 min).

Canal +

20.35

CHACUN CHERCHE SON CHAT ■
Film de Cédric Klapisch (1996, 85 min). 195074

22.00 Flash d'information. Spécial infos net. Législatives 97.

22.07 Qu'en pensez-vous ? Les élections législatives.

22.20

L'AMOUR MEURTRE ■

Film de Mario Martone (1995, v.o., 100 min). 7333548

Une jeune fille de Bologne va à Naples pour assister aux obsèques de sa mère. Celle-ci est morte dans de mystérieuses circonstances.

0.00 Dolores Claiborne ■■ Film de Taylor Hackford (1995, v.o., 128 min). 8317038

2.10 Le Bonheur est dans le pré ■■ Film d'Etienne Chatiliez (1995, ♦, 102 min). 5561469

Radio

France-Culture

20.30 Le Grand Débat. Le clonage : un saut dans l'inconnu ? Avec Alain Prochiantz, Françoise Héritier [1/2].

21.30 Fiction.

22.40 Toit ouvrant.

0.05 Du jour au lendemain. Denis Guénoun (Le théâtre est-il nécessaire ?) ; (Relation). **0.48** Les Cinglés du music hall. **1.00** Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 28 mars, à l'abbaye royale de Fontevraud, par l'Ensemble Sagittarius et l'Ensemble Stradivaria, dir. Michel Laplénie : Membra Jesu Nostri, de Buxtehude.

22.30 Musique pluriel.

23.07 Entre les lignes.

0.00 La Rose des vents. Festival d'été de Nantes. Concert donné le 3 juillet 1996. Inde du Sud. **1.00** Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Sigiswald Kuijken.

22.40 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Mendelssohn, Dvorák. **0.00** Les Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : **20.00** et **23.00** World Business Today. **20.30** et **22.00**, **2.00** World News. **21.00** IMPACT/Larry King Live. **22.30** Insight. **23.30** World Sport. **0.00** World View. **1.30** Money-Line. **2.15** American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : **19.15**, **19.45**, **20.15**, **20.45**, **21.15**, **22.45** Economía. **19.20**, **20.20**, **21.20**, **22.20** Analysis. **19.39**, **20.09**, **20.39**, **21.09**, **21.39**, **22.09**, **22.39**, **23.09** Europa. **19.50**, **20.50**, **21.50**, **22.50** Sport. **23.15**, **1.15** No Comment. **23.45** Odéon. **0.15** Euro-zoom. **0.45** Sportsweek. **1.45** Art et Collection.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : **19.16** et **23.16** Guillaume Durand. **20.13** et **20.45** Le 18-21. **20.30** et **22.30** Le Grand Journal. **21.10** et **22.12** Le Journal du Monde. **21.17** et **22.19**, **22.44** Journal de l'Economie. **21.26** Cinéma. **21.42** Talk culturel. **0.15** Le Débat.

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.

Δ Accord parental indispensable ou interdit au moins de 12 ans.

□ Public adulte ou interdit au moins de 16 ans.

TF 1

15.35 Côte Ouest. Feuilleton. Jusqu'à ce que la mort...

16.30 Dingue de toi. Série. A la noce.

17.05 Melrose Place. Feuilleton. Cas de conscience.

18.00 Sous le soleil. Série. Quitte ou double.

19.00 L'Or à l'appel. Jeu.

19.50 et à **20.40** Météo.

20.00 Journal, L'image du jour, Tiercé.

20.45

DIS-MOI OUI
Film d'Alexandre Arcady, avec Jean-Hugues Anglade (1994, 115 min). 916372

A Bordeaux, un pédiatre recueille une gamine atteinte d'un angiome cérébral. C'est, paraît-il, une comédie romantique...

22.40

LE MONDE DE LÉA
Magazine présenté par Paul Amar
Thème : l'adoption (110 min). 6002575

0.30 et **1.30**, **2.05**, **3.15**, **4.15** **TF 1 nuit.**

0.40 7 sur 7. Magazine (rediff., 50 min). 4743995

1.40 Reportages. Magazine. Les enfants de l'écran.

2.15 Weill - Mahler. Concert. **3.25** Les défis de l'océan. Documentaire. La vie en saturation (rediff.). **4.25** et **5.15** Histoires naturelles. Documentaire. **4.50** Musique. Concert (25 min).

France 2

16.40 Des chiffres et des lettres. Jeu.

17.15 Le Prince de Bel Air. Flashbacks en ascenseur.

17.45 Waïkiki Ouest. Série.

18.40 Qui est qui ? Jeu.

19.25 et **2.55** Studio Gabriel. Invités : Claude Brasseur, Odette Laure.

19.55 Au nom du sport.

20.00 Journal, Campagne électorale, Météo.

21.00

LES SEPT MERCENAIRES ■■
Film de John Sturges, avec Yul Brynner (1960, 125 min). 5089204

Quelle réunion de vedettes !

23.05 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

23.20

L'ŒIL DU MONOCLE ■

Film de Georges Lautner, avec Paul Meurisse (1962, N., 100 min). 6640049

Réplique assez terne d'une première aventure, Le Monocle noir. Mais Paul Meurisse a gardé son charme nonchalant.

1.00 Au bout du compte.

1.10 Journal, Bourse, Météo.

1.30 Le Cercle de Minuit. Portrait de Paul Auster.

2.50 Clip Siva Pacifica. **3.25** Urti : Sauver Bruxelles. Documentaire. **3.45** Delvaux, portrait définitif. Documentaire. **4.55** Chip et Charly. Anniversaire surprise (45 min).

France 3

18.47 et **1.20** Un livre, un jour. L'Abysse, de Jean-Christophe Rufin.

18.55 Le **19-20** de l'information. 19.10 Journal régional.

20.00 Météo.

20.05 Fa si la chanter. Jeu.

20.35 Tout le sport.

20.50

JACQUELINE MAILLAN, POUR RIRE
Présenté par Julien Lepers. (95 min). 632469

22.25 Journal, Météo.

22.58 Campagne officielle pour les élections législatives.

23.20

► ALÉAS

Magazine. Chroniques des hasards. Chasseurs d'orages ; A l'imparfait du subjonctif ; Les condoms de Condom ; La fête à Verlainne (55 min). 9249372

0.15 Cinéma étoiles. Magazine présenté par Christian Nève et Claire Germouty (30 min). 67179

0.45 ► Musique graffiti. Magazine. De Bach à Bartok, confidences pour piano (5 min). 54396179

0.50 Rencontres à XV. Magazine (rediff., 30 min). **1.25** Guerres privées. Série. **2.10** Guerres privées. Série (50 min).

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Les marsupiaux carnivores.

Arte

19.00 Ivanhoé. [18/30] Le prisonnier de la tour.

19.30 7 1/2. Paroles de citoyens : le vote des vieux.

20.00 Archimède. Magazine. (30 min). 8778

20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : MON AFFAIRE DE CŒUR
Documentaire de Tamás Almási (1996, 65 min). 652662

Les moments cruciaux de la vie d'un homme, un mineur hongrois, qui doit se soumettre à une transplantation cardiaque. Un suspense médical, et une réflexion sur un aspect éthique primordial dans notre culture.

21.50

COMEDIA : TADEUSZ KANTOR ET LE THÉÂTRE D'AVANT-GARDE À CRACOVIE

Soirée proposée par la MDR et la Télévision polonaise.

21.55 L'Amérique. Pièce de théâtre mise en scène par Andrzej Welminski (1997, 55 min). 5289730

D'après L'Amérique de Franz Kafka.

22.50 Le Théâtre de la mort. Documentaire de Michael Kluth (1997, 60 min). 4930198

23.50 Wielopole - Wielopole. Pièce de théâtre écrite et mise en scène par Tadeusz Kantor. Avec le Théâtre Cricot 2 (1982, 85 min). 1839759

1.15 Pavillon noir ■ Film de Frank Borzage, avec Paul Henreid (1945, v.f., rediff., 100 min). 4901773

M 6

18.05 Highlander. Série. L'apprenti sorcier.

19.00 Caraïbes offshore. Série. La relève de la garde.

19.54 Six minutes d'information.

20.00 Notre belle famille. Série. Une femme dans le bâtiment.

20.35 E = M 6 junior. Les grenouilles.

20.50

LOÏS ET CLARK LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN.
Série, avec Dean Cain, Teri Hatcher (105 min). 913846

Jeunesse volée. La société contre Lois Lane.

22.35

LA FEMME MEURTRE

Téléfilm O de John Patterson, avec Veronica Hamel, Judd Hirsch (95 min). 3716488

Une femme violée face à la perversité de son agresseur, riche avocat et notable respecté.

0.10 Les Documents de Zone interdite (rediff.).

2.10 Culture pub. Magazine (rediff.). **2.30** Hot forme. Magazine (rediff.). **3.00** Jazz 6. Magazine (rediff.). **3.55** Mister Biz. Magazine (rediff.). **4.20** Fan de. Magazine (rediff., 25 min).

Canal +

17.25 Cyclisme. Tour d'Italie (4^e étape)
Saint-Marin - Arezzo (155 km). ► En clair jusqu'à **20.35**

18.20 Cyberflash. Magazine.

18.35 Nulle part ailleurs. Magazine. Invités : Alain Prost, Placebo.

20.35

BAD BOYS
Film de Michael Bay (1994, 110 min). 796310

Deux flics noirs forment le tandem de choc de la brigade des stupéfiants de Miami.

22.25 Flash d'information.

22.30 Spécial infos net.

22.32 Qu'en pensez-vous ?

22.45

MON HOMME ■

Film de Bertrand Blier, avec Anouk Grinberg (1995, 94 min). 1510391

0.20 Max zéro malgré lui
Film de Greg Beeman (1995, 85 min). 4124565

Un coursier est injustement accusé de meurtre par un agent véreux du FBI.

1.45 Les Derniers Jours d'Herculanum
Film de Gianfranco Parolini (1962, 100 min). 1074681

Radio

France-Culture

20.30 Archipel médecine. La maladie d'Alzheimer. Avec le professeur Françoise Forette.

21.32 Grand angle (rediff.). Palestiniens de la Diaspora : la mémoire de Foutbi.

22.40 Nuits magnétiques. Sur les traces du hasard [1/4].

0.05 Du jour au lendemain. Serge Dufoulon (Femmes de paroles). **0.48** Les Cinglés du music hall. **1.00** Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 10 mai, salle Olivier Messiaen, à Radio-France, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Reinbert de Leeuw : Intrositus, de Goubaïdouline ; Octour, de Kammermusik op. 24 n° 1, de Hindemith ; Le Temps chanté pour violon et orchestre, de Rimin, Vera Beths, violon.

22.30 Musique pluriel. Œuvres de Simpson et de Zenouda.

23.07 Atout Chœur. Œuvres de Brahms, R. Strauss, R. Schumann.

0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Ponce, Bach, Bream, Giuliani. Lauro. **1.00** Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Brahms et la modernité. Concerto pour piano op. 114, de Reger ; Lieder eines fahrenden Gesellen, de Mahler ; Sonate pour violon et piano n° 3, de Brahms ; Ouverture, de Furtwangler, par l'Orchestre philharmonique National Slovaque, dir. Alfred Walter. Œuvres de Webern.

22.25 Les Soirées...(suite). Œuvres de Zemlinsky, Ligeti, Brahms. **0.00** Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Envoyé spécial. Magazine (France 2 du 15/5/97).

21.30 Perfecto. Magazine.

22.00 Journal (France 2).

23.00 Bouillon de culture. Magazine. Aimez-vous les uns les autres (France 2 du 16/5/97).

0.15 Viva. Magazine.

1.00 Soir 3 (France 3).

Planète

20.10 Des hommes dans la tourmente. [2/32]. Mao Zedong versus Tchiang Kai-chek.

20.35 Vol au-dessus des mers. [7/11]. Orion, chasseur des mers.

21.25 De Dallas à Dallas. [1/2]. Trente ans après.

22.20 ► Sarajevo, le feu des livres.

23.05 Sentiers noirs.

23.55 Des oiseaux pas comme les autres.

Animaux

20.30 Faune ibérique. [2/2]. L'hère.

21.00 Le Monde sauvage. Les bâtisseurs infatigables.

21.30 La Vie des zoos. Mating Games.

22.00 Le Monde de la nature. Une île dans les nuages.

23.00 Fauna. Ornithorynque.

23.30 Beauté sauvage. Les castors.

0.00 Le Monde sauvage.

Paris Première

19.55

Bill Clinton donne dix ans à l'Amérique pour mettre au point un vaccin anti-sida

Le président des Etats-Unis appelle les pays riches à participer financièrement à la recherche

VŒU PIEUX ou réel projet d'envergure? Lors d'un discours prononcé dimanche 18 mai à l'université noire de Baltimore (Maryland), le président Bill Clinton a fixé pour but à l'Amérique la mise au point dans les dix ans d'un vaccin anti-sida, comparant ce défi à celui qui avait été lancé dans les années 60 par John F. Kennedy pour la conquête de la Lune. M. Clinton a annoncé qu'il allait « *encourager* » les autres pays riches « *dans un effort mondial* » pour élaborer ce vaccin, lors du « *sommet des Huit* » qui réunira le mois prochain à Denver (Colorado) les sept puissances industrialisées membres du G 7 - Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon - et la Russie. Selon un document de la Maison Blanche, M. Clinton appellera chacun des participants à ce sommet de Denver « *à s'engager à fournir les in-*

vestissements nécessaires (...) pour accélérer la recherche afin de développer un vaccin contre le sida et à en faire une priorité scientifique et en matière de santé publique ».

« *La question n'est plus de savoir si nous pouvons développer un vaccin anti-sida, mais simplement de savoir quand* », a déclaré, confiant, le président américain, qualifiant la mise au point de ce vaccin de « *nouveau but national pour la science* ». Lyrique, Bill Clinton a rappelé qu'il y a trente-six ans, « *le président Kennedy regarda vers les cieux [et] nous fixa l'objectif d'atteindre la Lune* ». Le premier homme posa le pied sur la Lune en 1969, huit ans après que Kennedy eut fixé à l'Amérique cette « *nouvelle frontière* ».

Malgré l'importance qu'il a donnée à cette initiative, M. Clinton n'a annoncé aucune augmentation du budget actuel de la recherche dans ce domaine. La

seule mesure concrète porte sur la création d'un centre de recherche et de développement d'un vaccin qui sera établi à Bethesda (Maryland).

RISQUE DE RALENTISSEMENT

Le discours du président des Etats-Unis s'adresse tout autant à l'opinion publique américaine qu'aux nombreux dirigeants de pays en voie de développement qui s'inquiètent actuellement d'un risque de ralentissement de l'effort de recherche. Plusieurs chefs d'Etat, en particulier africains, ont ces derniers mois fait part de leur crainte de voir abandonner les programmes d'expérimentation de vaccins, tout se passant comme si les Etats financeurs, rassurés par les progrès importants réalisés en matière de traitement du sida (nouvelles antiprotéases), jugeaient dorénavant peu rentable la recherche d'un vaccin.

Pour autant, de l'avis même des chercheurs, la mise au point d'un vaccin universel, efficace contre toutes les souches du virus du sida, reste encore aléatoire, de nombreuses difficultés techniques, tenant en particulier à l'extrême variabilité génétique du virus, restant encore à surmonter.

Selon Onusida, 3,1 millions de personnes auraient été infectées par le VIH en 1996, ce qui porte à 22,6 millions le nombre de personnes qui, actuellement dans le monde, vivent après avoir été contaminées par le virus du sida. 90 % d'entre elles vivent dans des pays en voie de développement. On estime aux Etats-Unis le coût d'une trithérapie (association de plusieurs médicaments anti-rétroviraux actifs contre le VIH) à 12 000 dollars par patient et par an.

Franck Nouchi

Un candidat de droite dénonce une nouvelle « affaire » à Paris

Le professeur Mathé met en cause la Mairie

JEAN TIBERI savait qu'il allait devoir affronter une campagne sur les affaires parisiennes, surtout dans son fief du 5^e arrondissement. Jusqu'à présent, les attaques sont venues de la gauche, mais le maire de Paris, en cette dernière semaine de campagne, va devoir faire face à une offensive judiciaire du professeur Georges Mathé, suppléant de Jean-Jacques Walter, sous l'étiquette « *La majorité dans l'honneur* ». Longtemps proche de la majorité municipale, le célèbre cancérologue met en cause l'Association Claude-Bernard, présidée par M. Tiberi, qu'il accuse d'avoir détourné des sommes destinées à son propre Institut du cancer et d'immunogénétique (ICIG).

Le contentieux remonte à 1990. Jusqu'à cette date, l'association Claude-Bernard, émanation de l'Assistance publique de Paris, assurait la gestion comptable et administrative de l'ICIG. Lorsque le professeur Mathé a transféré ses activités de Villejuif vers l'hôpital Suisse de Paris, à Issy-les-Moulineaux, il a décidé de créer sa propre association de gestion, afin, dit-il, de faire l'économie des 5 % de commission prélevés, comme gérant, par l'association Claude-Bernard.

Celle-ci a mal accepté la chose bien que le professeur Jean Loygue, alors adjoint de Jacques Chirac, chargé de l'assistance publique, eût donné son accord de principe à un transfert des actifs au profit du nouvel établissement du professeur Mathé. « *Le lendemain du conseil d'administration qui a entériné ce transfert, mon institut fut occupé sur ordre du nouveau secrétaire général de l'association* », affirme le cancérologue, privé, dès lors, de toutes ses archives. Le transfert des fonds n'a pas été effectué, donnant lieu à une procédure judiciaire que le professeur Mathé a perdue, faute de pouvoir produire les documents prouvant l'antériorité de son institut sur un autre centre de recherche, portant un nom voisin, dépendant directement de l'association.

Depuis, le médecin a pu remettre la main, après l'intervention d'un huissier, sur ses archives. Le procès pénal, pourtant

perdu, lui a permis de découvrir que de nombreux dons et legs, effectués par ses patients ou leur famille au profit de ses activités de recherche, avaient entre-temps été perçus par l'Association Claude-Bernard. Parmi ceux-ci, un legs de plusieurs millions de francs suisses, effectué en 1983, qui a transité par une mystérieuse Fondation de recherche sur le cancer de la principauté de Lichtenstein, déclarée en 1985, mais dont l'existence ne fut révélée au conseil d'administration de l'Association Claude-Bernard qu'en 1988.

DÉTOURNEMENT DE LEGS

M. Mathé, qui estime « *la valeur des sommes détournées [à son détriment] de l'ordre d'une centaine de millions de francs* », rapproche ces sommes des conclusions d'un rapport de la chambre régionale des comptes sur l'association, rendu public en mars 1997. Entre 1990 et 1994, le budget de l'association a présenté « *un déficit très supérieur à ce qu'il était en réalité* », sans toutefois prendre en compte le produit des placements financiers effectués par l'association « *à l'aide de fonds d'origine privée* ». Or, ces placements sont passés de 75,7 millions de francs en 1990 à 182,5 millions en 1994, soit une augmentation de 141 %. Le même rapport, qui dénonce « *une présentation peu transparente des comptes* », souligne aussi « *une confusion entre les libellés des nombreuses associations ayant pour objet la lutte contre le cancer* », objet, notamment, du litige avec le professeur Mathé.

Celui-ci franchit un pas en affirmant - c'est l'objet d'un recours administratif - que la préfecture de Paris a contribué aux détournements de legs qu'il dénonce, en ne l'informant pas lorsque les testaments portaient son nom. Il produit en outre une lettre du professeur Christian Cabrol, conseiller de Paris et représentant de M. Tiberi à la tête de l'association, qui le 20 février 1996, écrivait qu'« *il n'est l'intérêt de personne* » de revenir « *en ce qui concerne le passé* » sur la dévolution des legs qui transitent par l'association.

Pascale Sauvage

DÉPÊCHES

■ **ÉCHECS** : « *IBM me doit une revanche, pour moi et pour tout le genre humain* », écrit Garry Kasparov, dans un commentaire à propos de sa défaite récente contre l'ordinateur Deep Blue, publié dans la dernière édition de *Time* magazine. Le champion russe réclame « *un match en dix parties jouées en vingt jours, un jour sur deux* », mais IBM refuse, pour l'instant, un autre face-à-face. Kasparov affirme avoir été désarmé par les réactions de Deep Blue dont, selon lui, les concepteurs « *mériteraient un prix Nobel* ». « *Je n'étais pas préparé pour ce qui s'est révélé être un défi intellectuel d'un type totalement nouveau* », écrit-il. - (AP)

■ **PRESSE** : les quotidiens *La Libre Belgique* et *La Dernière Heure*, propriétés du groupe de presse belge Information et Production Multimedia (IPM), sont en passe d'être contrôlés par Financière de l'Avenir, un groupe qui appartient au quotidien de l'évêché de Namur *Vers l'Avenir* (51 %) et au quotidien français *La Voix du Nord* (49 %). Pour réaliser cette opération, annoncée dimanche 18 mai par les journaux *De Financien Economische Tijd* et *Dimanche Matin*, Financière de l'Avenir est devenue majoritaire dans Quatuor Invest, l'une des trois sociétés qui contrôlent IPM. Sa participation au sein d'IPM est ainsi passée de 32,3 % à 51 %. - (AFP)

■ **RADIO** : la direction de RTL a décidé d'interjeter appel après la décision du conseil des prud'hommes d'accorder, vendredi 16 mai, des dommages et intérêts à l'ancien chroniqueur de la station, Philippe Alexandre (*Le Monde* daté 18-19 mai). Dans un communiqué publié samedi 17 mai, RTL estime que « *la décision dont la motivation n'est pas connue ne peut être considérée comme un succès du journaliste qui a été débouté de ses demandes au regard de la clause de cession et de la clause de conscience, et qui n'a obtenu qu'un montant de dommages et intérêts très substantiellement inférieur à ses réclamations* ».

■ **VOLCANISME** : l'alerte orange a été décrétée, dimanche 18 mai, sur l'île britannique de Montserrat, située au nord-ouest de la Guadeloupe, dans les Caraïbes, où un regain d'activité du volcan de la colline de la Soufrière a été enregistré ces dernières semaines. Ce strato-volcan, de type explosif, s'était réveillé en juillet 1995, suscitant l'évacuation de 4 000 personnes sur une population totale de 11 000 habitants. La capitale, Plymouth, figure dans la zone d'évacuation, qui devrait être étendue jusqu'au centre de l'île. - (AP)

La Bourse de Tokyo au plus haut de l'année

LA BOURSE de Tokyo a clôturé en hausse lundi 19 mai, terminant à son meilleur niveau de l'année, grâce à un mouvement de reprise des valeurs vedettes, qui avaient été affectées plus tôt par la fermeté du yen.

A la clôture, l'indice Nikkei affichait un gain de 165,02 points, soit 0,81 %, à 20 489,75 %. Le sentiment est à la prudence avant la réunion mardi du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

« *Les valeurs vedettes se sont reprises après leur recul initial. Les actions qui avaient bien reculé dans des secteurs délaissés dernièrement et les contrats à terme ont bénéficié de quelques achats, ce*

qui a donné aux indices un bon coup de fouet » a souligné Kenji Karikomi de Daiwa Securities.

Le Nikkei avait reculé jusqu'à 20 205 points dans la matinée en réaction à l'envolée du yen qui s'est beaucoup apprécié après l'annonce d'une hausse de 163,7 % de l'excédent commercial nippon en avril, à 831,48 milliards de yens.

Sur le marché des changes, le dollar s'est repris par la suite à la faveur des achats des fonds d'investissement américains. Il s'échangeait en fin de journée à Tokyo à 116,08/13 yens après avoir touché un plus bas de 114,85. Contre le mark, il se traitait à 1,6915/19 après un creux à 1,6881.

« Le Monde diplomatique » de mai

LE MONDE DIPLOMATIQUE consacre un dossier spécial de dix pages au préoccupant dévoiement de l'idéal démocratique. A l'occasion du prochain scrutin législatif français, les articles d'Ignacio Ramonet, Bernard Cassen, Régis Debray, Christian de Brie, Dominique Vidal, Serge Halimi, Alain Gresh et Jean-Paul Jean démontent les sept péchés capitaux du modèle libéral et s'interrogent : pourquoi les élections n'apparaissent-elles plus que comme de simples rituels? Pourquoi les marchés financiers prennent-ils le pas sur la représentation nationale?

Le mensuel analyse les crises du

Zaïre (Philippe Leymarie, Elikia M'Bokolo), du Proche-Orient (Amnon Kapeliouk, John V. Whitbeck) et d'Algérie (Akram Ellyas). Egalement au sommaire : l'intransigeance américaine dans le Golfe (Paul-Marie de La Gorce); Hongkong (Guillaume Fabre); la conquête du monde par la cigarette américaine (Hal Kane, Mark Pertschuk); les questions posées par les modifications génétiques (Jacques Testart); et, à l'occasion du Festival de Cannes, la fragile situation des cinémas européens (Daniel Paris, Carlos Pardo); etc.

★ En vente chez votre marchand de journaux. 22 francs.

Les opposants au canal Rhin-Rhône ont manifesté dans sept départements

ALORS QUE Dôle fête le week-end le 30^e anniversaire de la disparition de Marcel Aymé, les opposants au canal Rhin-Rhône ont dressé, samedi 17 mai, une couronne mortuaire à la « *vouivre* », ce serpent légendaire cher à l'écrivain, « *victime du grand canal* ». Cette manifestation, que nous signale notre correspondant dans le Jura, est l'une des actions menées par plusieurs centaines de personnes, de Mülhouse à Lyon, sur plus de trente-cinq ponts situés sur le tracé de cet équipement très contesté. Les manifestants répondaient à un appel lancé par plusieurs associations et intitulé : « *Tous sur le pont* » (*Le Monde* daté 18-19 mai). Dans sept départements - notamment le Rhône, le Haut-Rhin, le Jura et le Doubs -, les ponts ont accueilli en permanence de 25 à 150 personnes, dont de nombreux élus locaux ceints de leur écharpe tricolore, et des candidats aux législatives, principalement socialistes et écologistes.

A Lyon, dont le maire Raymond

Barre est un farouche partisan du grand canal, une centaine de personnes ont bloqué pendant deux heures un pont conduisant au centre historique. Sur l'une des banderoles, on pouvait lire « *Raymond, touche pas au vieux Lyon, non au canal Rhin-Rhône* ».

RALLIEMENTS

L'un des rassemblements les plus importants a eu lieu dans le centre de Besançon. Le maire PS, Robert Schwint, et plusieurs élus ont été rejoints par l'ancien ministre de l'Industrie, Dominique Strauss-Kahn. Tous ont critiqué les députés sortants RPR ou UDF de Besançon et de Montbéliard, qui ont rejoint le camp des « *anti-canal* » en début de campagne. A Dole, Dominique Voynet, porte-parole nationale des Verts et candidate dans la 3^e circonscription du Jura, a rejoint 150 personnes sur le pont Louis XV. Le 24 mai, une fête est prévue à Ougney-Douvot (Doubs), village symbole de la résistance au grand canal.



... ET PENDANT CE TEMPS-LÀ,
À DES MILLIERS DE KILOMÈTRES SA BANQUE ENVOIE DES FLEURS
À SA FEMME POUR LEUR 4^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE MARIAGE...

BANQUE TRANSATLANTIQUE : LA BANQUE DE CEUX QUI TRAVAILLENT LOIN DE CHEZ EUX

TRANSAT-SERVICES : DES SERVICES EXTRA. AUJOURD'HUI, QUEL EXPATRIÉ SE CONTENTERAIT D'UNE SIMPLÉ « *BANQUE-RELAIS* » ENTRE LUI ET LA FRANCE ? SÛREMENT PAS VOUS. VOUS AVEZ BESOIN D'UNE BANQUE TRÈS PARTICULIÈRE, CAPABLE DE PRENDRE EN CHARGE ET DE GÉRER AU MIEUX DE VOS INTÉRÊTS VOTRE ÉPARGNE, VOTRE PATRIMOINE, VOS PLACEMENTS... TOUT EN TENANT COMPTE DE VOTRE SITUATION PROFESSIONNELLE ET GÉOGRAPHIQUE. CETTE BANQUE HORS DU COMMUN EXISTE, C'EST LA BANQUE TRANSATLANTIQUE. ET AUJOURD'HUI AVEC TRANSAT-SERVICES, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE MET À VOTRE

DISPOSITION UN IMMENSE ÉVENTAIL DE SERVICES QUI VONT DE LA RÉSERVATION DE SPECTACLES, EN PASSANT PAR L'ENVOI EXPRESS DE MÉDICAMENTS, L'ACHAT DE LIVRES SCOLAIRES OU LA LOCATION DE MAISONS DE VACANCES. FAMILLE, SANTÉ, RÉPARATION, CADEAUX... MÊME À DES KILOMÈTRES DE CHEZ VOUS, PLUS RIEN NE VOUS ÉCHAPPE ! TRANSAT-SERVICES RÉPOND À TOUTES VOS ATTENTES... MÊME, ET SURTOUT, À CELLES QUI SEMBLENT IMPOSSIBLES. PENSEZ-Y ET N'HÉSITÉZ PAS À NOUS CONTACTER AU 33 1 40 22 84 45. VOUS SEREZ ÉTONNÉ DE VOIR CE QUE NOUS POUVONS FAIRE POUR VOUS.

CIC Banque Transatlantique

17, Boulevard Haussmann - 75009 Paris.